Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1967)

Le bill 60 et la société québécoise

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Guite de musée, La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Diane Brunet, bénévole, guide de musée, La Pulperie, Chicoutimi, à partir de l'article de :

Léon Dion,

Le Bill 60 et la société québécoise.

Montréal: Éditions Hurtubise HMH, 1967, 197 pp. Collection Aujourd'hui.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page du texte sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''), orientation : PORTRAIT.

Mise en page des tableaux sur papier format : LEGAL US, 8.5'' x 14'').
orientation : PAYSAGE.

Édition complétée le 17 juillet 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1967)

Le Bill 60 et la société québécoise

Montréal: Éditions Hurtubise HMH, 1967, 197 pp.
Collection Aujourd'hui.

Table des matières

[Introduction générale](#)

[Première partie : l'enjeu](#)

[Chapitre 1.](#) émergence de l'enjeu

[Chapitre 2.](#) thèmes de l'enjeu

[Conclusion](#)

[Deuxième partie : les idéologies](#)

[Chapitre 1.](#) rôle de l'état en éducation

[Chapitre 2.](#) les garanties de l'éducation chrétienne

[Conclusion](#)

[Troisième partie : l'influence](#)

[Chapitre 1.](#) primauté de l'action gouvernementale

[Chapitre 2.](#) inefficacité des associations libres

[Chapitre 3.](#) prépondérance de l'assemblée des évêques

[Conclusion](#)

[Conclusion générale](#)

[Appendices](#)

[Tableaux](#)

[Commentaires](#)

Le Conseil Canadien de Recherches en Sciences sociales, grâce aux fonds fournis par le Conseil des Arts du Canada, a accordé une subvention pour la publication de cet ouvrage.

Le bill 60 et la société québécoise

INTRODUCTION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Le 28 février 1961, l'Assemblée législative du Québec adoptait une loi instituant une Commission d'enquête sur l'enseignement ; le 19 mars 1964, la loi créant le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation recevait la sanction royale. L'extraordinaire carrière du bill 60, qui se déroula dans un intervalle d'environ un an (d'avril 1963 à mars 1964), fut jalonnée d'événements nombreux dont certains furent qualifiés à l'époque de coups de théâtre de la scène politique ¹. Il offre pourtant aux analystes une abondante et riche matière de première main permettant d'identifier, d'excellente façon, les origines et les caractères des mouvements de pression qui sont susceptibles de se produire dans le Québec à l'occasion d'enjeux politiques considérés importants pour l'avenir de la collectivité et, plus particulièrement, quand il s'agit de projets de loi.

En évoquant la carrière du bill 60, nous n'avons pas l'intention de faire œuvre d'historien et encore moins de polémiste. Et bien que nous estimions que l'éducation est la question la plus urgente de l'heure au Québec, nous ne nous proposons pas non plus d'en introduire directe-

¹ Pour la chronologie des principaux événements, voir Appendice A, page 157.

ment l'étude, encore qu'à coup sûr nous éclairerons au passage des aspects importants de cette question. Notre objectif immédiat est double : d'abord, faire l'étude d'une campagne de pression et, ensuite, reconstituer un processus de décision. Mais, en dépit de l'importance intrinsèque du débat sur le bill 60, ce n'est pas comme cas d'espèce qu'il va retenir surtout notre attention. À travers ce cas, c'est la société québécoise elle-même que nous entendons soumettre à l'examen.

L'étude des phénomènes de pression politique nous paraît particulièrement prometteuse pour la reconstitution des représentations idéologiques et des réseaux d'influence au sein d'une société. On pourra s'étonner que nous fassions une affirmation aussi peu courante dans le domaine sociologique. Aussi, avant de nous engager dans notre sujet, nous a-t-il semblé utile d'explicitier notre hypothèse de travail.

Les avantages de l'étude des phénomènes de pression pour la connaissance des sociétés sautent aux yeux. Les phénomènes de pression, du moins ceux qui revêtent un haut degré de généralité, possèdent, en premier lieu, la qualité unique d'être quasi contraignants pour un grand nombre d'agents sociaux : les processus qui s'y déroulent se canalisent vers l'un ou l'autre des centres de décision, plus précisément vers ceux qui sont responsables de l'émission des normes impératives obligatoires pour l'ensemble de la société ; souvent d'ailleurs ces processus ont pour origine des centres de décision politiques eux-mêmes. Mais parce que de tels phénomènes mettent fréquemment en question des intérêts jugés immédiats et vitaux, ils sont, en second lieu, aptes à susciter chez les agents sociaux des attitudes et des conduites d'une intensité exceptionnelle. Enfin, parce qu'ils se produisent dans un secteur de la vie sociale où la publicité des relations intergroupes est davantage requise qu'ailleurs, ces phénomènes en général se prêtent plus facilement à l'observation. Ajoutons que dans nombre de sociétés contemporaines les normes d'action, le fonctionnement des mécanismes institutionnels et la propagande elle-même incitent les citoyens à prendre une part active au déroulement des processus politiques, en particulier à ceux qui comportent des décisions.

Les objections qu'on élève cependant au sujet des travaux sur les phénomènes de pression politique sont si considérables qu'il importe de s'y arrêter assez longuement. Nous allons retenir deux de ces objections.

La première objection vise l'incontestable précarité du statut scientifique de ces travaux. Nous avons nous-même déploré ailleurs cette précarité². Mais ce même jugement sévère doit être étendu plus ou moins à tous les autres procédés possibles d'analyse des idéologies et des réseaux d'influence. De plus, nous sommes d'avis que, du point de vue qui va nous occuper, il sera relativement aisé de pallier aux actuelles carences théoriques des travaux sur les groupes de pression. La raison de telles carences est attribuable au manque de rigueur dans le choix et la définition des concepts opérationnels et surtout à l'absence d'une problématique plus large que ne, le requièrent les besoins immédiats des cas étudiés. Un parti pris chronique d'empirisme aiguille les recherches dans ce domaine sur des voies d'évitement : parce que l'attention se fixe exclusivement sur le « cas » à l'étude, on s'empêche de se représenter le contexte social au sein duquel on devrait pourtant chercher les conditions d'émergence et les caractères spécifiques de ce cas. C'est précisément cette vision à courte vue qu'il faut écarter. En procédant autrement, en situant plutôt chaque phénomène de pression dans le milieu où il se produit, le chercheur se fraiera un accès au cœur même du système social. En effet, à l'occasion de questions qui incitent les agents constitutifs du corps social à se manifester et à prendre position, il doit être relativement simple de saisir les rouages directeurs, les mécanismes protecteurs, les foyers de conservatisme et de progressisme, de même que la composition et l'importance relative des réseaux d'influence qui soutiennent et activent une société à un moment donné et par rapport à une question précise.

² Dans : *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*, P.U.L. et Armand Colin, 1965.

Sans doute, tous les phénomènes de pression politique n'ont pas une égale richesse de contenu ni surtout une même aptitude à ouvrir l'accès sur le système social. Dans les ouvrages sur la question, rares sont les études qui méritent de retenir l'attention de ce point de vue. Parmi les cas particulièrement intéressants sous cet angle, nous rangeons sans hésiter le débat sur le bill 60. Premier exemple québécois de phénomène de pression qui ait encore fait l'objet d'une étude systématique, ce débat soulève nombre de questions d'intérêt majeur pour le théoricien aussi bien que pour l'homme d'action.

Le débat sur le bill 60 représente beaucoup plus que la somme des interventions sur une question controversée des soixante-dix associations et des quarante-quatre individus que comprennent nos tableaux ³. Ce qui établit l'importance unique de ce débat, c'est qu'il procure une excellente occasion de scruter l'agencement et l'armature de la société québécoise.

Avant toutefois de procéder plus avant, nous tenons à écarter une deuxième objection qu'on soulève à l'endroit de la méthode d'analyse choisie. Soit, dira-t-on : concédons qu'on parvienne par l'étude des phénomènes de pression à éclairer d'une certaine manière les idéolo-

³ Ces tableaux, précédés d'une note explicative et suivis de commentaires, sont reproduits à l'appendice B, page 158. Pour les fins de la présente étude nous avons utilisé les sources suivantes : mémoires à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec. Première partie : Les structures supérieures du système scolaire ; bill 60, Première session, vingt-septième Législature, 12 Elisabeth II, 1963 ; bill 60, Troisième session, vingt-septième Législature, 12 Elisabeth II, 1964 ; Dossier sur le bill 60, compilé au Ministère de la Jeunesse, juin 1963 ; dossier sur le bill 60, compilé au Ministère de la Jeunesse, janvier 1964 ; dossier contenant les textes des principaux mémoires soumis au premier ministre, compilé au Ministère de la Jeunesse, 1er septembre 1963 ; fiches des interventions reproduites dans *Le Devoir* et *L'Événement* du 21 avril 1961 au 14 mai 1964, dressées par la Bibliothèque de la Législature du Québec. Nous avons aussi inclus des interventions reproduites dans d'autres journaux et compilées dans les deux dossiers sur le bill 60. Nous avons enfin utilisé des documents obtenus de sources diverses. M. André Ouellet a collaboré à la collecte de plusieurs données utilisées dans l'étude.

gies et les réseaux d'influence d'une société. Mais ces phénomènes étant si nombreux et si divers, que peut-on en tirer sinon des renseignements partiels et des conclusions incertaines sur l'état général de la société ? Il faut concéder le bien-fondé de cette objection.

Sans doute, les idéologies et les réseaux d'influence qui se manifestent au cours d'activités de pression font bien réellement paraître la société sous certains angles spécifiques. Toutefois, d'autres angles, aussi valides, se trouvent laissés dans l'ombre. À l'occasion d'une activité de pression, ce n'est pas la société en général qui se manifeste ; il s'agit, bien au contraire, de la société mise en situation, de la société en état d'interrogation sur elle-même. Les représentations que groupes et individus se font alors d'eux-mêmes et de la société se conforment certes pour l'ensemble à leurs positions respectives dans le système social. Mais ces représentations ne se forment pas dans l'abstrait mais bien plutôt à l'occasion d'un enjeu précis, faisant émerger certaines catégories spécifiques de finalités et d'intérêts. D'autres enjeux, touchant à la situation des groupes et des individus d'une manière différente, susciteraient l'intervention d'acteurs sociaux demeurés dans le premier cas silencieux, laisseraient sans doute voir d'autres modes de perception de la société et montreraient le fonctionnement des structures sociales sous une optique différente. Ainsi, dans le cas qui va nous occuper, il est clair que le débat sur le bill 60, tout en faisant paraître la société québécoise telle qu'elle existe dans la réalité, l'a néanmoins présentée sous un angle qui en a grossi certaines facettes tandis que d'autres échappaient au champ de vision. Il s'ensuit un effet de distorsion susceptible de produire une vision bornée et fallacieuse du système social.

Il n'est pas possible de réfuter, ni même de contourner, cette seconde objection. Elle vise directement une faiblesse intrinsèque de l'étude des phénomènes sociaux par la technique des cas. Pour que cette technique puisse aboutir à la connaissance complète d'une société - sous tous ses angles et selon toutes ses dimensions - il faudrait non pas faire l'étude d'un grand nombre de phénomènes de pression mais

bien plutôt établir une classification des cas, selon une typologie systématique des enjeux, élaborée en fonction des secteurs et des niveaux essentiels d'une société. Il faudrait, en outre, la complicité des agents sociaux et politiques afin que toute la gamme des enjeux significatifs devienne l'objet de débats publics dans un laps de temps assez bref et sans que ne s'en suivent des phénomènes fortuits de distorsion.

Mais des dangers de même nature guettent toutes les voies possibles d'étude des idéologies et des réseaux d'influence. Par rapport aux autres méthodes, celle qui part des enjeux qui confrontent les agents sociaux et politiques possède une certaine supériorité - en effet, son caractère éminemment concret offre une protection contre les systématisations grandioses mais inutilisables qui sont trop souvent le lot des analyses intuitives et générales.

Ceci dit, il n'en reste pas moins qu'il importe de prendre toutes les précautions d'usage afin de garantir le mieux possible la validité de notre étude.

Soulignons une fois de plus par ailleurs que l'aptitude des activités de pression à produire une vision cohérente et signifiante de la société est fort variable. Certaines sont si parcellaires dans leur origine et si limitées dans leurs conséquences qu'elles ne réfractent aucun angle discernable de la réalité sociale ; d'autres, au contraire, sont si globales dans leur origine et si étendues dans leurs effets qu'elles réfléchissent, sous des aspects fondamentaux et bien précis, la société tout entière. La campagne du bill 60 nous paraît avoir constitué un cas exemplaire de cette seconde modalité d'activités de pression.

Du point de vue qui nous occupe, les spécialistes distinguent deux catégories principales d'activités de pression : les activités « isolées » et les « campagnes » de pression.

Dans le premier cas, il s'agit généralement d'interventions de la part d'un individu ou d'une association (ou de quelques individus ou

associations), dans le but de promouvoir ou de contrarier une cause ou un projet concernant une valeur ou un intérêt restreint et plus ou moins exclusif à cet individu ou association. Dans le second cas, au contraire, il s'agit d'un grand nombre d'interventions, concertées ou non, s'échelonnant sur une certaine période, impliquant plusieurs individus et associations, à l'occasion d'une cause ou d'un projet tendant à modifier, favorablement pour les uns et défavorablement pour les autres, des valeurs ou des intérêts jugés généraux et vitaux. Une intervention de l'Association des manufacturiers auprès du gouvernement pour obtenir une majoration des tarifs sur un produit donné constituerait un exemple de la première catégorie d'activités de pression ; une levée générale de boucliers de la part des associations médicales et de leurs alliées contre un projet d'assurance-santé représenterait un exemple de la seconde catégorie.

Il y a beaucoup plus d'activités de pression isolées que de campagnes de pression et c'est à juste titre que les analystes s'intéressent tout autant aux premières qu'aux secondes. Les unes et les autres exercent sur les processus sociaux et politiques une influence plus ou moins considérable qu'il s'agit de mesurer dans chaque cas. De plus, il n'est pas toujours facile de distinguer entre les deux catégories. Ainsi il peut arriver que par les remous qu'elle suscite à travers tout le corps social, une activité de pression à l'origine isolée donne naissance à une campagne de pression. Il n'y a pas à ce sujet de règle fixe. Notons toutefois deux traits spécifiques aux campagnes de pression : en premier lieu, les enjeux y sont considérés importants par un grand nombre d'associations et d'individus : il s'agit de questions jugées de force majeure et d'intérêt général ; en second lieu, les centres de décision tardent à trancher le débat, soit par suite de la complexité de la question ou soit encore à cause de l'ampleur même de la division au sein de la société, de sorte que se déclenche un processus d'une certaine durée.

Les activités de pression isolées et les campagnes de pression n'agissent pas sur le système social de la même manière : l'effet des dernières est beaucoup plus général en même temps que plus profond.

Sans doute, l'étude systématique des activités de pression isolées permet-elle une meilleure connaissance des organisations et des comportements sociaux et politiques qu'on ne l'imagine généralement : règles du jeu, stratégies, pôles de dynamisme, centres de décisions privilégiés, voies d'accès, techniques d'action, autant de considérations qui permettent une prise considérable sur les structures et le fonctionnement des sociétés. Toutefois, ce n'est qu'à l'occasion des campagnes de pression qu'une société découvre tout à fait, sous un certain angle, l'ampleur des harmonies et des antagonismes sociaux liés aux intérêts et aux valeurs, bref aux idéologies qu'elle secrète. D'où leur importance unique.

À la lumière de ces indications, il est évident que le débat sur le bill 60 a constitué non pas une simple activité de pression isolée mais bien plutôt une extraordinaire campagne de pression. Les premières réactions se produisent à la suite de la publication du Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement, le 23 avril 1963 ; le dépôt du bill 60 à l'Assemblée législative, le 26 juin, fait définitivement émerger la polarité des vues qui a caractérisé le débat.⁴ Entre le 23 avril 1963 et le 5 février 1964, date à laquelle l'Assemblée législative adopte finalement la loi créant le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation, cinquante-trois associations⁵ et quarante-quatre individus, souvent à plus d'une reprise, sont intervenus d'une façon signifiante dans le processus. Ils ont, bien naturellement, tenté d'en influencer le déroulement dans un sens ou dans l'autre. Mais ce faisant, ils ont révélé le tempérament de leurs idéologies. Ils ont contraint le gouvernement à faire marche arrière et à porter la discussion sur la place publique. Ils l'ont même forcé à négocier avec l'agent le plus autorisé, le plus prestigieux et le plus puissant que le débat ait fait émerger, l'Assemblée des évêques. Bref, c'est bien en présence

⁴ Pour la composition de cette polarité aux divers moments, voir le tableau VI de l'appendice B.

⁵ Nous ignorons ici les dix-sept associations qui, dans un mémoire à la Commission d'enquête, s'étaient prononcées en faveur du maintien du Département de l'instruction publique mais qui ne sont pas intervenues dans le débat même.

d'une campagne de pression au sens le plus fort du terme que nous nous trouvons.

Pour bien concevoir le débat sur le bill 60 comme campagne de pression, il importe de préciser qu'il a été déclenché par des initiatives gouvernementales et non pas par les agissements de groupements sociaux. C'est le Rapport d'une Commission d'enquête créée par le gouvernement qui a suscité les premières réactions et c'est le dépôt du projet de loi qui, nous allons le montrer dans notre première partie, structure la situation et précise l'enjeu. En outre, c'est le rappel provisoire du bill par le gouvernement, le 8 juillet, qui procure à la campagne de pression toute son ampleur. Enfin, le premier ministre, en avisant le 16 juillet les associations et les individus qu'ils avaient jusqu'au 1er septembre pour lui transmettre leurs suggestions, en quelque sorte sanctionnait cette campagne de pression.

Les traits spécifiques du débat sur le bill 60 comme campagne de pression ne viennent cependant pas surtout du fait qu'une initiative gouvernementale l'a suscitée. En réalité, la plupart des campagnes de pression qui ont été étudiées jusqu'ici, notamment aux États-Unis où de semblables recherches ont surtout été menées, ont été déclenchées par des projets gouvernementaux : le bill du plein emploi et le projet d'assurance-santé en constituent deux excellents exemples. On sait que le « Full Employment Bill », déposé au Congrès en janvier 1945, devint finalement l'« Employment Act », à la suite d'un dur affrontement, qui dura treize mois, entre groupes « libéraux » et groupes « conservateurs ». Quant au projet d'assurance-santé mis de l'avant par le Président Truman en 1950, il dut finalement être abandonné, la longue et coûteuse campagne de groupes adversaires dirigée par *l'American medical association* ayant même ébranlé la stabilité du gouvernement ⁶.

⁶ Sur ces questions, voir *Les groupes et le pouvoir politique* aux États-Unis.

Par rapport à toutes les autres campagnes de pression étudiées jusqu'ici, celle du bill 60 se distingue par les deux traits suivants : en premier lieu, il y a eu rappel volontaire par le gouvernement d'un bill dûment présenté en Chambre et dépôt, sept mois plus tard, d'un nouveau bill : les circonstances du rappel de même que la substance des modifications apportées au second bill permettent de reconstituer avec une rare précision le déroulement du processus ; en second lieu, il existe peu d'exemples d'une telle déférence à l'endroit des individus et des associations engagés dans un débat public de la part d'un gouvernement que celle manifestée à l'occasion du débat sur le bill 60 par le gouvernement du Québec. Dans toute l'histoire connue des campagnes de pression, on peut citer peu d'exemples de respect des vues du public semblables à celui qu'offrait le ministre de la jeunesse, parrain du bill, qui, au vu et au su de tous, est descendu dans l'arène et a accepté de bonne grâce de paraître aux yeux de plusieurs comme un simple belligérant. Il est vrai qu'il n'avait pas le choix. Aurait-il fait montre d'arrogance vis-à-vis les associations et les individus, cela aurait pu signifier l'échec du projet de loi. Rares sont les occasions où les rapports entre agents politiques et agents sociaux se présentent de façon à la fois si dramatique et si pressante.

Dans une précédente étude ⁷, selon un procédé descriptif ou photographique, nous avons montré l'ampleur matérielle du débat sur le bill 60. Nous avons alors enregistré et classé les interventions de soixante-dix associations et de quarante-quatre individus et noté leur orientation positive ou négative. Nous allons ici poser trois questions qui nous permettront de déterminer la portée d'ensemble du débat : quel fut l'enjeu de la campagne ? En fonction de quelles idéologies les participants justifièrent-ils leur position ? Comment, enfin, se constituèrent les réseaux d'influence ? Dans la recherche d'une réponse à ces questions, le débat sur le bill 60 va maintenant nous servir en même temps de prisme par lequel nous décomposerons la société québécoise

⁷ *Le bill 60 et le public*, Les Cahiers de l'I.C.E.A., l'Institut canadien d'éducation des adultes, no 1, janvier 1966, 128 pages.

en ses éléments constitutifs et de balance au moyen de laquelle nous mesurerons les poids relatifs de ces éléments. Ces trois questions nous dictent la division du présent travail en trois parties principales : l'enjeu, les idéologies et l'influence.

Le bill 60 et la société québécoise

Première Partie

l'enjeu

[Retour à la table des matières](#)

Le bill 60 et la société québécoise

Première partie : l'enjeu

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les campagnes de pression se livrent en fonction de thèmes mettant en cause des valeurs et des intérêts que les participants considèrent importants pour eux-mêmes ou pour le bien public. De tels thèmes, on les appelle « enjeux ».

Les conditions et les modalités de la transformation des questions sociales en enjeux suscitent des questions nombreuses et complexes qui n'ont jamais été soumises à un examen approfondi. À tout instant, le rythme des événements fait émerger des questions liées à des valeurs et à des intérêts individuels et collectifs d'une importance considérable. Nombre d'entre elles cependant paraissent passer inaperçues ou du moins ne sont pas publiquement discutées. Inversement, par suite de processus mal connus, certaines questions concentrent l'attention et deviennent l'occasion de débats publics. Le déclenchement de semblables processus suppose un concours de circonstances favorisant chez des individus et chez des groupes, d'une part, la conscience qu'une question revêtant une grande importance pour eux est en train de devenir l'objet d'une décision qui modifiera les données de la situation et, d'autre part, la volonté d'influencer les agents responsables de la prise de décision jugée plus ou moins imminente.

Dans les études sur les groupes de pression, les conditions et les modalités concrètes de l'émergence des enjeux font bien rarement l'objet d'un exposé systématique. Si nous consacrons pour notre part une très courte partie à cette question, ce n'est pas dans le dessein d'élaborer une théorie des enjeux. L'élaboration d'une telle théorie doit attendre le rassemblement systématique de matériaux d'analyse aujourd'hui épars dans de nombreuses monographies. À défaut de pouvoir orienter nos commentaires en fonction d'une théorie des enjeux - une telle théorie n'existant pas - nous souhaitons contribuer, de façon incidente, à l'accumulation des matériaux requis pour l'élaboration théorique. Mais notre premier objectif est simplement de dégager les thèmes majeurs en fonction desquels les idéologies se sont groupées et un réseau d'influence s'est constitué au cours de la campagne du bill 60.

Poser de façon empirique le problème d'un enjeu de pression politique, c'est s'engager dans deux ordres de considérations différents et complémentaires : c'est d'abord procéder à la détermination du moment où une question donnée cesse d'être simplement un sujet entre autres d'intérêt individuel et collectif pour devenir l'objet de préoccupations immédiates et pressantes chez un certain nombre d'agents sociaux et politiques ; c'est ensuite s'interroger sur l'origine et la nature des thèmes qui définissent l'enjeu. Nous allons, par référence à la campagne du bill 60, soulever successivement ces deux ordres de considérations.

Le bill 60 et la société québécoise
Première partie : l'enjeu

Chapitre 1

émergence de l'enjeu

[Retour à la table des matières](#)

À partir de quel moment peut-on dire que la situation fut structurée de façon à susciter un problème majeur forçant l'intérêt des individus et des groupes et les incitant à intervenir de façon active auprès du centre de décision responsable ?

Ce moment n'est certes pas celui de la présentation des Mémoires à la Commission d'enquête sur l'enseignement.

À l'époque où ils se préparent à se présenter devant la Commission d'enquête, en 1961 et 1962, associations et individus n'ordonnent pas leurs mémoires en fonction de thèmes dominants précis. Sans doute, un certain nombre de mémoires abordent-ils les questions du Département de l'instruction publique, d'un Ministère de l'éducation ou d'un Conseil supérieur de l'éducation, mais ils accordent à ces questions une importance inégale. Le fait que seulement cinquante-huit mémoires sur trois cent onze - dans tous les cas il s'agit d'associations - aient abordé ces thèmes, montre que l'enjeu du débat qui se déroulera en

1963 ne s'imposait pas alors avec clarté aux esprits et que la situation était loin d'être structurée dans un sens ou dans l'autre. Des indices confirment d'ailleurs que les auteurs de mémoires ne considéraient pas toutes ces questions comme majeures ou du moins comme exigeant de leur part une attention immédiate. Les tableaux que nous avons dressés ⁸ ne comprennent que cinquante-et-une des associations qui ont présenté un mémoire et seulement quarante-et-une des cinquante-huit associations qui avaient pris position au sujet du Département, du Ministère ou du Conseil. Parmi ces dernières, vingt-six préconisaient le maintien du Département. Elles ont été retenues dans nos tableaux bien que seulement neuf d'entre elles aient directement pris part au débat sur le bill 60. En excluant les dix-sept autres cas comme marginaux, on aboutit à la conclusion que sur cent quatorze participants au débat, seulement vingt-quatre avaient abordé dans un mémoire à la Commission d'enquête les thèmes en fonction desquels l'enjeu devait par la suite se préciser. Le vigoureux et fondamental débat de 1963 a été mené par des associations et des individus dont un bon nombre (la totalité dans le cas des individus) n'avaient même pas soumis de mémoire à la Commission. Inversement, la plupart des associations et la totalité des individus ayant présenté des mémoires n'ont pas jugé opportun de se manifester par la suite en dépit de l'ardeur des discussions. En d'autres termes, le débat sur le bill 60 va produire une image de la société tout autre que celle que les mémoires avaient esquissée. ⁹ Il ne fait donc pas de doute que l'enjeu s'est précisé bien après la rédaction et la soumission des mémoires à la Commission d'enquête.

À la lumière des événements, il apparaît que c'est le Rapport de la Commission d'enquête qui va, sinon dégager l'enjeu, du moins susciter les thèmes en fonction desquels celui-ci se définira par la suite. Dans

⁸ Voir l'appendice B, page 158.

⁹ Les considérations précédentes font ressortir une question importante : celle de la signification réelle, pour les associations et les individus, des mémoires aux Commission d'enquête. Si le cas de la Commission d'enquête sur l'enseignement est typique, l'importance qu'on leur accorderait est médiocre.

son livre, Paul Gérin-Lajoie estime que la publication du Rapport suscita peu de réactions :

« Au moment où la Commission Parent demanda au gouvernement d'établir un Ministère de l'éducation, on n'entendit que peu d'objections. Il est malheureux que ces objections ne soient survenues qu'à la dernière minute, après plusieurs mois d'attente qu'on aurait pu utilement consacrer à l'étude de la situation » (Pourquoi le bill 60, 68).

Nous ne pouvons accepter sans nuance ce jugement. Nos tableaux font état de vingt-sept interventions d'associations et d'individus entre le 23 avril 1963, date de la publication du Rapport, et le 26 juin, date du dépôt du bill 60. Loin de se concentrer dans les tout derniers jours, ces interventions se distribuent assez uniformément sur l'ensemble de la période. Cependant le ministre a raison en un sens puisqu'il ne fait état que des « objections » : or sur les vingt-sept interventions, seulement sept étaient d'orientation négative.¹⁰ Du point de vue qui nous occupe ici, ne retenir que les « objections » constituerait toutefois une erreur. En effet, c'est par suite de la polarisation des prises de position en points de vue favorables et en points de vue non favorables qu'une situation se structure en fonction d'un enjeu. Une caractéristique commune à ces interventions mérite d'être signalée : dans leur totalité, elles portent sur une recommandation précise du Rapport : celle préconisant la création d'un Ministère de l'éducation.

À une exception près¹¹, les associations et les individus qui interviendront subséquemment maintiendront une position conforme à celle adoptée à la suite de la publication du Rapport : ceux qui approuvent celui-ci appuieront le bill 60 et inversement ceux qui dénoncent le Rapport seront adverses au bill 60. Dans ces limites, le Rapport

¹⁰ À la lumière des événements subséquents, le caractère en prépondérance favorable des réactions peut surprendre. Il serait cependant hasardeux d'en déduire que les conclusions du Rapport concordaient avec les vues de la majorité du public.

¹¹ L'exception est l'Association d'éducation du Québec, favorable au Rapport, mais opposée par la suite au bill 60.

a polarisé les vues à l'endroit du bill 60. C'est donc à juste titre que nous considérons les réactions au Rapport comme partie intégrante du débat sur le bill lui-même.

On ne peut certes pas affirmer cependant que le Rapport de la Commission d'enquête a complètement dégagé l'enjeu puisqu'il fut suivi à brève échéance du dépôt du bill 60 qui donnait suite à la recommandation principale du Rapport. Force nous est néanmoins de constater que le Rapport constitue un premier moment du processus de dégagement de l'enjeu. Le second moment consiste dans le dépôt du bill 60. Rappelons qu'entre le 26 juin, date du dépôt, et le 8 juillet, date du rappel du bill, soit un intervalle de moins de quinze jours, nos tableaux comportent vingt-cinq interventions d'associations et d'individus, dix interventions s'opposant à ce qu'on retire le bill et quinze favorisant au contraire le retrait. La polarité des orientations que découvrait la distribution des réactions au Rapport se précise : le débat s'est centré sur un enjeu précis.

Le bill 60 et la société québécoise

Première partie : l'enjeu

Chapitre 2

Thèmes de l'enjeu

[Retour à la table des matières](#)

On doit donc conclure que c'est à la fois le Rapport et le dépôt du bill qui ont créé les conditions d'émergence de l'enjeu. Par ailleurs, dans la mesure où les conclusions du Rapport et le contenu du bill étaient aptes à susciter un enjeu, il faut convenir que celui-ci ne pouvait se préciser qu'en fonction de deux questions, l'une centrale et l'autre subsidiaire : le projet de création d'un Ministère de l'éducation et celui de l'établissement d'un Conseil supérieur d'éducation. Le document de cent vingt-et-une pages remis par les commissaires au gouvernement ne portait substantiellement que sur ces deux questions et le bill lui-même concrétisait ces deux objectifs. De la sorte le Rapport et le bill constituaient pour les associations et les individus une sorte de « provocation » ou tout au moins une incitation à prendre position favorablement ou non favorablement.

En ce sens, c'est le gouvernement lui-même qui s'est trouvé être l'agent de l'enjeu. En rendant public le Rapport et en déposant le bill 60, le gouvernement manifestait sa ferme intention d'employer les

moyens propres, tels qu'il les concevait, à faire face à l'épineux problème de l'éducation. Et on pouvait prévoir que le public applaudirait le geste du gouvernement. L'éducation n'était-elle pas généralement considérée comme la question la plus urgente de l'heure ? Alors comment comprendre la réponse mitigée du public à ces gestes du gouvernement ? Cette réponse mitigée, selon nous, s'explique par le fait que l'éducation, du moment qu'elle faisait l'objet d'un projet de loi précis, cessait d'être simplement un problème social pour devenir d'abord une question politique. On passait du plan des finalités générales à celui des moyens concrets, de l'ordre des bonnes intentions à celui de l'exécution obligée ; d'où l'éveil de nouveaux réflexes.

Pour faire rapidement mais fortement ressortir l'intensité des sentiments qui se trouvaient suscités par le projet de création d'un Ministère de l'éducation, il suffit de rappeler que le premier ministre lui-même avait auparavant cru nécessaire de « rassurer » la population - et de se rassurer sans doute lui-même - quant à sa propre position en déclarant solennellement que tant qu'il serait chef du gouvernement il n'y aurait pas de Ministère de l'éducation dans le Québec.

C'est donc le gouvernement qui, par deux actes précis, a posé les conditions d'où l'enjeu a émergé et nous tenons là la réponse à la première question que nous avons posée dans l'introduction de cette partie. Mais - et nous procédons maintenant à l'examen de la seconde question que nous avons soulevée - quelles furent la nature et l'origine des thèmes en fonction desquels l'enjeu s'est précisé ?

L'étude des interventions sur le Rapport et sur le bill que nous avons menée dans *Le bill 60 et le public* ne permet qu'une conclusion pour ce qui touche à la nature des interventions : celles-ci portent toutes sur deux thèmes généraux, le rôle de l'État en éducation et l'éducation chrétienne. Nous ferons, dans la deuxième partie, l'analyse détaillée de ces thèmes qui trahissent les convictions idéologiques des participants au débat.

Mais qui donc est à l'origine de ces thèmes ? Sans doute, le Rapport et le bill soulevaient-ils les questions du rôle de l'État en éducation et de la confessionnalité. Mais ce n'était que d'une manière incidente puisque ces documents ne se proposaient pas de statuer de façon définitive sur ces deux questions. C'est le public et non pas le gouvernement qui a choisi les terrains de discussion. Comme le montre la tournure des événements, le choix des thèmes par le public a apparemment pris le gouvernement par surprise. Ce dernier s'est trouvé désarmé : il a dû faire une volte-face stratégique et retirer son projet de loi.

Durant les mois qui suivirent le retrait, partisans et adversaires ont discuté du rôle de l'État en éducation et surtout de l'éducation chrétienne et cela à satiété et sous toutes les facettes. Comment expliquer pareille ardeur sinon par la conviction que ces deux thèmes mettaient en question les fondements mêmes du système social québécois ?

Qu'en 1963 le projet de création d'un Ministère de l'éducation provoquât de durs affrontements entre conservatistes et progressistes ¹², cela déjà constitue une manifestation significative de l'état des mentalités au Québec. Disons toutefois à ce sujet que toute entreprise d'une certaine envergure impliquant l'intervention de l'État suscite fréquemment de tels affrontements dans beaucoup de sociétés contemporaines. Mais que les participants aient en outre choisi de porter le débat sur le terrain religieux, cela par contre est bien plus révélateur du caractère des idéologies que véhiculent une partie prépondérante des définisseurs de la situation au Québec.

¹² Par "conservatisme", nous entendons une prédisposition à préférer et à défendre les valeurs et les institutions existantes ; par "progressisme", une prédisposition à favoriser l'implantation de valeurs et d'institutions nouvelles. Pour une présentation élaborée de ces concepts, voir notre article : "La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme," *Recherches sociographiques* : vol. VII : nos 1 et 2, janvier-août 1966. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

La majorité des protagonistes admettaient que les commissaires dans leurs recommandations et que le gouvernement dans la rédaction du bill avaient sérieusement cherché à garantir la confessionnalité du nouveau régime d'éducation. Mais avaient-ils réussi ou échoué dans leur dessein ? C'est sous cette forme que la plupart des débattants soulevèrent la question. À l'exception en effet d'un petit nombre de partisans de la laïcité, les protagonistes se réclamaient d'une conception de l'éducation incluant d'emblée et comme allant de soi l'enseignement religieux.

Ce qui les opposait plus ou moins, c'étaient les définitions qu'ils se faisaient du rôle de l'Église en éducation et plus précisément de la position que celle-ci devrait occuper dans les nouvelles structures. Or, c'est surtout en fonction de ces définitions diverses que les participants jugèrent de la valeur intrinsèque du bill et que se fit la polarisation des vues. Les interventions répétées d'évêques individuels et de l'Assemblée des évêques dans le débat amplifièrent l'importance du thème de l'éducation chrétienne et procurèrent à cette campagne de pression un caractère dramatique dont on trouverait difficilement ailleurs l'équivalent. Nous discuterons dans les deux parties suivantes de la portée de ces dernières interventions. Constatons simplement, pour l'instant, qu'elles ont grandement contribué à porter la discussion sur un terrain que le gouvernement, en suscitant l'enjeu, non seulement n'avait pas choisi, mais encore, comme nous le verrons, avait manifestement cherché à éviter.

Le bill 60 et la société québécoise
Première partie : l'enjeu

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette brève discussion sur l'enjeu du débat, nous voulons souligner une dernière fois la portée véritable de l'étude que nous entreprenons. La campagne du bill 60, comme toute étude de cas, ne fait voir qu'une facette de la société québécoise : la facette que le double enjeu a fait émerger. Un enjeu différent, répétons-le, aurait fait paraître une autre image de la société, d'autres représentations idéologiques, un autre réseau d'influence. L'absence des associations d'affaires du débat constitue la plus grave lacune de la campagne. Par contre, les circonstances et les caractères du débat ont pu être exceptionnellement favorables à l'Assemblée des évêques et ne pas laisser voir la réalité complète des associations libres qui se sont produites.

Mais les sociétés sont de riches laboratoires qui se renouvellent sans cesse. D'autres questions surgiront qui susciteront de nouveaux enjeux et déclencheront d'autres débats. Il s'agira, patiemment, d'en entreprendre l'étude.

Le bill 60 et la société québécoise

Deuxième Partie

Les idéologies

[Retour à la table des matières](#)

Le bill 60 et la société québécoise
Deuxième partie : les idéologies

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans le but de justifier leur position vis-à-vis du bill 60, les participants ont développé de façon plus ou moins élaborée des arguments de nature à exprimer leurs convictions sur des questions jugées fondamentales. Leurs propos, notamment les suggestions qu'ils adressèrent directement au premier ministre entre le 16 juillet et le 1er septembre, s'étaient souvent étalés sur plusieurs pages de texte. Aussi en est-il résulté une source d'informations fort riche sur le caractère des idéologies que le double enjeu issu du bill 60 a permis de dégager.

Le procédé que nous avons adopté pour reconstituer les idéologies est simple. Nous nous sommes d'abord livré à des lectures attentives des documents afin d'identifier les thèmes idéologiques. Nous avons ensuite classé ces thèmes en fonction des deux ordres différents de questions auxquels ils se rapportaient le plus souvent, c'est-à-dire le rôle de l'État en éducation et l'éducation chrétienne. Nous avons retenu pour chaque mention thématique l'identité de l'association ou de l'individu concerné ¹³. La simple identification et le classement des

¹³ Dans une étape préliminaire du classement des données, nous avons réparti les thèmes en fonction des sept catégories d'associations et des cinq catégories d'individus de nos tableaux. Cette répartition devait permettre l'analyse des interventions en fonction de l'âge, de l'éducation, des caractères socio-économiques et autres caractéristiques des participants. Ce procédé permettait l'élaboration de tableaux de la distribution des fréquences numériques des thèmes. Ce procédé conduisait à des constatations fort intéressantes mais dont la signification statistique était souvent douteuse par suite du petit nombre de

thèmes se sont révélés des tâches assez faciles. Nous avons cependant rencontré deux problèmes. Le premier découlait de la grande compression qu'il nous fallait nécessairement faire de commentaires souvent fort élaborés et bien étoffés. Le risque encouru par là était de fausser, par une simplification excessive, le sens des interventions. Le second problème résultait de la présentation même des thèmes en fonction des deux enjeux que fit émerger la campagne du bill 60. Dans l'esprit des interlocuteurs, en effet, le rôle de l'État en éducation et l'éducation chrétienne se trouvaient souvent intimement liés l'un à l'autre. Il peut s'ensuivre des répétitions ou des confusions dans le traitement du sujet. Mais distinguer ainsi les deux enjeux nous permettait de mettre en relief, tout en les maintenant dans leur contexte originel, les thèmes idéologiques qui s'exprimaient dans les propos des participants.

Nous présenterons d'abord les prises de position reliées au rôle de l'État en éducation et ensuite celles se rapportant à l'éducation chrétienne. Les interventions des participants ayant été sollicitées par le Rapport de la Commission d'enquête et par le bill 60, nous avons en général fait précéder la présentation des thèmes idéologiques par les propos qu'ont tenus les commissaires et le ministre Paul Gérin-Lajoie, parrain du bill ¹⁴.

cas. Il comportait au surplus le grave inconvénient de morceler les idéologies des participants au point d'en rendre l'étude qualitative impossible. Aussi avons-nous finalement abandonné cette méthode d'exposition. Nous avons opté pour un procédé beaucoup plus simple et, selon nous, de rendement bien supérieur : nous allons consacrer la présente partie à la présentation de la substance des thèmes idéologiques les plus souvent abordés sans pour autant nous astreindre à une analyse de contenu rigoureuse des textes.

¹⁴ Dans les deux chapitres suivants, nous allons recourir abondamment à des citations. Ce procédé, qui pourra paraître fastidieux, et d'une minutie exaspérante, nous est imposé par la nature même de notre objectif, qui est la présentation aussi complète que possible des thèmes idéologiques abordés par les participants. Nous traiterons du contenu des déclarations de l'Assemblée des évêques dans le chapitre consacré à l'Assemblée des évêques.

Le bill 60 et la société québécoise
Deuxième partie : les idéologies

Chapitre 1

Rôle de l'État en éducation

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, les observateurs de la scène politique affirment que les Canadiens français du Québec acceptent plus volontiers que par le passé l'intervention de l'État - surtout de l'État provincial - dans les divers domaines, social, économique et culturel. Cette affirmation repose sur des impressions plutôt que sur des indices scientifiques. Le débat sur le bill 60 a montré en tout cas que, du moment que la question de l'éducation se trouve soulevée, il est encore de bon ton de se méfier de l'État .

Trois thèmes majeurs se sont dégagés du débat sous ce premier aspect : la légitimité de la politisation de l'éducation, les exigences politiques de la coordination de l'éducation et les implications de la démocratisation de l'éducation. Nous allons présenter les propos des participants sous chacun de ces thèmes.

1

La légitimité de la politisation de l'éducation

« Placer l'éducation au tout premier rang des préoccupations politiques, lit-on dans le premier volume du Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement, c'est lui donner l'importance qu'elle doit avoir » (Rapport, 81).

Dans leurs communiqués de presse à la suite de la publication de la première tranche du Rapport, les commissaires réaffirmèrent à plusieurs reprises leur confiance dans la politique. Par ailleurs, l'accroissement du rôle de l'État dans le domaine de l'éducation leur paraissait inévitable :

« L'importance sociale et l'ampleur d'un système d'éducation moderne conduisent inévitablement l'État à assumer des responsabilités grandissantes » (*Communiqués*, 23/4) ¹⁵.

Dans ses nombreux discours durant le débat sur le bill 60, Paul Gérin-Lajoie reprit et développa les arguments des commissaires. Pour le ministre, il allait de soi qu' « éducation et politique peuvent aller de pair » (*Le Devoir*, 5/9) et le ministre poursuivait :

« Qu'on juge comme un mal ou comme un bien que l'éducation devienne une question politique dépend de la conception qu'on se fait de la politique ... Que la politique règle l'éducation, on ne peut plus prétendre que ce soit désastreux. Au contraire, c'est éminemment souhaitable ... Il est nécessaire que l'éducation soit reconnue comme la question politique numéro un ... la solution n'est pas de bannir la politique et ses hommes ; elle consiste à traiter des affaires du peuple sur la place publique, en pleine lumière, pour

¹⁵ Les textes cités dans la présente partie sont tirés des sources indiquées dans l'introduction générale. Plusieurs des citations reproduites ici se trouvent en tout ou en partie dans l'Appendice B du présent travail.

que les dieux de l'ombre ne viennent jamais s'en emparer » (*Pourquoi le bill 60*, 25-26) ¹⁶.

Peu de partisans du bill abordèrent cet aspect de la question du rôle de l'État en éducation. ¹⁷

Par contre, nombre d'adversaires du Rapport et du bill s'insurgèrent contre les propos des commissaires et du ministre. Ils dénoncèrent ce qu'ils considéraient être une vue « irréaliste » et « naïve » de la politique. Des formules comme : « il faut soustraire l'école du jeu des influences politiques » ; ou encore : « l'éducation constitue une réalité trop noble pour être livrée aux caprices de la politique » revinrent souvent dans leurs déclarations.

De tels propos illustrent la piètre estime où on tient encore souvent la politique. Assez curieusement, dans le débat sur le bill, on les retrouve surtout chez ceux qui ont une expérience pratique plus ou moins immédiate de la politique : administrateurs d'écoles, religieux et hommes politiques eux-mêmes. Comme exemple de cet état d'esprit, citons le témoignage d'un ancien ministre provincial, Yves Prévost, devant les membres du club Richelieu-Québec :

« Le milieu politique est souvent le milieu par excellence de l'arrivisme, avec tout ce qui l'accompagne, de la démagogie presque institutionnalisée, du débridement périodique et du fanatisme partisan : le milieu où l'apparence est parfois différente de la réalité à la faveur d'une publicité méthodique et d'une propagande dont la force s'accroît sans cesse ; le milieu de l'autoritarisme qui convertit le dialogue en monologue ; le milieu de la contingence, du changement et de l'instabilité ; le milieu où l'irréductibilité aux demandes légitimes recèle parfois une fin non déclarée parce qu'inadmissible ; le milieu où l'intolérance à l'endroit d'adversaires présents ou passés s'installera ; le milieu où les influences intéressées idéolo-

¹⁶ Les citations de Paul Gérin-Lajoie dans la présente partie sont en général tirées de son livre : *Pourquoi le bill 60*, Les Éditions du Jour, 1963.

¹⁷ De fait, les participants d'orientation positive, pour l'ensemble, ignorèrent tous les thèmes liés au rôle de l'État en éducation. Dans la conclusion de la présente section, nous nous interrogerons sur le sens possible de ce singulier silence.

giquement ou matériellement jouent en coulisse à l'insu du public » (cité dans *Pourquoi le bill 60*, 24-25).

Paul Gérin-Lajoie souligne que le large fossé dans le Québec entre l'éducation et la politique avait été creusé peu de temps après la Confédération :

« En 1875, écrit-il, Boucher de Boucherville abolissait le Ministère (de l'éducation, créé en 1867) et remplaçait son titulaire par un surintendant pour « mettre l'école hors de la politique et assurer la stabilité du système ». On n'avait eu ni problème ni conflit à régler, on n'avait aucun exemple déplorable à citer : on abolissait le Ministère pour des raisons de mentalité et de philosophie politiques » (*Pourquoi le bill 60*, 19).

En 1963, le régime créé à la suite d'une décision assez étonnante remontant à près d'un siècle, avait depuis longtemps reçu la sanction protectrice suprême en étant considéré comme partie intégrante de « nos traditions » : le remettre en question, c'était s'exposer, comme nous le verrons plus loin, à passer pour un ennemi des « valeurs morales et de la culture canadienne-française ». Gérin-Lajoie souligne par une anecdote autobiographique le degré d'indépendance que l'éducation avait conquise par rapport à la politique. S'étant rendu avec le premier ministre Jean Lesage à une réunion du Comité catholique de l'instruction publique, leur arrivée causa une commotion laudative parmi les membres présents. Mais en même temps, écrit Gérin-Lajoie, « on admirait que nous ayons daigné nous déranger, prouvant ainsi de façon évidente l'intérêt que nous portions à la cause de l'éducation » (*Pourquoi le bill 60*, 112).

II

La politique et la coordination de l'éducation

Réclamer une meilleure intégration du régime de l'éducation ne constituait pas une idée nouvelle en 1963 - le Rapport Tremblay (1956) abordait cette question et, bien avant cette date, intellectuels et éducateurs s'étaient évertués à montrer la gravité des conséquences résultant du manque de coordination en éducation. Aussi, le débat

sous cet angle entre les participants ne porta pas sur la désirabilité d'une meilleure coordination, tous la jugeant nécessaire, mais plutôt sur le rôle de l'État dans cette coordination.

Il est intéressant de noter qu'en présentant le Rapport au public, les commissaires avaient eux-mêmes choisi de faire porter leurs commentaires sur ce thème. Dans le communiqué général remis à la presse le 22 avril 1963 par la Commission, on lit :

« Le ministre de l'éducation devra promouvoir et coordonner l'enseignement à tous les degrés, tant dans le secteur privé que dans le secteur public ... il est certain que le secteur de l'éducation passe à l'heure actuelle au premier plan et ... il y aurait une sorte d'injustice à l'égard de la population si on refusait aux services éducatifs le statut d'un ministère sous la responsabilité immédiate d'un membre du Conseil des ministres ».

Dans des conférences de presse ou des déclarations publiques dans les jours qui suivirent, le président de la Commission, Mgr Alphonse-Marie Parent, le secrétaire-adjoint, Michel Giroux, Guy Rocher et Sœur Marie-Laurent-de-Rome ont repris ce même thème. En date du 6 mai, devant des membres de la Presse étudiante nationale de la région de Montréal, Sœur Marie-Laurent-de-Rome déclarait :

« Actuellement onze agents différents ont autorité sur l'un ou l'autre des secteurs de l'éducation, et ... cette anarchie est d'un ridicule achevé ... Il nous faut un système très souple et diversifié. Dans l'état actuel de notre système, ce sont toujours des groupes qui prennent les décisions en matière d'éducation, mais nous sommes dans une période de changements et nous avons besoin de décisions rapides. C'est pourquoi le pivot du système devrait être un seul homme, le ministre de l'éducation » (*La Tribune* 6/5).

À plusieurs reprises, Paul Gérin-Lajoie déplora le « chaos » du régime éducationnel québécois : « Le Québec n'a pas de système scolaire, affirmait-il, mais une multiplicité d'autorités » (*Le Devoir*, 9/10). Développant le même thème dans son livre il écrit :

« Le régime scolaire du Québec s'est développé lentement au gré de certains tiraillements, ballotté entre des forces opposées. Le Conseil de l'ins-

truction publique n'a d'abord eu d'autorité que sur l'enseignement primaire, les enseignements secondaire, classique et universitaire se développant de façon autonome, pendant que la formation technique était laissée à la bonne volonté de divers ministères ou des institutions privées ... Dans cette jungle, on n'a réussi que partiellement à établir des ponts et des contacts. Cet amas de corps et de satellites, que ne régissent que des lois de circonstance, ne forme pas un système. On a ce que les penseurs de la situation présente appellent de « multiples autorités » pour veiller aux différents ordres d'enseignement » (*Pourquoi le bill 60*, 29-30).

Dans les conditions de la société moderne, on doit, selon le ministre, remédier à pareil état de choses en plaçant l'État au centre du système :

« Le système scolaire ne peut plus, dans une société moderne et en évolution rapide, se transformer selon ses propres tendances ... De leur côté, les institutions de production économique et d'organisation sociale ne peuvent plus se désintéresser de ce qui se passe dans le système scolaire ... Il ne saurait, par contre, être question de laisser chacun de ces organismes agir indépendamment et au hasard sur les institutions sociales ... Aujourd'hui, l'éducation est devenue une responsabilité collective, organisée selon un plan d'ensemble. Les notions de société et d'État ont évolué, ce dernier n'étant plus l'État-gendarme de jadis, mais un État serviteur, et on ne peut guère imaginer à qui d'autre confier l'éducation » (*Pourquoi le bill 60*, 44-45).

Certains partisans du bill 60, notamment parmi les associations d'enseignants, d'étudiants et syndicales reprirent à l'occasion ces thèmes. Le 30 août, les porte-parole de sept associations adressèrent au premier ministre un télégramme où on affirmait que l'« établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'éducation s'impose de toute urgence » (*Le Devoir*, 30/8). Sous cet aspect encore, les interventions des partisans furent toutefois peu nombreuses et peu élaborées.

Les adversaires du bill reconnaissaient aussi la nécessité pratique de la coordination en éducation mais l'abbé Antoine Larouche exprimait la pensée de plusieurs en disant que « la véritable coordination de

l'enseignement, qui ne devrait pas se faire au niveau de la politique, court la chance de n'être qu'un simulacre » (*Le Devoir*, 10/1/64).

Par ailleurs, les adversaires du bill ne se gênèrent pas pour brandir la menace de l'étatisation. Ainsi la Fédération des instituteurs catholiques du diocèse de Sherbrooke exprime la crainte que le bill 60 ne crée « un monopole d'État dans le domaine de l'éducation » (*Le Devoir*, 20/8). Albert Lévesque, de son côté, s'interroge : « L'étatisation est-elle l'unique formule de réforme ? » (*Le Devoir*, 12/9). « L'étatisation est-elle l'unique formule de démocratisation ? » (*Le Devoir*, 13/9). Et il donne lui-même une réponse négative aux deux questions. Mgr Georges Cabana déclare que « ni l'individu, ni la famille ne doit être absorbé par l'État » (*Le Devoir*, 24/9). Pour sa part, Daniel Johnson affirme que « le Ministère de l'éducation, mesure bureaucratique, est dépassé avant son adoption » (*Le Devoir*, 26/11). Et le Père Marcel de Grandpré affirme : « Le bill 60 est en retard sur les idées actuelles au Canada » (*Le Devoir*, 24/9). « Si les autres tranches du Rapport sont dans la même veine que la première, dit Yves Prévost, nous sommes bien près d'un dangereux monopole d'État » (*Le Devoir*, 27/5). Et revenant plus tard à la charge de façon plus catégorique : « Le bill 60 donne à l'État un contrôle quasi absolu sur l'éducation » (*Le Devoir*, 24/9).

Ce qui fut mis en question dans ces interventions et d'autres du même genre, ce ne fut pas la direction administrative de l'éducation. Celle-ci, en effet, par suite de l'application des lois connues sous le nom de « la grande charte de l'éducation », avait déjà été réalisée au cours des années précédentes. Ce qui fut mis en question, ce fut le droit de l'État d'assumer la responsabilité de la direction pédagogique du système scolaire. Les adversaires du bill préconisaient le maintien, sous une forme ou sous une autre, du régime d'autorité bicéphale qui prévalait depuis plus de quatre-vingts ans, le Ministère de la jeunesse ayant la responsabilité du budget de l'enseignement public, des questions d'équipement matériel des institutions et autres questions admi-

nistratives, tandis qu'au Conseil de l'instruction publique revenait la tâche d'élaborer les programmes et de définir la pédagogie.

Le régime d'autorité bicéphale avait été instauré en 1875 sous l'inspiration de Boucher de Boucherville, alors ministre de l'Instruction publique. Prétextant que lui, le ministre, ignorait tout de l'éducation, il avait dès lors réclamé qu'on la confiât à un spécialiste, le surintendant. Les notables civils et ecclésiastiques, à l'époque, avaient félicité Boucher de Boucherville de son noble désintéressement. Il devait échoir à la Commission d'enquête sur l'enseignement et au ministre Paul Gérin-Lajoie de préconiser la ré-unification des aspects administratifs et pédagogiques de l'éducation.

À plusieurs reprises, dans son livre, Paul Gérin-Lajoie dénonce ce qu'il appelle « la maladie de la bicéphalie » :

« La bicéphalie consiste ... à séparer la direction administrative et la direction pédagogique du système scolaire. Certains prônent la bicéphalie par principe. Il faut en avoir ressenti profondément les graves inconvénients pendant trois ans... pour pouvoir mesurer la puissance d'inertie d'un tel régime » (*Pourquoi le bill 60*, 62).

Et Gérin-Lajoie compare le régime existant d'éducation à un véhicule qui « a deux moteurs, deux systèmes de freinage, deux volants et (qui) suit souvent deux directions ; lourd et encombrant, il n'est pas adapté à une société en évolution rapide » (*Pourquoi le bill 60*, 63).

Aussi, n'y a-t-il pas lieu d'être surpris de constater qu'une des questions soulevées dans le débat qui a provoqué les propos les plus acerbes fut précisément le statut du futur ministre de l'éducation. La compétence du ministre telle que définie dans le Rapport et le bill ne risquait-elle pas d'être trop étendue ? L'autorité du ministre ne deviendrait-elle pas tyrannique ?

Dans son allocution mentionnée plus haut, Sœur Marie-Laurent-de-Rome disait que « le pivot du système devrait être un seul homme, le ministre de l'éducation ».

Il revint naturellement au ministre Paul Gérin-Lajoie de défendre de façon toute spéciale l'idée d'un Ministère de l'éducation et de tenter d'écarter les craintes que plusieurs nourrissaient à l'égard de ce projet :

« Un Ministère de l'éducation, contrairement au système bicéphale actuel, permettra au gouvernement, responsable envers le peuple de toutes ses politiques, de toutes ses décisions et de tous ses actes, d'assumer complètement, et non partiellement seulement, l'une des fonctions les plus importantes, sinon la plus importante de toutes celles qu'il a à exercer, soit celle de l'éducation. Il est bouleversant de constater que des personnes souvent fort éclairées par ailleurs, veulent réduire le rôle de l'État à des dimensions administratives purement matérielles, et ceci à cause d'une incompréhension de la fonction fondamentale de l'État qui est celle de la sauvegarde et de la poursuite du bien commun de la société civile » (*Pourquoi le bill 60*, 64-65).

Quelques partisans du bill abondèrent dans le même sens que le ministre. Ainsi, la Commission politique de la fédération libérale du Québec :

« Le bill 60 crée une souhaitable unité administrative et donne au ministre de l'éducation et de la jeunesse l'autorité requise pour qu'il soit en mesure d'assumer pleinement les responsabilités ministérielles que notre société démocratique veut lui confier » (*Suggestions au premier ministre*).

Mais les adversaires de cette position sont nombreux et, surtout chez les hommes politiques, ils sont mordants. « Les attributions jugées excessives du ministre le porteront fatalement à abuser de son autorité », répète-t-on à satiété. Ainsi, Daniel Johnson : « Plus le ministre a de pouvoirs, plus ça va mal » (*Le Devoir*, 21 /11). Et Guy Marcoux : « De grâce, n'allons pas commettre la bêtise d'empirer la situation en le livrant (i.e. le système scolaire) à la cupidité de certains hommes politiques » (*Le Devoir*, 28/1/64). Pareille objection avait déjà été formulée à quelques reprises. Et le collègue de Gérin-Lajoie, Lio-

nel Bertrand, l'avait réfutée d'une bien singulière façon : « La solidarité ministérielle, avait-il déclaré, protégera l'éducation contre la dictature que pourrait envisager son futur ministre » (*Le Devoir*, 9/9).

Répétant à satiété, à la suite du Rapport d'enquête, que la seule vraie garantie de la liberté des institutions d'éducation résidait dans les contrôles démocratiques qui régiraient les actes du ministre et de ses collaborateurs, Gérin-Lajoie, de son côté, donne l'avertissement qu'il se refuserait « à diriger un Ministère fantoche ou un Ministère en tutelle » (*Le Devoir*, 13/8).

III

Les implications de la démocratisation de l'éducation

Les quelques partisans du bill qui abordèrent la question de l'intégration des aspects administratifs et pédagogiques de l'éducation sous une autorité unique se réclamèrent du principe de la démocratisation de l'enseignement. Mais, sous cet aspect comme sous les autres, ce furent la Commission d'enquête et le ministre Paul Gérin-Lajoie qui donnèrent le ton.

Dans son Rapport, la Commission d'enquête privilégiait la « démocratisation » comme une des justifications les plus élevées de la réforme du régime d'éducation existant. Ainsi, faisant état de l'évolution de la mentalité chez les professeurs et les étudiants qui « voudraient participer à la direction et à l'administration » des institutions d'enseignement, les commissaires écrivaient :

« Ainsi s'opère lentement une revalorisation de l'esprit démocratique, esprit fondé sur le respect des droits de la personne, sur la tolérance qu'exige le dialogue et sur l'intérêt que chacun doit porter au bien commun » (*Rapport*, 69).

Dans une réponse aux premières critiques du Rapport qui reprochaient aux commissaires d'avoir surestimé les dispositions démocra-

tiques des Canadiens français, Sœur Marie-Laurent-de-Rome réaffirmait :

« On a reproché aux commissaires de ne pas avoir donné suffisamment de pouvoirs au Conseil supérieur, parce que la société canadienne-française ne serait pas assez démocratique ... Les commissaires sont convaincus, au contraire, que notre société a atteint un niveau de maturité suffisant pour courir le risque » (*La Tribune* 6/5) ¹⁸.

Reprenant le thème de la démocratie, Paul Gérin-Lajoie, de son côté, dénonçait les convictions élitistes plus ou moins avouées de certains adversaires du bill 60 :

« Si on croit, sans désormais oser l'avouer, que des élites (qui se sont elles-mêmes décerné le titre) doivent garder entre leurs mains tous les contrôles pour garantir le peuple contre ses propres décisions, on ne croit pas en la démocratie, on veut l'enrayer » (*Pourquoi le bill 60*, 25).

Contrairement aux adversaires du bill 60 qui craignaient les méfaits de majorités débridées, Gérin-Lajoie affirme :

« La démocratie, c'est le respect des vœux de tous les secteurs de la population, même des minorités, grâce à des mécanismes de correction » (*Pourquoi le bill 60*, 85) ¹⁹.

Il est remarquable qu'aucun adversaire du bill 60 ne s'est directement inscrit en faux contre le principe de la démocratisation de l'enseignement. Au contraire, c'est souvent au nom des principes démocratiques qu'ils formulèrent leur opposition. Par exemple, pour le père Jacques Cousineau, « le bill est anti-démocratique ; c'est un recul de la démocratie organique » (*Le Devoir*, 12/10). Selon Daniel Johnson, le

¹⁸ Les commissaires, de même que le ministre Paul Gérin-Lajoie, recoururent fréquemment à l'argument démocratique. Leurs convictions démocratiques étaient aussi sincères que profondes. Ainsi, comme on le verra plus bas, ils se sont dits convaincus qu'aucune barrière juridique ne pourrait protéger efficacement la confessionnalité de l'éducation contre la volonté d'une majorité qui désirerait la laïcité.

¹⁹ Nous reviendrons plus loin sur ces mécanismes de correction.

bill 60 représente « un coup de force contre la démocratie » (*Le Devoir*, 29/6). Réal Caouette réclame la tenue d'un référendum sur le sujet (*Le Devoir*, 9/9).

Dans plusieurs cas, il était évident que les adversaires du bill se faisaient de la démocratie une tout autre conception que les commissaires ou le ministre Paul Gérin-Lajoie. Sous des notions comme celle de « démocratie organique », par exemple, ou encore sous le scepticisme maintes fois manifesté à l'endroit de la règle de majorité, on perçoit un résidu de la tradition « élitiste » qui, selon les partisans du bill, avait longtemps entravé dans le Québec le plein développement de la démocratie populaire. Par ailleurs, l'abbé Louis O'Neil mettait les fervents de la démocratie en garde contre une acceptation littérale et non critique de la conception démocratique qui se dégageait du Rapport de la commission d'enquête :

« Il n'est pas chimérique de croire, disait-il, que l'éducation sera réduite à la merci du gouvernement si on laisse à celui-ci la responsabilité presque exclusive suggérée par la Commission ... Un Ministère de l'éducation n'est pas, de soi, la démocratie retrouvée » (*Le Devoir*, 8/5).

Très souvent le thème démocratique fut soulevé à l'occasion de questions spécifiques comme celles de la confessionnalité, des droits des minorités, de la représentation des associations libres ou encore de la profession de foi exigée des sous-ministres adjoints et autres fonctionnaires supérieurs. Le Mouvement laïque de langue française, le Parti socialiste du Québec, de même que des associations d'étudiants abordèrent ce thème sous ces divers angles particuliers à diverses reprises.

Il faut certes se garder de juger les conceptions que que les Québécois se font de la politique exclusivement par les propos tenus au cours du débat sur le bill 60. On ne peut toutefois pas manquer d'être frappé par le caractère extrêmement conservatiste des positions des participants concernant le rôle de l'État au cours du débat. Une pre-

mière constatation s'impose : les commissaires et le ministre Paul Gérin-Lajoie furent à peu près les seuls à affirmer que la promotion de l'éducation supposait la valorisation de l'État et de la politique. Très peu de partisans du bill 60 jugèrent bon de s'exprimer sur ce point : on les retrouve surtout chez les étudiants, les professeurs d'université, les syndicalistes et chez les porte-parole de mouvements de revendication, comme le Mouvement laïque de langue française. Même chez eux, nous n'avons retracé que de brèves mentions de ce thème, la plupart du temps dans la discussion de thèmes reliés plutôt à l'éducation chrétienne. Une deuxième constatation est de mise : les nombreux adversaires du bill qui se sont opposés à l'accroissement du rôle de l'État en éducation se bornèrent à reprendre les arguments classiques du vieux libéralisme conservateur. Non seulement considéraient-ils la politique comme une activité foncièrement pernicieuse, mais encore ils voyaient une opposition radicale entre l'État, d'une part, et la société et les individus, d'autre part.

Comment rendre compte de ces divers comportements ? Depuis quelques années, on parle beaucoup de la « valorisation » de l'État et de la politique en général qui serait survenue dans le Québec. Nous ne contestons pas ce jugement. Mais on peut poser les questions : Qui, jusqu'à aujourd'hui, furent les agents de cette valorisation ? Jusqu'à quel point les nouvelles conceptions politiques ont-elles pénétré les couches populaires et les élites traditionnelles ? Dans quelle mesure y a-t-il eu un renversement de l'idéologie qui a traditionnellement inspiré au Québec les convictions concernant la nature et le rôle de l'État ?

Le débat sur le bill 60 tend à confirmer une impression résultant de l'observation des lignes de forces de l'évolution en cours. Les propagateurs des nouvelles conceptions politiques seraient fort peu nombreux : certains hommes politiques, quelques journalistes et des professeurs d'université. Les leaders même progressistes des mouvements sociaux et des associations libres ont négligé d'exposer leurs convictions à cet égard. À quels facteurs attribuer cet étonnant silence ? À l'absence chez eux d'une culture politique adaptée aux besoins et aux

conditions de la société et aux caractères de la mentalité populaire ? Ou, au contraire, au fait que pour eux la valorisation de l'État représente un fait acquis sur lequel il n'y a pas lieu dorénavant de s'attarder ? Ces deux explications valent sans doute à des degrés divers selon les associations et selon les catégories sociales. Par contre, le débat sur le bill 60 a mis en évidence l'intensité et l'ampleur des convictions conservatistes concernant la politique. Que la politique constitue une réalité fondamentalement pernicieuse, c'est là une conception encore fort répandue parmi les élites traditionnelles et probablement aussi parmi les couches populaires. La substance des interventions sur cet aspect du débat met en évidence que l'une des sources principales des obstacles qui se dressent devant les efforts actuels de démocratisation dans tous les secteurs d'activité réside dans le refus des objectifs et des implications des politiques de coordination et de planification, ou encore, dans un manque d'informations parmi la population sur ces objectifs et ces implications.

Le bill 60 et la société québécoise
Deuxième partie : les idéologies

Chapitre 2

Les garanties de l'éducation chrétienne

[Retour à la table des matières](#)

S'inspirant des recommandations du Rapport de la Commission d'enquête, le bill 60 comportait d'importantes dispositions visant à procurer une orientation chrétienne aux structures du nouveau régime d'éducation. Parmi ces dispositions, les principales étaient la nomination de deux sous-ministres associés, l'un de foi catholique et l'autre de foi protestante ; l'application d'un critère confessionnel dans la désignation de la plupart des membres du Conseil supérieur ; et l'institution d'un Comité catholique et d'un Comité protestant du Conseil supérieur.

Ces dispositions étaient-elles suffisantes ou au contraire excessives ? Ne mettaient-elles pas en danger la confessionnalité de l'éducation ou au contraire perpétuaient-elles une malheureuse confusion du religieux et du politique ? Tel fut le caractère général du débat qui opposa partisans et adversaires du bill 60 sous cet aspect.

Au cours des échanges de vues les participants abordèrent de nombreux thèmes : il y fut question de confessionnalité, de respect des traditions et des exigences de l'évolution sociale, des relations de l'Église et de l'État, de liberté de conscience et des droits de groupements minoritaires et, enfin, du droit des parents.

I

La confessionnalité

La plupart des participants, y compris les porte-parole des associations d'orientation laïque, reconnurent la nécessité d'accorder aux confessions religieuses toutes les garanties légales requises pour la protection de leurs droits scolaires. Cependant, alors que les uns estimaient que le bill 60 sauvegardait de façon adéquate l'éducation chrétienne, d'autres, au contraire, affirmaient que la confessionnalité des écoles était sérieusement menacée. Un petit nombre étaient d'avis que les structures prévues faisaient une part beaucoup trop large à la confessionnalité.

Le Rapport de la Commission d'enquête n'abordait pas la question confessionnelle comme telle. Il portait exclusivement sur la réforme des structures du système d'éducation. Cependant, les commissaires, par ce biais, soulevaient la question confessionnelle puisqu'ils avaient prévu l'établissement de rouages propres, selon eux, à sauvegarder l'éducation chrétienne dans le nouveau régime. Dans un communiqué émis au moment de la publication du Rapport, ils définissaient leur position provisoire vis-à-vis la confessionnalité en ces termes :

« Les commissaires notent que le caractère confessionnel s'appuie sur une tradition centenaire et que nombre de mémoires leur ont recommandé de la maintenir. Ils ne veulent évidemment pas ignorer les nouvelles demandes qu'on leur a faites pour établir de nouvelles divisions et ils ont l'intention de revenir plus tard sur les aspects sociaux et légaux de cette question. Ils croient que le principe des droits égaux de tous les citoyens à l'éducation n'implique pas cependant une atteinte aux bénéfices accordés actuellement aux protestants ».

Les commissaires estimaient que le régime d'éducation qu'ils préconisaient comportait des mécanismes protecteurs adéquats de la confessionnalité. Selon eux, toutefois, de tels mécanismes, bien que nécessaires, ne garantissaient pas en eux-mêmes la permanence de l'éducation chrétienne. Prévoyant que certains s'opposeraient à la création d'un Ministère de l'éducation au nom du risque de la laïcisation par suite des caprices de la règle de majorité, les commissaires écrivaient :

« On oublie qu'on ne pourra jamais laïciser l'école, dans un régime vraiment démocratique, tant que la majorité n'en aura pas décidé ainsi ; les barrières juridiques qu'on pourrait ériger contre la laïcisation finiraient par céder devant la volonté d'une majorité » (*Rapport*, 81).

Bien qu'il se dise confiant que le bill 60 assure amplement le respect de la confessionnalité, Paul Gérin-Lajoie affirme à son tour que la seule vraie garantie de la confessionnalité réside dans la volonté populaire :

« Libre choix de la population, la confessionnalité n'est jamais garantie, au fond, que par la volonté de cette population » (*Pourquoi le bill 60*, 99).

Les associations et les individus favorables au bill 60 pour l'ensemble expriment des vues similaires à celles des commissaires et du ministre. Ainsi la Commission politique de la fédération libérale :

« La Commission est d'avis que le caractère confessionnel de l'enseignement dans notre Province n'est aucunement menacé dans la conjoncture actuelle et que, d'autre part, le bill 60, dans son ensemble et dans son esprit, maintient tout à fait ce caractère. Il serait inutile de multiplier les signes extérieurs de cette confessionnalité et de plus, il serait mauvais de le faire au détriment des valeurs démocratiques ».

Et la Commission politique reprend l'argument que nous avons relevé tout à l'heure selon lequel il faut « faire confiance au processus démocratique » :

« Notre système d'éducation, affirme-t-elle, comporte la confessionnalité parce que les citoyens, démocratiquement, ont voulu qu'il en soit ainsi, et catholiques comme protestants, n'ayant eu qu'à se féliciter de cette manifestation du processus démocratique, ne sauraient mieux faire que de continuer à lui accorder leur confiance » (*Suggestions au premier ministre*).

Pour sa part, Jean Marchand, président de la Confédération des syndicats nationaux, se dit d'avis qu'il n'y a pas lieu d'entretenir de craintes au sujet de la confessionnalité. Il ajoute cependant que « dans l'avenir, la reconnaissance légale de deux confessions (i.e. catholique et protestante) ne sera peut-être pas suffisante » (*Le Devoir*, 16/10).

Et après avoir pris connaissance de la seconde version du bill, Jean Marchand affirme de nouveau sa satisfaction :

« Le caractère confessionnel de l'enseignement du Québec était déjà consacré dans le premier bill 60 ... en acceptant ces amendements le gouvernement ne fait que rendre plus ferme cette reconnaissance » (*Le Devoir* 25/1/64).

De son côté l'abbé Louis O'Neil se dit d'avis qu'« en matière de garanties confessionnelles, le bill 60 est généreux » (*Le Devoir*, 19/9).

Bien différente fut la position des adversaires du bill. « Le bill 60, déclare Paul-Émile Gingras, impose la réflexion sur le plan confessionnel », (*La Presse* 14/10). Mgr Charles-Eugène Parent fait la mise en garde suivante : « Bien qu'on vise, paraît-il, à respecter le caractère confessionnel de nos écoles, c'est tout l'enseignement qui doit être donné sous l'éclairage de la foi » (*Le Devoir*). Selon le père Jean Genest : « L'enseignement religieux est livré à l'arbitrage » (*Le Devoir*, 24/9). Et pour Mgr Georges Cabana, « Le Québec fait face à l'athéisme » (*Le Devoir*, 24/9). « Ceux qui appuient le bill 60, déclare François-Albert Angers, veulent que le système scolaire soit complètement neutre » (*Le Devoir*, 24/9). S'élevant contre l'absence presque

totale de références à Dieu dans la formulation des principes qui vont guider la réforme de l'éducation, l'abbé Germain Lavallé affirme :

« Si le Rapport est adopté tel quel, ce sera la première fois dans l'histoire de l'Église qu'un peuple foncièrement catholique se bâtit une loi de l'éducation qui est faite à la mesure des incroyants et en leur seule faveur, tous les risques étant du côté des croyants » (*La Tribune*, 27/5).

Dans une lettre ouverte adressée au Père Henri Bradet, Jean-Claude Bleau, au nom de Veritas-Via-Vita, dénonce la revue *Maintenant* :

« En appuyant le bill 60, elle (la revue *Maintenant*) s'est jointe au concert de verbosité bruyante des agnostiques les plus notoires, des laïcistes les mieux affirmés, des porteurs les plus évidents de l'idéal franc-maçonique, des chefs socialistes-marxistes, des étudiants qui se proclament pompeusement « étudiants libéraux » et autres groupes rationalistes » (*Le Devoir*, 22/7) ²⁰.

Relevant l'argument du ministre selon lequel aucune garantie légale de la confessionnalité ne prévaudrait contre une majorité qui se serait décidée pour la laïcisation, l'Association des parents-maîtres de Sherbrooke déclare :

« Quand on affirme qu'en démocratie on ne peut adopter une mesure législative que repousse la majorité, nous nous demandons quelle est la foi qui permet de croire qu'un régime comme celui de Monsieur Duplessis est devenu impossible » (*La Tribune*, 1/4).

Certains déplorèrent les excès de langage auxquels la ferveur envers la confessionnalité portait parfois les adversaires du bill 60. Ainsi le frère Alphonse Caron déclarait que ces personnes étaient fréquemment de « faux confessionnalistes » qui se servaient de la religion comme d'une arme politique (*Le Devoir*, 2/9). Et le Père Bradet disait

²⁰ L'auteur de cette lettre signale en terminant qu'une copie est adressée au Saint-Siège, au Saint-Office, aux évêques canadiens-français et à quelques autres hauts dignitaires.

regretter que, dans le feu de la discussion, « tant de dissertations (soient) à peu près orientées exclusivement sur les garanties légales ou les mesures juridiques que les catholiques veulent se donner comme si elles étaient les seules et meilleures sécurités » (*Le Devoir*, 19/9).

Par rapport à la question confessionnelle, une troisième tendance se dessina. Un nombre restreint de participants, tout en appuyant généralement le bill 60, déplorèrent ce qu'ils considéraient être un excès de protection de la confessionnalité. C'est cette position qu'adopta notamment le Mouvement laïque de langue française :

« L'existence de commissions scolaires confessionnelles catholiques et protestantes, aussi bien que la création par le bill 60 de deux comités, l'un catholique, l'autre protestant, entièrement soumis au contrôle des Églises, offre toutes les garanties désirables aux groupes religieux et rend inutile cette censure pseudo-religieuse que le bill 60 dans sa forme actuelle impose au niveau du Conseil et du Ministère » (*Suggestions au premier ministre*).

Des propos similaires furent tenus, dans une déclaration conjointe, par les représentants de quatre associations étudiantes : l'Association générale des étudiants de l'université de Montréal, celle de Laval, la Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques et la Presse étudiante nationale (*Suggestions au premier ministre*).

II

Le respect des traditions et les exigences de l'évolution

« On peut donc dire que la crise de l'enseignement s'inscrit dans le cadre d'une vaste crise de la civilisation. C'est un monde nouveau en voie d'élaboration qui se cherche lui-même à travers les réformes scolaires proposées de toutes parts. Dans ce monde, quatre grands ordres de problèmes se posent à l'enseignement : une véritable explosion scolaire, la révolution scientifique et technologique présentement en cours, de profondes transformations dans les conditions de vie et une évolution rapide dans les idées » (*Rapport*, 57).

Cette conscience aiguë chez les commissaires, des besoins nouveaux produits par l'évolution, Paul Gérin-Lajoie de son côté l'exprime avec une égale acuité :

« Cette évolution rapide n'est pas terminée. Au contraire, elle continue à s'accélérer ; et ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera pas nécessairement demain ... Hier, l'homme sous-développé était un homme qui manquait de muscles. Aujourd'hui, c'est un homme sans formation technique ou professionnelle, inutilisable dans notre type de civilisation. Demain, ce sous-instruit qui ne manque encore que de stabilité et de sécurité sera un paria, un chômeur permanent et presque irrécupérable ... Ceux qui cherchaient la preuve d'une transformation de la société canadienne-française au-delà des données fragmentaires et parfois illusoires du présent l'ont maintenant : depuis plusieurs années, nos structures d'éducation ont cessé de correspondre aux exigences des transformations de la société »(*Pourquoi le bill 60*, 28-29-38).

Ces arguments firent apparemment peu d'impression sur les adversaires du bill 60. En effet, ils se souciaient beaucoup moins des exigences et des effets de l'évolution en cours que du risque d'érosion des traditions canadiennes-françaises que, selon eux, le bill 60 comportait.

Selon nombre de participants d'orientation négative, en effet, non seulement le Rapport de la Commission d'enquête et le bill lui-même ne garantissaient pas suffisamment la confessionnalité de l'éducation mais encore ces documents s'inspiraient de sources foncièrement anti-chrétiennes. Les auteurs, affirmaient les opposants, au lieu de s'appuyer sur des prémisses philosophiques élevées, ont adhéré à un pragmatisme et à un matérialisme des plus étroits. Il en est résulté, déploraient-ils, que l'esprit qui imprègne ces documents est tout à fait anglo-saxon et par conséquent étranger et même hostile aux traditions religieuses et humanistes des Canadiens français.

Ce fut François-Albert Angers qui formula le premier ce genre d'objection. Selon lui, en effet, « le Rapport Parent est un document d'esprit anglo-saxon dépourvu de vues hautes et de principes direc-

teurs » (*La Presse*, 6/5). De son côté, l'Association des parents-maîtres du diocèse de Sherbrooke se déclarait déçue et inquiète du Rapport de la Commission d'enquête : « On adopte une attitude neutre, on subordonne les valeurs spirituelles aux exigences en matière économique » (*La Tribune*, 1/6). Lors de son congrès annuel, la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec adopta des résolutions condamnant le Rapport de la Commission d'enquête dans son ensemble. Elle y dénonçait notamment « les insuffisances du Rapport concernant l'éducation nationale » (*Le Devoir*, 10/6). Se demandant si « le bill respecte suffisamment le pluralisme culturel et religieux de la Province ». Albert Gervais déplorait le pragmatisme qui, selon lui, s'en dégageait (*Événement*, 24/10). Constatant à leur tour le caractère anglo-saxon du bill, les Chevaliers de Champlain affirmaient que le document met en danger la vitalité de la culture canadienne-française » (*Le Devoir*, 29/8).

Peu de partisans du bill 60 s'arrêtèrent à ces objections que les adversaires jugeaient pourtant fondamentales. Il est vrai, admettait-on, que ni le Rapport de la Commission d'enquête ni le bill ne s'appuient sur des prémisses philosophiques et culturelles explicitement formulées. Mais, ajoutait-on, il est normal qu'il en soit ainsi étant donné les objectifs de ces documents. Ainsi, Jean-Paul Lefebvre déclarait qu'il ne faut pas « reprocher au Rapport Parent de ne pas contenir une apologie de la culture française et de l'éducation chrétienne ». Et il poursuivait :

« L'objet de ce premier rapport était de suggérer des structures, et il faudrait être reconnaissant aux commissaires d'avoir appuyé leurs recommandations sur des faits plutôt que sur une doctrine » (*Le Devoir*, 16/5).

Par contre, nombre de partisans du bill reprirent les arguments des commissaires et du ministre sur les implications de l'évolution sociale dans l'aménagement des structures éducationnelles. Ils insistèrent sur le fait que le rythme rapide de l'évolution sociale dans le Québec imposait la remise en question non pas nécessairement des valeurs chré-

tiennes et nationales en elles-mêmes mais des formes sous lesquelles celles-ci avaient été transmises aux Canadiens français par la tradition. L'industrialisation et l'urbanisation, disaient-ils, produisent une série d'effets sociaux qui obligent à modifier considérablement les conceptions reçues en éducation. Notamment, bon nombre de participants reprirent sous une forme ou sous une autre le passage du Rapport de la Commission d'enquête où il est question de l' « évolution des Églises » :

« Même les Églises connaissent une rapide évolution qui n'est pas sans lien sociologique avec celle de la société. Dans l'Église catholique, ces changements sont remarquables. On accepte davantage aujourd'hui que la confessionnalité de l'école ne tienne pas à la présence d'un personnel enseignant formé de religieux et de religieuses ; et que cette présence de l'Église soit assurée dorénavant par des chrétiens agissant comme tels, et non pas nécessairement par l'Église-institution. Quant aux rapports entre les Églises chrétiennes, le mouvement oecuménique y a fait passer un souffle de fraternité et de compréhension ... Cette évolution revêt une particulière importance dans le Québec où catholiques et protestants sont appelés à cohabiter » (*Rapport*, 69, 70).

La Fédération des travailleurs du Québec considérait le Rapport de la Commission d'enquête comme « une étape majeure dans la voie de la démocratisation et de la modernisation de notre système d'enseignement » (*Le Devoir*, 12/7). La Fédération des étudiants libéraux du Québec résumait les vues de plusieurs partisans lorsqu'elle déclarait que « l'adoption rapide du bill 60 constituera une grande avance en matière d'éducation dans notre Province » (*Le Devoir*, 9/7). Et le Cercle des femmes journalistes du Québec saluait dans le bill 60 la création d' « un système d'enseignement qui correspond aux aspirations d'un Québec parvenu à la maturité » (*Le Devoir*, 4/9).

Cette conscience, chez les partisans, des graves conséquences du rythme rapide de l'évolution sociale sur l'importance et les conditions de l'éducation s'exprima fréquemment lorsque les adversaires se mirent à réclamer le retrait du bill 60. Remettre d'une seule année l'établissement des nouvelles structures leur paraissait une véritable tragé-

die. L'abbé Louis O'Neil reflétait l'état d'esprit général lorsqu'il déclarait : « L'opération « blocage » menace de saboter une mesure sociale progressive » (*Le Devoir*, 30/8). S'interrogeant sur les raisons de cette hâte, François-Albert Angers se disait, par contre, d'avis que les partisans du bill 60 voulaient empêcher la population de prendre conscience de l'orientation anti-chrétienne et anti-nationale du bill 60 et il concluait : « Les sectaires sont pressés » (*Le Devoir*, 30/8). De son côté, la Fédération des collèges classiques exprimait sa crainte que le Rapport de la Commission d'enquête n'ait des effets néfastes sur le Québec :

« Si le gouvernement devait donner suite, sans plus d'examen, aux recommandations de la commission d'enquête sur les super-structures de notre système d'éducation, il semble bien que la province de Québec se trouverait à brève échéance dans une impasse et un marasme pire que celui qu'elle connaît actuellement » (*Le Devoir*, 21/6).

Les divergences entre partisans et adversaires du bill 60, sous cet aspect, étaient inconciliables. Pour les premiers, le Québec était soumis aux mêmes facteurs d'évolution qui dans toutes les sociétés occidentales entraînaient des transformations profondes. De cette évolution, Paul Gérin-Lajoie (ayant en vue plus spécialement l'explosion scolaire), écrivait :

« Ou nous serons renversés par elle et ce sera la fin de notre existence comme groupe français, ou nous réussirons à la canaliser pour nous faire porter par elle à l'avant-garde du progrès. Dans cette aventure passionnante qui ouvre l'âge de l'esprit, le Québec n'a pas le choix » (*Pourquoi le bill 60*, 37).

Pour les adversaires, le Rapport de la Commission d'enquête et le bill 60 représentaient au contraire un grave danger pour la survie de la culture et de la nation canadiennes-françaises. L'esprit de ces documents, selon eux, était contraire aux traditions culturelles des Canadiens français, profondément enracinées qu'elles sont dans les valeurs du christianisme et de l'humanisme classique.

III

Les relations de l'Église et de l'État

Le Québec, comme toutes les provinces et le gouvernement central lui-même, est officiellement neutre. Dans le Québec comme ailleurs, les lois supposent une séparation formelle de l'État et de l'Église. Les compétences respectives de ces deux « pouvoirs » dominants dans la plupart des sphères d'activités sont distinctes. Bien que généralement amicales, leurs relations ne doivent pas conduire à la confusion des « autorités ». On a voulu par là empêcher la reprise toujours possible des coûteuses querelles des « juridictions » qui les ont longtemps opposés l'un à l'autre et qui aujourd'hui encore sont la source de sérieux malaises dans plusieurs pays.

La constitution canadienne comporte une importante exception au principe général de la séparation de l'Église et de l'État. En effet, par les dispositions de l'article 93, en plus de confier aux provinces une compétence exclusive dans le domaine de l'enseignement, la constitution garantit les droits ou privilèges reconnus par les lois existantes sous l'acte d'Union relativement aux écoles confessionnelles. La deuxième section de l'article étend expressément cette protection « aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec ». La constitution confère donc aux autorités religieuses, catholiques et protestantes, un droit de regard primaire en matière d'éducation.

Jusqu'à maintenant, le Québec a scrupuleusement respecté cet article de la constitution. Il importe cependant d'ajouter que l'article 93 n'oblige pas le gouvernement à adopter des lois spécifiques ni à créer des mécanismes particuliers. Pourvu que le principe général du droit à des écoles dissidentes confessionnelles soit respecté, le gouvernement peut, selon les circonstances, adopter les lois et créer les mécanismes qu'il juge conformes à l'intérêt public. Le simple fait que des lois et

des mécanismes donnés aient existé depuis très longtemps n'est pas de soi une preuve de leur légitimité présente. Au contraire, leur valeur intrinsèque peut avoir diminué avec le passage du temps.

Par ailleurs, il est naturel que les autorités religieuses scrutent de façon attentive tout projet de loi d'une certaine envergure en matière d'éducation afin de veiller à ce que le principe du droit aux écoles confessionnelles soit sauvegardé. Il est également naturel que si la loi actuelle accorde aux autorités religieuses des responsabilités et des rôles précis dans le fonctionnement du système de l'éducation, celles-ci s'inquiètent d'y voir substituer une autre loi qui pourrait avoir pour conséquence la suppression ou la réduction de ces responsabilités et de ces rôles.

Cette question fondamentale des relations entre l'Église et l'État fut au centre du débat sur le bill 60.

D'aucuns redoutaient que celui-ci n'instituât un redoutable monopole de l'État en éducation. Ils étaient d'avis que le projet de loi, en abolissant les contrôles politiques que les confessions religieuses détenaient sous le régime du Département de l'instruction publique, mettait en danger la confessionnalité de l'éducation. En effet, selon eux, la loi abolissait la garantie confessionnelle, celle-ci étant maintenant pratiquement abandonnée à la volonté capricieuse des majorités. Quelques adversaires dans leur dénonciation du « monopole » d'État, allèrent si loin qu'ils donnaient l'impression inverse de favoriser un « monopole d'Église ». Ainsi Mgr Henri Grenier :

« Confier à un organisme gouvernemental composé de représentants de parents, de représentants de l'Épiscopat et de l'Église, le pouvoir de statuer sur les programmes religieux et sur les qualifications des professeurs de religion serait attenter à la souveraineté de l'Église dans son domaine propre » (*Le Devoir*, 21/18).

Pour d'autres, au contraire, le bill 60 ne visait qu'à éliminer les occasions de confusions des compétences respectives de l'Église et de

l'État. Il leur paraissait indiscutable qu'il maintenait, sous des formes nouvelles, les garanties confessionnelles en éducation. C'était là la position du gouvernement et celle de la grande majorité des partisans du bill. À plusieurs reprises, Paul Gérin-Lajoie avait donné l'assurance que l'intention du bill 60 était de supprimer la confusion des compétences respectives de l'Église et de l'État tout en garantissant la confessionnalité du système :

« Depuis l'établissement d'écoles chez nous, l'éducation a été la chose, tour à tour, de l'Église et de l'État. L'État s'occupait de fournir des fonds et remettait l'entière responsabilité de l'aspect « pédagogique » et de l'administration directe aux Églises catholique et protestante ... Par ailleurs, le bill 60 propose une forme de Ministère de l'éducation qui assure, dans la pratique, le respect de la confessionnalité... qu'il suffise de rappeler que la confessionnalité est respectée, en principe, par la formation du Conseil supérieur et, en pratique, par la présence de deux Comités, catholique et protestant, destinés à assurer aux écoles leur caractère confessionnel » (*Pourquoi le bill 60*, 104-106).

Certains toutefois étaient d'avis que le projet de loi n'éliminait pas suffisamment les risques de « confusion des pouvoirs » entre l'Église et l'État. Ainsi, le Mouvement laïque de langue française :

« Parce qu'il se fait le champion de la liberté de conscience dans la province de Québec, le Mouvement laïque de langue française a toujours reconnu la nécessité d'accorder aux groupes religieux toutes les garanties nécessaires à leurs droits scolaires. C'est au nom également de cette liberté de conscience que le MLF a toujours proclamé la séparation des juridictions de l'Église et de l'État. À ce titre, le Mouvement laïque de langue française déplore que le bill 60 consacre la confusion des pouvoirs religieux et civils qui depuis si longtemps empoisonne chez nous aussi bien le climat de la liberté de conscience que les valeurs religieuses elles-mêmes. Rien ne saurait justifier en effet, dans un système démocratique, l'exigence d'une profession de foi quelconque comme condition d'éligibilité à une fonction publique » (*Suggestions au premier ministre*).

Dans une lettre adressée au premier ministre, à la suite de la déclaration de l'Assemblée des évêques, les porte-parole de quatre organismes étudiants, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, l'Association générale des étudiants de Laval, la Fédéra-

tion des associations générales des étudiants des collèges classiques du Québec, et la Presse étudiante nationale, reprennent les mêmes arguments. Après avoir mentionné que ces quatre organismes groupaient des membres « en grande majorité catholiques » et s'être dit « respectueux du magistère légitime exercé par leurs pasteurs, sur toutes les questions relevant de la foi et de la morale », ils ajoutaient :

« Les amendements proposés par les évêques, en plus d'ouvrir la porte à l'arbitraire dans l'application de la loi, tendent à soumettre tout le système d'enseignement au contrôle déguisé de la hiérarchie, en doublant les directives ecclésiastiques - qui doivent être admises comme telles par ailleurs - d'une législation étatique de nature à brimer la liberté de conscience et à assurer à des non-élus une mainmise légale sur le système d'éducation ».

Et les porte-parole étudiants poursuivaient :

« C'est ce à quoi mènent directement les pouvoirs universels de réglementation que les amendements des évêques préconisent pour les Comités. Nous citons en particulier le fait de déléguer aux comités le pouvoir de faire tous les règlements qu'ils jugent nécessaires pour assurer la confessionnalité, réglementer les manuels et tous les programmes scolaires. De même en étendant leur juridiction à tout l'enseignement par l'expression « éducation chrétienne ». En inscrivant enfin dans la loi des dispositions de nature à donner libre cours à l'intolérance et à l'injustice à l'endroit des enseignants ».

L'Association des professeurs de l'université de Montréal, tout comme le Mouvement laïque de langue française et les associations étudiantes, disait regretter qu'une profession de foi soit exigée des sous-ministres associés :

« Les deux sous-ministres associés, que l'on devrait plus correctement nommer sous-ministres adjoints, feront partie de la fonction publique et s'acquitteront de tâches civiles. Il nous semble déplacé, pour ne pas dire anachronique, d'exiger de ces serviteurs de l'État des garanties concernant leur foi religieuse et cela de façon explicite dans le texte même de la loi » (*Suggestions au premier ministre*).

La majorité des associations et des individus favorables au bill 60 ne partageaient pas tous ces jugements. Quelques-uns déclarèrent expressément leur désapprobation à l'égard de certaines critiques jugées excessives ou trop radicales. D'autres préférèrent ne pas entrer dans cette discussion technique et adoptaient plutôt à ce sujet une façon de voir pragmatique ou plus réservée.

La grande majorité des protagonistes parurent admettre que la reconnaissance formelle d'écoles confessionnelles avait comme conséquence pratique l'établissement de contrôles confiés aux confessions religieuses.

Il y avait cependant place pour des différences appréciables de jugement. Les adversaires favorisaient naturellement l'établissement de mécanismes et de contrôles nombreux et fermes. Les partisans, pour leur part, se disaient généralement satisfaits des dispositions du bill et voulaient, à la suite des commissaires et de Gérin-Lajoie, mettre un terme au

« cloisonnement abusif qui a créé, dans le passé, deux systèmes scolaires parallèles, le catholique et le protestant, chacun doté de structures administratives et techniques qui auraient pu être réunies et qui constituaient un gaspillage permanent ... La confessionnalité est un aspect important du système scolaire et le gouvernement, dans le projet de loi actuel, a pris un soin infini pour l'assurer. D'autre part, il faut maintenir en même temps ... l'unification du régime scolaire et éviter de perpétuer une ségrégation qui crée deux sortes de québécois » (*Pourquoi le bill 60*, 102).

C'était là un souci que les adversaires du bill 60 ne partageaient pas. Sans doute, peu d'entre eux se prononcèrent directement en faveur de la « ségrégation » des confessions religieuses ou du « parallélisme » des systèmes catholique et protestant. Le sens de leurs remarques cependant conduisait à ce résultat. En effet, la majorité des suggestions venant d'associations ou d'individus d'orientation négative qui furent adressées au premier ministre entre le 16 juillet et le 1er septembre portaient précisément sur les moyens de renforcer les mé-

canismes de contrôle de la confessionnalité. La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec résumait ainsi ses recommandations sur les structures administratives :

- « a) Maintenir au centre du système les comités catholique et protestant. Ces Comités devraient détenir l'autorité réelle en étant les seuls à orienter l'éducation dans la Province.
- b) Créer au même palier que les Comités, un « service exécutif » chargé d'appliquer les décisions des comités ».

Les suggestions de la Fédération des collèges classiques allaient encore plus loin :

« Le pluralisme de notre population et les droits constitutionnels des catholiques et des protestants imposent l'introduction à l'intérieur du futur Ministère de l'éducation de deux organismes que nous considérons essentiels : un bureau catholique et un bureau protestant. Ces bureaux, ayant à leur tête les sous-ministres associés, dépendront cependant, selon le cas, du Comité catholique et du Comité protestant ».

Et la Fédération poursuivait :

« Le partage des responsabilités nous apparaît primordial dans un Ministère de cette importance ... L'éducation comporte nombre de décisions dont la partie culturelle ou morale ne ressortit pas à l'État seul ou qu'il serait hasardeux de laisser déterminer dans l'État et par le cabinet seul. C'est pourquoi nous insistons sur l'importance de donner plus d'autorité aux Comités catholique et protestant ».

Non seulement fallait-il donner plus d'autorité aux Comités catholique et protestant, mais encore, toujours selon la Fédération des collèges classiques, il fallait créer un mécanisme de contrôle supplémentaire :

« Nous croyons nécessaire de demander la création d'un Comité parlementaire de l'Éducation où les spécialistes du ministère, du Conseil et des Comités catholique et protestant pourraient donner aux membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif les explications nécessaires avant l'adoption des mesures législatives et budgétaires ».

De son côté, la Fédération des Frères éducateurs du Canada proposait l'amendement suivant qui fut aussi mis de l'avant sous une forme un peu différente par l'Association des religieuses enseignantes du Québec :

« Les services du Ministère comprennent un bureau distinct pour la direction des écoles catholiques et un autre pour la direction des écoles protestantes. Ces bureaux seront sous la direction du sous-ministre associé catholique ou protestant selon le cas. Ces bureaux s'occupent principalement des programmes, des manuels, de l'enseignement, de l'inspection, des examens et des professeurs des institutions catholiques ou protestantes selon le cas, en tenant compte des recommandations des Comités catholique ou protestant selon le cas ».

Les *Quebec association of protestant school administrators* demandaient que les services responsables des programmes et des manuels et de l'inspection et des examens, de la construction des écoles, du côté protestant tout au moins, ne fussent sous direction du sous-ministre que « par l'intermédiaire du sous-ministre associé protestant ».

Dans une lettre conjointe, vingt-quatre groupements catholiques de langue anglaise réclamaient la nomination, en plus du sous-ministre de l'éducation, non pas de deux mais bien de trois sous-ministres associés : « deux catholiques, dont l'un sera un anglophone catholique, et le troisième protestant ».

Pour sa part l'Union catholique des cultivateurs suggérait que le texte de loi stipulât qu'une des prérogatives des sous-ministres associés soit :

« La direction des écoles confessionnelles de leur foi, tant au point de vue pédagogique qu'administratif. Si les Comités confessionnels ont la responsabilité de l'élaboration de la politique à ce sujet, il faut avoir une assurance aussi grande du côté de l'exécution. Ceci nous semble une façon pratique de reconnaître la confessionnalité. Tout en restant dans la ligne d'autorité tracée par la nouvelle législation, il nous semblerait logique et de

plus de sécurité de confier la direction des écoles confessionnelles à ces sous-ministres nommés d'après leurs croyances religieuses ».

Le mécanisme de contrôle de l'éducation sous l'angle confessionnel qui fut sans conteste le plus discuté fut le Conseil supérieur de l'éducation. La répartition prévue des compétences entre le ministre et le Conseil supérieur était-elle optimale ? Les partisans du bill, pour l'ensemble, se disaient satisfaits du partage des responsabilités entre le ministre et le Conseil telles que l'établissait le texte de loi. Les adversaires du bill réclamaient l'accroissement des prérogatives du Conseil aux dépens de celles du ministre. Un petit nombre, enfin, souhaitaient voir confier des responsabilités accrues au ministre aux dépens du Conseil.

En plus de représenter, surtout par le truchement des Comités catholique et protestant qui lui étaient attachés, un mécanisme de protection de la confessionnalité, le Conseil supérieur se trouvait investi par la Commission d'enquête de deux fonctions principales : l'une de coordination du système de l'éducation et l'autre de représentation des divers éléments de la population. Mais, pour lui permettre d'exercer ces fonctions, les commissaires n'accordaient pas au Conseil une compétence exclusive, distincte de celle du ministre. Au contraire, le Conseil, d'après, la Commission d'enquête, exercerait ses fonctions surtout en accomplissant auprès du ministre responsable un rôle de consultation. Le bill 60, pour l'ensemble, entérinait ces recommandations.

Les associations et les individus d'orientation négative ne pouvaient pas se satisfaire de ce rôle consultatif accordé au Conseil. Aussi préconisèrent-ils des amendements tendant à accroître les prérogatives du Conseil aux dépens du ministre. Ainsi, selon la Fédération des collèges classiques, l'ampleur même de la tâche justifiait une révision en ce sens du partage des responsabilités :

« Il ne serait ni efficace ni prudent de confier à un seul homme toute la responsabilité de la direction d'un Ministère englobant déjà la formation du quart de la population et la distribution du quart du budget du Québec » (*Suggestions au premier ministre*).

Pour sa part, l'Union catholique des cultivateurs se disait d'avis que pour que la constitution du Conseil supérieur soit

« vraiment démocratique... il est indispensable de garantir l'indépendance absolue de ce Conseil contre toute influence gouvernementale » (*Suggestions au premier ministre*).

Paul Gérin-Lajoie, à plusieurs reprises, prit position contre ces tentatives de subordonner à certains égards l'autorité du ministre à celle du Conseil supérieur. Il voyait là un subterfuge subtil d'introduire le « bicéphalisme » au sein du nouveau système :

« Actuellement les principaux bicéphalistes proposent une formule qui consiste à rebaptiser Conseil supérieur l'actuel Conseil de l'instruction publique, supposément destiné à représenter les parents (mais qui ne s'est réuni qu'une fois depuis 1908), et à lui laisser toute autorité dans le domaine pédagogique, quitte à faire payer les comptes par le ministre représentant du peuple » (*Pourquoi le bill 60*, 62).

Comme nous l'avons indiqué plus haut, des recommandations de la Commission d'enquête et des dispositions particulières du bill investissaient le Conseil supérieur d'une fonction précise : celle de représenter les éléments majeurs du corps social au sein du système d'éducation. Dans les termes mêmes de Gérin-Lajoie :

« Le Ministère de l'éducation, lui, comporte un autre élément essentiel, le Conseil supérieur qui, à la démocratie directe assurée par le suffrage universel, ajoute un mécanisme de démocratie organique. Avec le développement de la société, il faut s'attendre à voir la démocratie inventer des formes de consultation permanente ... La démocratie n'est pas l'application dure et implacable des droits d'une majorité : ce ne serait là que l'application des droits du plus fort. La démocratie, c'est le respect des vœux de tous les secteurs de la population, même des minorités, grâce à des mécanismes de correction. Le Conseil supérieur est un de ces mécanismes de correction » (*Pourquoi le bill 60*, 85).

Les dispositions du bill à l'égard du Conseil lui permettraient-elles de remplir adéquatement cette fonction de représentation ? Ce furent surtout ceux qui réclamaient pour certains groupes une meilleure représentation qui s'interrogèrent à ce propos. Plusieurs tirèrent en effet de cette fonction du Conseil un argument en faveur de l'accroissement de son autorité ; d'autres, au contraire, étaient d'avis que le projet de loi était suffisamment explicite à cet égard. Parmi les premiers, se rangèrent surtout les organismes désireux d'accroître la représentation des protestants et des catholiques de langue anglaise. Parmi les seconds, se trouvaient ceux qui souhaitaient la nomination au Conseil de représentants des étudiants, des agnostiques et des Juifs. Pour sa part, le président de la Confédération des syndicats nationaux exprimait la crainte que si trop de discrétion était accordée au gouvernement dans la désignation des membres du Conseil, « le rôle de celui-ci ne soit réduit à celui d'informateur de l'opinion publique » (*L'Action*, 29/5).

Nombre d'associations et d'individus d'orientation négative paraissaient de toute façon n'avoir qu'une confiance limitée en la vertu des mécanismes de contrôle prévus pour sauvegarder la confessionnalité. Ainsi, pour Yves Prévost, seule « la nomination d'un surintendant de l'éducation », procurerait une garantie adéquate. Et comme nous l'avons vu, c'est parce qu'il jugeait la politique suspecte qu'il réclamait le maintien de cette ancienne autorité. Il ajoutait en effet : « Ce personnage indépendant pourrait être un trait d'union entre la politique et l'éducation », (*La Presse*, 27/5).

D'autres réclamèrent qu'une déclaration solennelle de principes, une sorte de déclaration des droits des Églises, soit incorporée au bill de façon à garantir formellement la reconnaissance par l'État des droits inaliénables, notamment de l'Église, en éducation. L'Assemblée des évêques concrétisera ce vœu assez général en formulant les quatre points de principes qui servent de préambule au bill révisé.

Pour ceux - un petit nombre - qui trouvaient déjà excessives les garanties confessionnelles inscrites dans le bill 60, ces requêtes de protections additionnelles apparaissaient comme une manœuvre destinée à imposer la suprématie et l'autorité ecclésiastique sur l'autorité civile. Aussi la déception de ces associations qui avaient préconisé une « séparation plus complète des juridictions » fut-elle vive lorsqu'ils prirent connaissance du bill 60 amendé. Celui-ci, en effet, retenait certaines suggestions tendant à amplifier les contrôles ecclésiastiques déjà prévus dans la version originale du bill. « Le Ministère de l'éducation sera un pseudo-Ministère », affirmèrent les représentants de la Presse étudiante nationale (*Le Devoir*, 23/1/64). « Un Ministère d'État va gouverner des écoles d'Églises », enchaînèrent les porte-parole du Mouvement laïque de langue française (*Le Devoir*, 25/1/64).

Ces points de vue n'exprimaient pas cependant la position de la majorité des partisans du bill 60. Jean Marchand, président de la Confédération des syndicats nationaux, résumait une opinion assez commune lorsqu'il déclarait :

« À partir du moment où vous acceptez que les écoles catholiques soient confessionnelles, vous devez accepter aussi que l'on accorde des prérogatives à ceux qui ont la charge de cette confessionnalité. C'est fatal » (*Le Devoir*, 25/1/64).

Lorsqu'ils s'exprimaient sur les relations de l'Église et de l'État, les partisans du bill cherchaient en même temps à dissiper les craintes de plusieurs concernant les garanties religieuses et à faire partager leur conviction que, pour être une mesure progressive, le projet de loi devait permettre la création d'un « vrai Ministère ». Par « vrai Ministère », ils entendaient un système où les responsabilités et les prérogatives dans le domaine de l'éducation, tout en étant réparties entre un certain nombre d'organismes, convergeraient finalement vers une seule personne, le ministre, à qui incomberaient la coordination et la direction des efforts communs.

Le Rapport de la Commission d'enquête déplorait la dualité de structures du système en vigueur d'où résultait « l'équivalent de deux Ministères responsables de l'éducation : le Ministère de la Jeunesse et le Département de l'instruction publique, le premier placé sous l'autorité d'un ministre, le second sous celle d'un surintendant qui a rang de ministre sans en avoir le titre et sans siéger à l'Assemblée législative » (Rapport, 90). Dans sa clairvoyance, Sœur Marie-Laurent-de-Rome, au lendemain de la publication du Rapport de la Commission d'enquête, prévoyait que des partisans du régime traditionnel prendraient prétexte de la nécessité d'accorder au Conseil supérieur une juridiction adéquate pour tenter de maintenir la dualité des autorités au sein du nouveau système d'éducation.

Au sujet de la possibilité d'établir « un système bicéphale, où le ministre aurait autorité sur les questions administratives et le Conseil sur les questions pédagogiques », Sœur Marie-Laurent-de-Rome se disait convaincue « qu'il est impossible de séparer les deux domaines, et qu'il y aurait constamment des querelles de juridiction 2, (*La Tribune*, 6 mai). Le risque d'en arriver à un « système bicéphale » en éducation : ce fut là l'argument majeur que les partisans du bill 60 devaient formuler à l'adresse de ceux qui, soucieux d'empêcher l'État d'empiéter sur les prérogatives de l'Église, préconisaient l'émiettement de l'autorité et la multiplication des contrôles dans le domaine de l'éducation.

IV

La liberté de conscience et les droits de groupements minoritaires.

La plupart des participants au débat acceptaient que le nouveau système d'éducation sanctionnât la confessionnalité. Là cependant s'arrêtait l'accord des points de vue. À peu d'exceptions près, les opposants affirmaient que le bill, loin de garantir la confessionnalité des écoles, allait conduire à la laïcisation de l'enseignement et même mettre les neutres et les agnostiques à la tête du système d'éducation. Les

partisans, au contraire, se disaient convaincus que le bill protégeait généreusement la confessionnalité.

Rares parmi les opposants furent ceux qui dans leur argumentation abordèrent le thème de la liberté de conscience. L'obligation pour l'État de respecter les écoles confessionnelles - obligation que personne ne contestait - représentait pour eux une raison amplement suffisante justifiant leur position. Réclamer la liberté de conscience pour les catholiques de langue française et les protestants de langue anglaise - liberté que personne non plus ne contestait - aurait été dans leur cas une prise de position redondante et aurait affaibli plutôt que renforcé leur argument fondamental qui était fondé sur les dispositions de l'article 93 de la constitution canadienne et sur la notion des droits acquis. Et peu d'entre eux parurent s'inquiéter du sort des autres, c'est-à-dire des non catholiques et des non protestants.

Par contre, parmi les partisans du bill, un certain nombre s'interrogèrent sur les droits des groupements minoritaires et par ce biais abordèrent la question de la liberté de conscience. Parmi eux, certains reprochèrent même au bill 60 de n'être pas suffisamment explicite sur ce point. Ainsi, le Mouvement laïque de langue française :

« ... le Mouvement laïque de langue française déplore que le bill 60, après avoir admis les droits des partisans de l'école confessionnelle, n'ait tenu compte en aucune façon des droits des partisans de l'école non-confessionnelle qui groupent une minorité suffisamment importante de catholiques, de protestants, de juifs, de non-religieux, etc ». (*Suggestions au premier ministre*)

Dans ses suggestions, la Commission politique de la fédération du parti libéral allait dans le même sens :

« Tout en reconnaissant qu'il n'y a pas lieu de modifier le caractère confessionnel de notre système scolaire actuel, la Commission croit que l'on doit faire une place à l'enseignement non-confessionnel afin de rendre justice aux parents qui n'appartiennent pas aux églises catholiques ou protestantes ».

Et c'est sur un argument d'intérêt national que la Commission fondait sa position :

« Outre ce souci primordial de justice, l'on peut invoquer également le besoin de créer certaines écoles non-confessionnelles de langue française, afin d'éviter que se perpétue la pratique actuelle de nombreux parents qui préfèrent envoyer leurs enfants à l'école anglaise protestante plutôt que de les soumettre à un enseignement religieux qu'ils désapprouvent, pratique dont souffre grandement la diffusion de la langue française, au détriment de la nation canadienne-française ».

Et, afin de garantir les droits des neutres, la Commission recommande « la création d'un Comité non-confessionnel en plus des Comités catholique et protestant » (*Suggestions au premier ministre*).

Rappelons que c'est au nom de la liberté de conscience que quatre organisations étudiantes, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, l'Association générale des étudiants de Laval, la Fédération de l'association générale des étudiants des collèges classiques du Québec, et la Presse étudiante nationale, s'opposaient aux amendements proposés par l'Assemblée des évêques et réclamaient la reconnaissance des droits des Juifs et des neutres.

Toutes ces associations reprochaient surtout au bill 60 d'ignorer les droits des neutres et des Juifs et de ne pas avoir prévu une représentation de ces groupes dans les rouages du nouveau système, notamment au Conseil supérieur. Ce reproche était-il justifié ?

Sans doute le bill 60 était loin d'être explicite sur les droits de ces deux groupes minoritaires. Mais pouvait-on s'étonner de l'absence de précisions dans le bill sur ces questions quand le Rapport de la Commission d'enquête lui-même les passait sous silence ? Dans une conférence de presse, le président de la Commission d'enquête, Mgr Alphonse-Marie Parent, revenait sur une déclaration d'un communiqué

de presse de la Commission qui se limitait à l'énoncé que les commissaires

« ne veulent évidemment pas ignorer les demandes qu'on leur a faites pour établir de nouvelles divisions (i.e. autres que catholique et protestante) et ils ont l'intention de revenir plus tard sur les aspects sociaux et légaux de cette question ».

Dans sa déclaration, Mgr Parent disait que le problème des Juifs et des neutres « serait étudié au cours des prochains mois » et ferait l'objet de recommandations spécifiques dans un autre volume du Rapport (*La Presse*, 23/5).

En d'autres termes, dans le Rapport et dans le bill, la question n'était pas tranchée dans un sens ou dans l'autre.

Aussi, quelques-uns félicitèrent l'Assemblée des évêques d'avoir recommandé, dans sa déclaration du 29 août, l'insertion dans le bill de principes garantissant de façon explicite la liberté de conscience ²¹. Ainsi les porte-parole des quatre groupements étudiants :

« Nous voyons avec satisfaction que non seulement les droits des catholiques et des protestants sont ainsi explicitement inscrits dans la loi, mais qu'y sont aussi contenus, par le fait même, ceux, depuis longtemps ignorés, des minorités juives et neutres. C'est assuré définitivement le respect de la liberté de conscience. C'est aussi reconnaître non seulement le droit des évêques d'intervenir pour protéger les intérêts des catholiques mais

²¹ Le bill 60 révisé incorpore textuellement la déclaration de principes que suggérait l'Assemblée des évêques. Cette déclaration se lit comme suit : « (a) Du droit pour tout enfant de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité ; (b) du droit des parents de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants ; (c) du droit pour les personnes et les groupes de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins ; (d) des attributions reconnues au Conseil supérieur de l'éducation aux Comités catholique et protestant ainsi qu'aux commissions instituées à cette fin ».

aussi, le droit de tout autre groupe de faire de même » (*Suggestions au premier ministre*).

Si les associations et les individus d'orientation positive insistent surtout sur les droits des Juifs et des neutres et cela au nom de la liberté de conscience, les associations et les individus d'orientation négative, par contre, réclament le respect des prérogatives des protestants et des catholiques de langue anglaise au nom de la constitution canadienne et des droits acquis de même que le respect des droits intangibles des parents. Ainsi le Comité protestant du Conseil de l'instruction publique après avoir admis que « le Ministère de l'éducation et le Conseil de l'éducation doivent agir comme entités et ne pas se partager sur toutes les questions suivant la confessionnalité comme dans le passé », ajoute cependant :

« Le Comité croit souhaitable que certaines garanties soient comprises dans la législation proposée pour assurer à la minorité protestante - et, évidemment, à la majorité catholique romaine - les droits et les libertés constitutionnelles que leur accordait en 1867 la loi de l'Amérique Britannique du Nord et dont ils jouissent depuis » (*Suggestions au premier ministre*).

La *Provincial association of protestant teachers of Quebec*, soulignant que dans le passé cette association a été directement représentée au sein du Comité protestant du Conseil de l'instruction publique, réclame que cette représentation soit assurée dans les nouvelles structures et qu'un membre de l'association siège au Conseil supérieur.

Dans le même sens, les *Quebec association of protestant school administrators*, après avoir déclaré que « certains changements dans le contenu et les implications du bill 60 sont essentiels pour assurer la survivance de l'éducation protestante », réclament l'insertion dans le bill de plusieurs clauses protectrices, notamment un plus haut degré de contrôle par les Comités catholique et protestant sur les programmes et les livres de classe l'accroissement des compétences accordées aux sous-ministres associés de foi catholique et protestante, une représentation protestante au sein du Conseil supérieur égale à la moitié des

membres catholiques et le droit pour les membres protestants, dans les cas où une majorité d'entre eux serait en minorité au Conseil, de soumettre un rapport indépendant au ministre (*Suggestions au premier ministre*).

Des participants d'orientation négative tirèrent de la question des droits des protestants un argument contre le bill 60. Ainsi Albert Gervais, déplorant « le sort que le bill réserve aux protestants » réclamait des modifications dans le texte de loi de façon à ce que la confessionnalité de l'éducation soit pleinement garantie (*Le Devoir*, 28/10).

Notons qu'en général ceux qui réclamèrent des garanties accrues pour les protestants en profitèrent pour demander une meilleure protection des écoles confessionnelles, catholiques comme protestantes.

Signalons aussi que ces participants, conformément à une longue pratique institutionnelle, identifiaient implicitement la confession protestante à la langue anglaise. Reconnaisant ce fait, les porte-parole des quatre organismes étudiants, dans leur mémoire déjà cité, dénoncent la reconnaissance dans le bill des droits acquis des protestants de langue anglaise. L'existence par le passé de ces droits privilégiés a eu selon eux plusieurs conséquences néfastes

« N'est-ce pas grâce à ce cloisonnement (i.e. entre les deux systèmes catholique et protestant) que les Anglo-protestants ont pu s'édifier un véritable fief dans notre système d'enseignement et ainsi acquérir une influence et jouer un rôle sans aucune mesure avec leur importance numérique réelle ?

Ce cloisonnement ne s'est-il pas en outre révélé injuste avec le temps pour les protestants francophones et cela dans leur propre État national ?

Il est incontestable que de trop grands privilèges accordés aux protestants anglophones ont eu des conséquences tragiques pour la majorité française. Le système pseudo-confessionnel protestant a permis, en pratique, l'assimilation aux groupes anglais, de milliers de Juifs et encore davantage de néo-canadiens, parmi ceux mêmes dont l'origine latine indiquait nettement une attirance vers l'élément francophone.

Pareille situation doit cesser, car elle est incompatible avec la politique de grandeur qui vise à l'épanouissement de notre culture nationale et de notre émancipation économique » (*Suggestions au premier ministre*).

Mais cette intervention, pour révélatrice qu'elle soit d'un certain état d'esprit, demeura isolée dans le débat sur le bill 60.

Outre le respect des droits des protestants, des adversaires du bill réclamèrent aussi une meilleure reconnaissance des droits des catholiques anglophones. La *Federation of catholic parent-teachers associations of Quebec* après s'être déclarée favorable au principe d'un ministère ajoute :

« La Fédération est d'avis que le système d'écoles élémentaires, d'écoles secondaires et d'écoles normales anglo-catholiques doit être reconnu par la loi. Nous croyons que pour sauvegarder de façon adéquate les droits des catholiques anglophones, il est essentiel d'insérer des garanties spécifiques dans le texte de loi. Ces garanties doivent assurer que les catholiques anglophones soient adéquatement représentés dans le Ministère, le Conseil supérieur de l'éducation et sur les autres Comités consultatifs que le bill prévoit » (*Suggestions au premier ministre*).

V

Les droits des parents

Les commissaires, recommandant que « des personnes devraient pouvoir parler à titre de pères ou mères de famille » aux séances du Conseil supérieur, écrivaient à propos du rôle des parents en éducation jusque-là :

« Les parents n'ont pas eu jusqu'ici beaucoup à dire dans le système scolaire du Québec. Ce n'est que depuis 1961 qu'ils ont obtenu comme tels le droit d'élire les commissaires d'école, sans pour autant être éligibles. Tout cela explique sans doute la faiblesse des groupements de parents, encore à l'état d'ébauches ; aucune de ces associations ne semble à l'heure actuelle assez largement représentative des parents de toute la province » (*Rapport*, 109).

Les commissaires entendaient donc restituer aux parents un droit que, selon eux, ils n'avaient pas exercé dans le passé. Comment alors expliquer la levée de boucliers contre le Rapport et contre le bill qui se fit au nom du droit des parents ? Il importe d'ajouter toutefois que ceux qui dans leur opposition au bill 60 se réclamèrent du droit « intangible » des parents avaient le plus souvent à l'esprit « le droit des parents de procurer à leurs enfants une éducation chrétienne ».

Telle fut la position adoptée, entre autres, par l'Association des parents-maîtres du diocèse de Sherbrooke (*La Tribune*, 1/6), la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec (*Le Devoir*, 10/6) et par l'Union catholique des cultivateurs (*Suggestions au premier ministre*). D'autres, tels François-Albert Angers (*Le Devoir* 31/8) et Mgr Georges Cabana (*Le Devoir* 21/8), dans leur opposition au bill, rappellent les droits des parents face à l'État. Yves Prévost résumait apparemment les vues de plusieurs lorsqu'il déclarait : « Le bill 60, dans sa forme actuelle, constitue une grande tragédie pour nos enfants » (*Le Devoir*, 4/7).

Paul Gérin-Lajoie s'insurgea contre le recours, par les adversaires du bill, au droit des parents. Selon lui, l'exploitation de ce thème par ces derniers était mensongère et abusive :

« Dans le débat qui a entouré la naissance prochaine du Ministère, aucuns droits n'ont été ni plus souvent ni plus violemment défendus que ceux des parents. Or, depuis cent ans, le système actuel prouve qu'il peut y avoir un abîme entre les principes et leur application... Les laïques appelés à participer au fonctionnement du système étaient nommés par le gouvernement, pour des considérations souvent fort étrangères à leur caractère de parents. On vantait, par exemple, la vocation éducatrice de la mère, mais on n'a jamais fait siéger aucune femme au Conseil qui régissait l'orientation toute entière de l'éducation... Jusqu'à tout récemment, les parents n'avaient aucune façon de surveiller, directement ou indirectement, l'éducation de leurs enfants, sinon en les confiant, à grands frais, à des institutions privées ... Il est regrettable que certains des défenseurs les plus acharnés du *droit des parents* se recrutent parmi des gens qui n'ont pas élevé la voix une seule fois dans le passé, alors qu'ils étaient confortablement installés

dans les structures de l'ancien système scolaire » (*Pourquoi le bill 60*, 104-5).

Puis le ministre affirme que ces zélés défenseurs du droit des parents devraient en fait appuyer le bill 60 qui assure enfin à ces derniers de façon concrète, par l'intermédiaire du ministre responsable et par le Conseil supérieur, un droit de regard sur l'éducation.

Des associations et des individus d'orientation positive exploitèrent parfois à leur avantage le thème du droit des parents en éducation. C'est ainsi que le Mouvement laïque de langue française soulignait que le respect intégral du droit des parents supposait la reconnaissance de la liberté de conscience. Selon le Mouvement, en effet :

« Chaque parent a le droit inaliénable de faire éduquer ses enfants dans le respect de ses convictions » (*Suggestions au premier ministre*).

On a vu que quatre organismes étudiants adoptèrent une position similaire et citèrent le principe énoncé dans la déclaration de l'Assemblée des évêques qui proclamait le « droit des parents de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants ».

Le bill 60 et la société québécoise
Deuxième partie : les idéologies

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Dans la partie que nous venons de compléter, nous avons décrit avec minutie, sans pour autant épuiser la matière à notre disposition, les positions des participants qui étaient de nature à exprimer leurs convictions idéologiques. Que pouvons-nous conclure d'un tel ensemble de propos visant tant de thèmes divers, les uns d'une importance capitale pour la culture et le système social, les autres au contraire insignifiants au point de paraître triviaux ? Dans notre conclusion générale, nous présenterons des jugements d'ensemble sur la nature et la portée des idéologies qui se sont dégagées au cours du débat sur le bill 60. À ce point de nos exposés, quelques observations vont suffire.

Pour permettre une juste appréciation de la qualité des jugements que nous avons reproduits dans les pages précédentes, il est bon de rappeler que ces jugements furent émis au cours d'une campagne de pression fort animée, centrée autour d'un projet de loi et non pas à l'occasion de colloques ou de conférences académiques. Des intérêts précis souvent étaient directement en jeu. Et plus profondément, il s'agissait d'une confrontation considérée comme décisive de conceptions opposées du monde et de la vie. Les circonstances expliquent que les points de vue formulés aient été souvent à courte vue et aient

manqué de souffle. Mais la chaleur des sentiments et l'intensité des convictions ont, croyons-nous, largement compensé la médiocrité fréquente des niveaux de perception.

Dans nos exposés nous avons accordé beaucoup plus d'importance aux propos de Paul Gérin-Lajoie qu'aux analyses et aux recommandations du Rapport de la Commission d'enquête. Il nous a paru inopportun de nous arrêter longuement sur le Rapport de la Commission. En effet, bien que ce dernier ait matériellement été à l'origine du débat puisqu'il préconisait la création d'un Ministère de l'éducation et bien qu'il ait inspiré les partisans et servi de cible aux opposants, il n'en reste pas moins que, par la période où il fut rédigé, par son style et par son intention même, il n'appartient pas directement au débat sur le bill 60. Par contre, les propos de Paul Gérin-Lajoie, qui par bonheur furent rassemblés et publiés sous forme de livre, ont été émis dans le feu même de l'action. Ministre de la Jeunesse et parrain du bill, Paul Gérin-Lajoie fut aussi le principal défenseur du projet. Au cours de l'été 1963, dans une tournée mémorable qui le conduisit dans diverses régions du Québec, il consacra des dizaines de discours, de conférences et d'entretiens, devant des groupes nombreux ou restreints, dans le but non seulement de justifier le bill 60 mais aussi et bien davantage de discuter des objectifs et des problèmes de l'éducation²². Principal point de mire des partisans et des adversaires, Gérin-Lajoie se tint durant tout le débat à la toute première ligne de feu. Ses propos, bien qu'ils révèlent une incontestable pénétration des questions abordées, trahissent aussi l'homme d'action se portant à la défense d'un projet contesté qui lui tient à cœur. Cette circonstance accroît à nos yeux la valeur des propos du ministre du point de vue qui nous occupe. On a pu constater dans les pages précédentes que les défenseurs du bill 60 ont fréquemment repris pour leur propre compte les idées du ministre

²² Voir à ce sujet notre article : « La tournée de Gérin-Lajoie a manifesté la foi profonde du ministre dans la démocratie », *Le Magazine MacLean*, octobre 1963. Cet article a été reproduit, à la demande du ministre, en guise de préface à son livre : *Pourquoi le bill 60*.

et que c'est souvent par référence à celles-ci que les adversaires réagissaient défavorablement. C'est sans conteste Paul Gérin-Lajoie qui a polarisé le débat en ce qui touche plusieurs des thèmes idéologiques.

Nous nous sommes efforcé de présenter de façon équitable les vues des adversaires et des partisans du bill 60. Nous savons par nos analyses antérieures qu'adversaires et partisans se recrutaient parmi des groupes sociaux différents : parmi les premiers, on remarque surtout les porte-parole de l'idéologie clérico-nationale, les enseignants aux niveaux élémentaire et secondaire, les administrateurs, les groupements de parents, les collaborateurs des revues nationalistes et les évêques ; parmi les seconds, les porte-parole d'idéologies laïques, les professeurs d'université, les étudiants et les représentants d'associations syndicales. Les hommes politiques se départagent selon leurs tendances partisans, les libéraux étant favorables et les membres de l'Union nationale étant opposés. Quant aux religieux, ils favorisent ou non le bill selon qu'ils sont d'orientation « progressiste » ou « intégriste ».

Il serait vain de chercher à dégager des propos des participants des images précises d'un système social idéal ou actuel. Il s'agissait pour eux de propager une « cause », ou de défendre un intérêt et non pas d'exposer une philosophie sociale systématique. Malgré tout, les positions tenues, selon nous, concrétisent assez bien la polarité des idéologies selon les lignes du conservatisme et du progressisme.

Les adversaires du bill 60, par la force des choses et à l'encontre parfois de leurs prémisses, étaient conduits à défendre le *statu quo*. Et pour justifier leurs préférences pour le régime existant, ils ne faisaient pas appel à des arguments tendant à prouver que celui-ci était en lui-même le meilleur régime possible, ou même simplement un bon régime. Ils se réclamaient d'une tradition sacrée et inviolable. Chez eux, on découvre peu de larges perspectives sur le monde et la vie. On discute beaucoup de la confessionnalité des écoles et du droit des parents en éducation mais il est rare qu'on se préoccupe d'insérer l'école dans

le milieu social qu'elle doit servir. En réalité, la question de l'éducation n'est, par eux, que peu abordée en elle-même, soit que les réponses à cette question leur paraissent déjà connues ou soit encore que l'éducation elle-même ne leur semble pas constituer un phénomène social primaire, mais plutôt une réalité au service de valeurs supérieures, c'est-à-dire la religion ou encore la nation.

Par contre, les partisans du bill justifient généralement leur position au nom des exigences de l'évolution. Pour eux, le Québec obéit aux lois d'une dynamique qui agit aux dimensions de la société occidentale. Ils désirent, bien sûr, protéger la confessionnalité et les autres valeurs associées à la tradition. Mais l'éducation leur apparaît comme un outil ayant sa fonction et sa destination propres : accorder le Québec aux conditions et aux exigences du monde moderne.

Respect des traditions ou valorisation du changement : deux attitudes opposées qui manifestent l'emprise du conservatisme ou l'adhésion au progressisme. Deux états de société, deux périodes historiques qui se croisent. Deux orientations de pensée qui s'affrontent sans que ne se poursuive de dialogue. Adversaires et partisans du bill 60 échangent beaucoup de coups mais presque toujours à bonne distance les uns des autres. Le contact ne s'établit pas vraiment entre eux. Ils ne sont pas à la même heure ; ils n'opèrent pas sur la même longueur d'onde.

Le bill 60 et la société québécoise

Troisième Partie

L'influence

[Retour à la table des matières](#)

Le bill 60 et la société québécoise
Troisième partie : l'influence

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Sous une forme ou sous une autre, la notion d'influence est au centre de la philosophie politique traditionnelle. Elle constitue également l'un des concepts-clé des théories politiques récentes. Et pourtant, dans tout le vocabulaire des sciences de l'homme, il se trouve peu de termes aussi imprécis.

Plusieurs, en effet, ne font aucune distinction entre « influence », et des notions comme « autorité » et « pouvoir ». Ces expressions étant, à leurs yeux, synonymes, ils se laissent guider, pour leur emploi, par de simples considérations littéraires.

D'autres encore emploient le terme « influence » pour signifier les facteurs externes qui agissent sur un processus, un événement ou encore la vie des hommes. Ils mettent alors généralement le mot au pluriel. C'est ainsi qu'on dit d'un homme politique qu'il est soumis à de « nombreuses influences ».

D'autres, enfin, entendent par influence une forme spécifique de rapports selon lesquels l'action d'une réalité pèse sur le comportement

d'une autre réalité. Ainsi parle-t-on de l'influence d'un astre, d'un événement ou d'une personne sur un autre astre, événement ou personne.

La signification du terme lui-même étant peu précise même dans le vocabulaire scientifique, c'est sans surprise que nous constatons que dans les travaux sur le sujet, les méthodes servant à déterminer l'influence sont rudimentaires et peu sûres. Pendant longtemps, on s'est contenté de traiter de « l'influence » d'une manière très formelle et en créant souvent même, de façon plus ou moins consciente, l'impression que la réalité que ce terme voulait cerner avait quelque chose de magique ou de mystique.

Plus récemment, des travaux, sociologiques surtout, se sont attachés à la reconstitution de la « structure d'autorité » ou de la « structure du pouvoir » dans une société, un groupe ou encore une « community ». Le procédé le plus fréquemment utilisé consiste à construire un « échantillon » plus ou moins rigoureux de « juges » à qui les enquêteurs demandent de dresser une liste nominale des personnes « les plus en vue », les plus « prestigieuses », ou les plus influentes » de leur société, groupe ou « community ». La désignation elle-même se fait selon des critères généralement définis par la détention de positions réputées de « puissance » ou d'« autorité ». Des compilations et des analyses des listes, il résulte une hiérarchie de noms et de statuts qu'on appelle respectivement « élite du pouvoir » et « structure du pouvoir ».

Plusieurs sources d'erreurs, liées à l'ambiguïté des concepts et de la réalité scrutée, résultent de ce procédé élémentaire. Toute la portée des conclusions se trouve reposer finalement sur la valeur d'objectivité des choix fort subjectifs des « juges ».

Même à la suite d'opérations statistiques et d'analyses des données compliquées, il est difficile de se prononcer sur la nature exacte des phénomènes étudiés.

Comment savoir s'ils définissent une hiérarchie d'autorité objective ou s'ils ne constituent pas simplement une sorte de systématisation plus ou moins savante du commérage sur les réputations d'un certain nombre d'individus ? L'alchimie, aussi compliquée soit-elle, des jugements subjectifs garantit-elle la neutralisation des stéréotypes, des préjugés et des ignorances parmi les informateurs ?

Ce genre d'analyse, à notre avis, conduit à des perceptions inadéquates ou même erronées de la réalité qu'on veut cerner, qu'on l'appelle par ailleurs « autorité », « pouvoir » ou « influence ». Elle conduit plus particulièrement à concevoir que cette réalité se cristallise dans une « structure », c'est-à-dire qu'elle se présente sous la forme d'un phénomène social constant, stable et univoque, quels que soient les ordres de questions ou d'activités envisagées ²³.

Plus récemment, la vogue, surtout américaine, des études sur les processus de décision a relancé les recherches sur une voie fort prometteuse. On étudie, non plus « l'influence » en général et dans l'abstrait, mais l'« influence » telle qu'elle se manifeste dans des situations précises et concrètes. La notion de « structure du pouvoir » fait place au concept, beaucoup plus dynamique et plus riche, de « champs » ou de « réseaux » d'influence.

L'influence se manifeste ainsi sous la forme de circuits fort nombreux et mobiles de liens inter-personnels et inter-groupes mettant en présence des agents politiques et des agents sociaux. Tels que perçus, ces circuits ne sont pas constants. Au contraire, on les voit se consti-

²³ D'autres, comme C. Wright Mills et John Porter, substituent, dans l'établissement de l'« élite de puissance », l'analyse documentaire à la technique des juges. Ils échappent ainsi au subjectivisme et autres lacunes propres à cette technique. Par contre, ils perçoivent eux aussi la distribution de l'influence comme figée dans une structure permanente. De plus, ils versent dans le formalisme et confondent l'influence effective avec la simple détention de positions de « commande ».

tuer, se transformer et se renouveler conformément aux caractères des processus de décision soumis à l'examen.

Bien que fort prometteuse, cette orientation nouvelle des études sur l'influence soulève des difficultés. Avant de nous engager nous-mêmes dans cette voie, il est opportun de mentionner les principaux écueils contre lesquels nous risquons de nous heurter.

Comme nous l'avons signalé dans notre introduction générale, les concepts de base qui servent à la reconstitution des circuits ou des réseaux d'influence, comme ceux d' « enjeux » et de « processus de décision », ont un statut scientifique précaire. Il faut, en outre, déplorer l'insignifiance d'un grand nombre des cas étudiés jusqu'ici et le caractère généralement banal et fort contestable des conclusions obtenues. Enfin, même les recherches sur les processus de décision n'ont pas sensiblement réduit l'imprécision du concept d'influence lui-même.

Malgré tous les aléas de l'entreprise, nous allons quand même, dans la présente partie, emprunter cette dernière méthode d'analyse. Les risques inhérents à toute autre démarche d'ailleurs, on l'a vu, seraient encore plus considérables.

Finalement, le problème de l'influence dans les processus de décision se pose de la façon suivante : quels pourraient être les groupes et les individus qui, tout en étant vitalement et immédiatement visés par un acte ou un projet de nature politique, se trouveraient, au moment opportun, stratégiquement en position de faire sentir leur présence, tant par l'ampleur des ressources à leur disposition que par leur facilité d'accès auprès des centres politiques décisifs ? Dans le cas qui nous occupe, la question est de savoir qui a influencé quoi, pourquoi et comment au cours du débat sur le bill 60 ?

La réponse à la question ainsi posée est complexe. La majorité des travaux sur les processus de décision aboutissent généralement à de vagues suppositions ou, tout au plus, à des conclusions hypothétiques.

La conscience de la précarité de notre position à ce point de notre étude nous incite à procéder avec circonspection. Aussi, avant de nous engager dans la reconstitution du réseau d'influence que la campagne du bill 60 a dégagé, nous allons définir notre principal outil d'analyse, c'est-à-dire le concept d'influence lui-même.

Par influence, nous entendons l'efficacité relative de la participation d'un agent à la définition des buts, au choix des règles du jeu et aux prises de décision dans un processus social. Pour établir cette efficacité relative nous recourrons à trois mesures que nous appellerons respectivement l'autorité, le prestige et le pouvoir ²⁴.

La première mesure de l'influence, c'est l'autorité. Celle-ci consiste dans la légitimité plus ou moins reconnue de l'intervention d'un agent dans une situation donnée. L'autorité d'un agent comporte des degrés, définis selon les caractères des indices de légitimité : règles et normes plus ou moins formelles ; consensus plus ou moins explicite. Parfois elle se prescrit dans un code ou un texte de loi. D'autres fois elle découle d'une coutume fermement établie. Souvent même, comme dans le cas d'agents sociaux, l'autorité n'est que présumée et se déduit de l'absence de contestation, de la part des autres agents, de la légitimité des rôles remplis et des prérogatives revendiquées par un individu ou un groupe.

²⁴ La notion de pouvoir est l'objet d'un débat animé entre spécialistes, surtout de la science politique. Il est incontestable que cette notion est employée à la légère et de façon abusive. On appelle fréquemment « pouvoirs » les centres de décision autour desquels individus et groupes gravitent et en fonction desquels ils utilisent leurs ressources dans le but d'obtenir une influence dans le déroulement d'un processus. Par extension, on entend par « pouvoirs », les catégories elles-mêmes de ressources utilisées dans l'exercice d'une influence. C'est à ce double usage que renvoient des expressions courantes comme « pouvoir politique », « pouvoir économique », et « pouvoirs sociaux ». Nous n'avons aucune objection à ces emplois du terme, à condition qu'on admette que celui-ci est alors conçu d'une manière synthétique et non pas opérationnelle. Dans l'exposé qui va suivre, le pouvoir sera considéré comme un des attributs des agents politiques ou sociaux et, de la sorte, comme l'une des trois mesures de l'influence - les deux autres étant l'autorité et le prestige.

Le prestige, la deuxième mesure de l'influence, consiste dans l'estime ou la réputation plus ou moins grande dont jouit un agent auprès d'autres agents. Cette estime prend plusieurs formes ; elle peut résulter d'un jugement laudatif ou dépréciatif sur l'agent lui-même ; elle peut être le fruit d'une appréciation de ses attitudes, de sa conduite ou de sa compétence ; elle peut enfin découler d'une évaluation de la dignité ou de l'utilité de la fonction sociale que cet agent remplit. Cette estime varie aussi selon les circonstances et selon les individus. En d'autres termes, le prestige d'un agent est fonction du degré d'estime que nourrissent à son endroit d'autres agents dans une situation donnée.

La troisième mesure de l'influence, pour nous, c'est le pouvoir. Le pouvoir, tel que nous l'entendrons ici, consiste dans l'utilisation plus ou moins effective des ressources à la disposition d'un agent en vue d'induire un autre agent à modifier sa façon de voir ou son comportement dans une direction pré-déterminée au cours d'un processus de décision. Ainsi défini, le pouvoir comprend quatre composantes majeures : en premier lieu, les moyens dont un agent dispose pour obtenir l'effet souhaité : argent, informations, alliés, nombre d'adhérents, possession d'outils de représailles ou de violence et ainsi de suite ; en second lieu, l'accessibilité relative de l'agent dont il désire modifier les vues ou le comportement ; en troisième lieu, le degré de netteté avec laquelle l'agent perçoit l'enjeu du processus de décision ; en quatrième lieu, enfin, l'intérêt que cet enjeu représente pour les deux agents, celui qui fait la pression et celui qui la subit.

Par ailleurs, soulignons que le pouvoir d'un agent est lié à son autorité et à son prestige. Mais c'est à tort qu'on le considérerait comme une simple fonction de l'autorité ou du prestige, ou au contraire, comme un phénomène social pratiquement identique à l'effet qui en résulte, c'est-à-dire à l'influence elle-même. Répétons un caractère spécifique de la notion de pouvoir telle que nous l'entendons ici : il s'agit de l'utilisation effective des ressources à la disposition d'un agent. Un agent qui disposerait d'une grande autorité et d'un grand

prestige mais qui, dans une situation donnée, ne mettrait pas en œuvre les ressources à sa disposition, serait sans influence apparente. Le pouvoir, c'est le moteur de l'influence. C'est l'énergie qui actionne les rouages de l'influence qui sont l'autorité et le prestige. Si cette force n'est pas mise en mouvement, le circuit de l'influence tout entier reste inerte.

En outre, dans une contestation, aucun agent ne dispose d'un monopole des sources du pouvoir. Un agent peut être spécialement bien pourvu sous certains aspects mais plus ou moins démuné sous d'autres aspects. La possession par un agent, considéré en général peu puissant, de certains atouts stratégiques dans une situation donnée, peut lui procurer une influence jugée, sous tous les autres rapports, disproportionnée. De la sorte, les confrontations se font pratiquement entre agents possédant à des degrés divers les quatre composantes majeures du pouvoir. La direction de la pression résultant de l'exercice du pouvoir n'est donc pas à sens unique. Règle générale, aucun agent ne dispose d'un monopole de pouvoir, c'est-à-dire de toutes les ressources existantes dans un cas donné et à un moment donné. Par conséquent, la capacité et la volonté d'un agent de mettre en œuvre ses ressources propres pour faire échec à une tentative d'influence de la part d'un autre agent constituent une manifestation également essentielle du phénomène du pouvoir. Un processus de décision, c'est une épreuve de forces, c'est souvent un duel. Il est rare que ce soit purement et simplement un assassinat.

Jusqu'ici, nous avons considéré la campagne du bill 60 sous l'angle de l'enjeu et par rapport aux idéologies qui s'y sont heurtées. Ce n'est qu'au passage que nous avons soulevé certaines questions se rapportant au réseau d'influence qui s'en dégageait. Mais le débat constitue aussi un processus de décision exemplaire : le dépôt du bill, son retrait, le dépôt et l'adoption d'un nouveau bill constituent les principaux jalons de ce processus. Chacun de ces jalons a représenté pour les individus, les associations et le gouvernement lui-même, autant de moments critiques. À ces divers moments, les participants ont plus ou

moins cherché à influencer la prise des décisions. À cette fin, ils ont exploité à des degrés divers les ressources à leur disposition et ils ont mis à point des stratégies susceptibles de leur procurer une position favorable par rapport aux autres concurrents.

La campagne du bill 60 constitue un long processus dont le déroulement, tantôt lent et tantôt précipité, se découpe en étapes dont chacune a requis une décision spécifique. Le débat met ainsi à notre disposition une riche substance qui justifierait une étude complète et distincte de chaque étape. Une telle étude toutefois nous entraînerait à des considérations marginales à notre but principal. Au lieu de nous arrêter sur les détails du processus, nous allons plutôt viser à des appréciations d'ensemble. Sans doute, au cours de notre analyse, nous ferons mention des divers moments : non pas par souci du détail mais dans le dessein de faire la lumière sur la situation générale.

Outre sa longue durée et son découpage en étapes, il y a un autre aspect du débat dont il faut tenir compte pour juger de sa portée comme processus de décision. Il a en effet mis en présence trois catégories différentes de participants : le gouvernement, les associations libres et l'Assemblée des évêques ²⁵. S'il y a eu partage de l'influence dans le processus, c'est entre ces trois catégories qu'il s'est fait. En supposant effectivement au départ que, dans la campagne du bill 60, chaque catégorie a obtenu une certaine influence, nous allons nous interroger sur les conditions et la dimension de chaque facteur d'influence. Cette interrogation va nous conduire à poser plusieurs ordres

²⁵ En toute rigueur, il faut mentionner une quatrième catégorie : les individus. Nos tableaux font état du comportement de quarante-trois individus. Il nous est donc, en principe, relativement facile de mesurer l'influence qu'ils ont pu exercer dans le déroulement du débat. Toutefois les individus n'ont pas eu un comportement qui leur fût propre en tant que catégorie spécifique. L'influence qu'ils ont pu avoir, ils l'ont exercée soit à titre personnel ou soit encore en tant que membres d'associations. Ainsi donc, tout en ne retenant pas les individus comme catégorie distincte, nous allons, au cours de nos exposés, évaluer l'influence que certains individus particulièrement actifs ont pu avoir.

de questions relatives à l'autorité, au prestige et au pouvoir de nos trois catégories de participants.

Nous allons cependant alléger ou simplifier le plus possible le procédé d'exposition. Il ne serait guère utile d'appliquer sans discernement à chaque catégorie de participants l'appareil complexe d'analyse que nous venons d'élaborer.

C'est ainsi que la faiblesse de la pression exercée par les associations libres devient si rapidement évidente qu'il est parfaitement inutile de leur appliquer de façon scrupuleuse tous les indices de mensuration de l'influence. Il nous paraît plus pertinent de nous demander plutôt à quels facteurs attribuer cette faiblesse manifeste de pression de leur part.

Par ailleurs, adopter d'emblée comme objectif principal de notre analyse de degré d'influence respectivement du gouvernement et de l'Assemblée des évêques nous aurait exposé à fausser tout le sens du processus. En effet, nous aurions alors été conduit à retenir et à magnifier les aspects du débat qui les opposaient l'un à l'autre et à passer sous silence les aspects qui les rapprochaient. Il résulterait d'un tel procédé une vision fautive de leurs rapports. En effet, quelles qu'aient pu être les sources de conflit entre le gouvernement et l'Assemblée des évêques, il est évident que durant tout le débat les deux parties ont cherché à combler le fossé qui les séparait et à parvenir à un compromis. Leur comportement respectif s'explique beaucoup moins par les divergences qui les opposaient que par la recherche commune d'un terrain d'entente et d'un nouveau *modus vivendi* dans le domaine de l'éducation.

Aussi, dans notre étude de la distribution de l'influence entre les participants, nous allons nous limiter à soulever au fur et à mesure les seuls aspects pertinents. Ces aspects, nous allons les étudier à la lumière des éléments utiles de l'appareil conceptuel que nous avons élaboré et non pas en nous servant chaque fois servilement de l'appareil

au complet. C'est ainsi que nous allons discuter successivement des trois points que le débat a particulièrement mis en évidence : la primauté de l'action gouvernementale, la faiblesse de la pression des associations libres et, finalement, la prépondérance de l'Assemblée des évêques.

Le bill 60 et la société québécoise
Troisième partie : l'influence

Chapitre 1

Primauté de l'action gouvernementale

[Retour à la table des matières](#)

Dans tous les phénomènes de pression politique, le centre d'origine de la pression détermine dans une grande mesure les catégories d'agents sociaux et politiques qui seront incités à se manifester, les techniques de persuasion, d'attaque ou de défense qu'ils utiliseront, les stratégies qu'ils imagineront et même les chances de succès de leurs interventions.

Il en est autrement si l'origine de la pression est un agent social ou si, au contraire, elle est un agent politique. Dans ce dernier cas, il en est autrement si elle émane des administrateurs, des législateurs, du judiciaire ou du gouvernement.

Entre autres effets, l'origine de la pression détermine quel sera le centre de décision le plus autorisé et celui qui sera le plus vulnérable.

En conséquence, les agents qui peuvent avoir plus facilement accès à ces centres de décision obtiennent au départ un avantage marqué.

Rappelons que, dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'un projet de loi créant un Ministère de l'éducation. Le centre de décision visé se trouvait donc être le gouvernement. Comme le premier ministre est le seul agent autorisé à parler au nom du gouvernement, nous allons centrer l'attention sur sa personne. Par ailleurs, le ministre de la Jeunesse, parrain du bill, était particulièrement vulnérable. Bornons-nous, pour l'instant, à enregistrer ces données d'une importance capitale pour notre étude. Dans le chapitre suivant, nous en verrons la portée sur l'action des agents sociaux.

Un autre effet important de ces données retiendra pour l'instant notre attention. Cet effet est le suivant : si l'origine de la pression détermine l'agent de décision politique autorisé, de même que celui qui sera le plus vulnérable à la poussée de pression, elle se trouve du coup à décider, dans une grande mesure, du comportement des centres de décision eux-mêmes. Si c'est un agent social qui est à l'origine de la pression, les agents politiques pourront souvent se contenter de remplir un rôle de simples arbitres entre intérêts rivaux, quel que soit par ailleurs le centre de décision politique principalement impliqué. Si, par contre, l'origine de la pression est un agent politique, le centre de décision autorisé et surtout le centre de décision le plus vulnérable, par leurs agents respectifs, seront dans l'obligation d'intervenir de façon active et de négocier avec les agents sociaux favorables ou antagonistes au projet de l'agent politique initiateur de la pression. Ils devront surtout prendre et tenter de conserver l'initiative des délibérations.

La campagne du bill 60 constitue un excellent exemple de cette seconde possibilité. L'origine de la pression ayant été dans ce cas un agent politique, plus précisément le gouvernement, il s'ensuit que celui-ci avait, du moins au départ, l'initiative des opérations. C'est en ce sens qu'on peut parler de priorité ou de primauté de l'action gouver-

nementale. Nous allons nous adresser la question suivante : jusqu'à quel point cette priorité de l'action gouvernementale fut-elle une composante importante du comportement des agents politiques, notamment du premier ministre et du ministre de la Jeunesse ²⁶ ?

Par la publication du Rapport de la Commission d'enquête et plus immédiatement par le dépôt du bill 60, le gouvernement, rappelons-le, avait « provoqué » les agents sociaux et les avait conduits à se poser les questions en fonction desquelles l'enjeu s'est précisé.

Le ministre de la Jeunesse s'est dit décontenancé par les « objections de dernière minute » faites au projet d'un Ministère de l'éducation (*Pourquoi le bill 60*, 68). Malgré cette affirmation du ministre, il est difficile de croire que la direction et l'intensité des réactions du public au bill 60 aient pris le gouvernement complètement au dépourvu ²⁷. Nous avons au contraire l'impression que, conscient de l'ampleur des critiques qui allaient l'assaillir, le gouvernement avait au préalable fixé les grandes lignes d'une stratégie lui assurant la maîtrise des manœuvres dans la confrontation anticipée.

²⁶ Bien d'autres composantes - liées à l'autorité, au prestige et au pouvoir du gouvernement dans la campagne du bill 60 -devraient sans doute être retenues. Mais nous estimons que la priorité chronologique de l'action gouvernementale a plus profondément influencé les conditions du débat que tout autre facteur. D'ailleurs - et nous ne tarderons pas à le constater - conscient lui-même de l'importance stratégique de la priorité de son action, le gouvernement s'est largement servi des atouts résultant de son autorité, de son prestige et de son pouvoir pour conserver cet avantage.

²⁷ Entre autres indices nous faisant penser qu'au contraire le gouvernement avait parfaitement prévu les réactions du public à son projet, mentionnons que le premier ministre, neuf jours avant de déposer le bill 60, avait déjà reçu les commentaires du Primat de l'Église au Canada, Mgr Maurice Roy. Dans sa lettre, Mgr Roy reprochait au gouvernement de procéder avec précipitation, de ne pas prêter attention aux critiques faites au Rapport de la Commission d'enquête et d'avoir rédigé hâtivement le projet de loi. Sans détour et sans ménagement, Mgr Roy déclarait que « le texte actuel ne pourrait être agréé par l'épiscopat, quelques modifications nous paraissant absolument nécessaires ».

Et tout d'abord le gouvernement avait la plus entière liberté du choix de la date du dépôt du bill à l'Assemblée législative. Pourquoi ce choix s'est-il arrêté sur le 26 juin, deux mois après la publication du Rapport de la Commission d'enquête ? Selon l'explication officielle, la promptitude de l'action gouvernementale était commandée par la nécessité de faire suite dans les plus brefs délais aux recommandations du Rapport de la Commission d'enquête afin de permettre la correction immédiate d'une situation jugée néfaste. Le ministre de la Jeunesse expose ce point de vue en ces termes :

« C'est pour utiliser immédiatement les données rapportées par la Commission d'enquête que le gouvernement a procédé avec célérité dans la rédaction du bill 60. Malheureusement, à la suite de l'incompréhension de certains milieux, nous avons perdu un an. Au long de l'histoire, c'est peu ; au niveau des individus, c'est un désastre. Pour une autre année, des dizaines de milliers d'enfants se sont engagés dans des cycles d'où ils devront sortir. Des milliers d'autres ont dépassé le *point of no return* d'où on ne pourra les réorienter ailleurs sans les faire rétrograder ... La responsabilité de ceux qui ont infligé ce retard au peuple du Québec est très grande. Elle serait terrible si ce retard devait se prolonger » (*Pourquoi le bill 60*, 77-78).

Sans nier la validité partielle de cette explication, on constate en même temps que la date choisie pour le dépôt du bill procurait au gouvernement un avantage stratégique considérable. En effet, la fin juin représente le moment de la session parlementaire où députés, journalistes et le public en général sont le moins alertes à l'égard des questions d'intérêt public. À ces dispositions d'esprit, s'ajoute fréquemment la surcharge de dernière heure du programme législatif, la lenteur des débats au cours des mois précédents ayant retardé la discussion de projets de loi dont l'adoption doit néanmoins se faire avant la grande pause d'été. On se trouve ainsi, faute de temps, à passer « à la vapeur » nombre de lois plus ou moins importantes. En présentant ainsi le bill 60 à la toute fin de la session, le gouvernement, tout en admettant que des motifs louables aient dicté sa conduite, a-t-il cherché à tromper la vigilance des législateurs ? Nous ne sommes pas en mesure de prouver ni de réfuter qu'il ait eu semblable dessein. Cepen-

dant, à l'époque, les adversaires du projet, dont le chef de l'opposition, Daniel Johnson, accusèrent le gouvernement d'être de mauvaise foi, de vouloir « précipiter » l'adoption de la loi, de mépriser les opinions publiques, bref de procéder de façon non démocratique. Des voix non partisans, abondèrent dans le même sens.

Toutefois, dans l'hypothèse où le choix de la date du dépôt du bill aurait constitué dans l'esprit du gouvernement une manœuvre stratégique, celle-ci a été déjouée, puisque le bill fut retiré le 8 juillet, soit moins de deux semaines après sa présentation. Du fait même, le gouvernement dut, selon toute apparence, se replier sur des lignes de défense plus ou moins improvisées ²⁸.

Dans le désarroi qui suivit, ce fut encore le premier ministre qui prit en main la maîtrise de la situation.

Son premier geste fut une déclaration à l'Assemblée législative au moment du retrait, le 8 juillet. Après avoir annoncé que le gouvernement se rendait à la demande de « plusieurs personnes et associations de citoyens » qui voulaient « étudier davantage certaines des modalités du projet de loi », le premier ministre s'inscrivait avec vigueur contre ceux qui parlaient de « retrait » du bill :

« Il est bien entendu toutefois - et j'insiste là-dessus - que le gouvernement ne retire pas le bill 60. Il est bien entendu également que le gouvernement proposera dès le début de la prochaine session la création du Ministère de l'éducation et de la Jeunesse et du Conseil supérieur de l'éducation. Le gouvernement, éclairé par les recommandations de la Commission d'en-

²⁸ Il se pourrait aussi que le retrait du bill, aussi bien que le dépôt, ait fait partie d'un plan préalablement dressé. Selon cette possibilité, le gouvernement aurait prévu qu'il lui serait avantageux de retirer tout premier projet de loi créant un Ministère de l'éducation. Il aurait escompté de ce retrait qu'il manifesterait sa bonne volonté et désarçonnerait les adversaires. Ainsi s'expliqueraient les nombreuses faiblesses stylistiques et techniques de la première version du bill : le gouvernement aurait dès le début prévu une deuxième version amendée faisant suite au retrait et aurait ainsi jugé inopportun de faire des retouches au bill avant le dépôt.

quête sur l'enseignement dans le Québec, n'a nullement l'intention d'abandonner le principe du bill » ²⁹.

Après s'être ainsi expliqué sur le caractère du geste gouvernemental, d'un même souffle, le premier ministre reprenait l'initiative des opérations et dictait la ligne de conduite suivante :

« Ce que je demande comme premier ministre, c'est qu'on cesse de faire des déclarations vagues et tendancieuses. Que ceux qui ont des suggestions à faire les formulent sous forme d'amendements précis au bill 60 et me les soumettent promptement. Voilà la façon de faire œuvre utile en démocratie ».

La déclaration du 16 juillet réitérait, en les précisant, les mêmes directives. Dans cette déclaration, le premier ministre fixait au 1er septembre la date de clôture de la période des suggestions. En outre, il invitait les intéressés à lui adresser personnellement leurs commentaires. Après le 1er septembre, poursuivait-il en substance, le gouvernement modifiera le texte du projet de loi en tenant compte des suggestions qui auront été faites et il sera désormais libre d'agir dans l'intérêt public.

La déclaration du 16 juillet fixait une échéance ; elle définissait, en outre, pour tous les intéressés le sens et la portée des interventions. Rares sont les activités de pression et même les processus de décision dont les règles du jeu ont publiquement été fixées à l'avance avec une telle précision. De la part d'agents politiques, de tels gestes sont tout à fait exceptionnels. Soulignons que l'intervention du premier ministre

²⁹ Dans l'esprit du premier ministre, il s'agissait simplement de « reporter l'adoption du bill à la prochaine session de la législature ». Nous estimons pour notre part qu'il s'est bel et bien agi d'un retrait puisque le bill déposé le 14 janvier 1964 modifiait de façon substantielle le texte déposé le 16 juin précédent. Par ailleurs, à l'époque, partisans et adversaires du bill, pour définir le geste du gouvernement, parlaient couramment de « retrait ». Par la suite, le ministre de la Jeunesse parla lui aussi de « retrait » et, vite oubliés de sa dénégaration première, Jean Lesage, se rendant à l'évidence, suivit de bonne grâce le courant général.

semble avoir porté fruit : après le 16 juillet, on note en effet un changement dans le comportement des participants au débat : on relève moins d'interventions inconsidérées et à l'emporte-pièce ; en même temps, on constate que les suggestions se font plus précises et plus concrètes. Ces changements, dans la mesure où ils ne sont pas imputables à d'autres facteurs, résulteraient de l'obligation faite aux participants d'adresser leurs commentaires directement au premier ministre. En canalisant le débat vers sa personne, celui-ci prenait un risque considérable. De fait, à l'époque, certains prédisaient que le premier ministre s'exposait à devenir la cible de sarcasmes et de dénonciations de toute nature. Ce fut précisément le contraire qui se produisit. L'invitation du premier ministre en quelque sorte mobilisa au compte du gouvernement les agents sociaux. Le premier ministre, en procurant un sens précis au débat, avait en même temps conjuré les excès de toute nature que le caractère explosif de l'enjeu menaçait de produire. Il avait, en outre, sinon gagné de nouveaux alliés au projet gouvernemental, du moins en quelque sorte paralysé, sinon apprivoisé, les adversaires.

Sans doute, associations et individus pouvaient en principe ne pas tenir compte de l'invitation du premier ministre. Il leur était loisible de s'exprimer par la voie des journaux et de s'engager dans toute forme légale de manifestations. En pratique, toutefois, ceux qui se voulaient « sérieux » pouvaient difficilement ne pas adopter le moyen d'action qu'une voix éminemment autorisée leur avait dicté. De fait, la grande majorité des interventions sur le bill 60 entre le 16 juillet et le 1er septembre furent dirigées vers le premier ministre. Une copie fut en général transmise aux journaux qui en reproduisaient le texte, en tout ou en partie. Tous ces documents, une trentaine en tout, avaient été rédigés avec soin et contenaient des suggestions « constructives ». Quant à ceux, peu nombreux, qui choisirent de ne pas s'adresser au premier ministre, ils réussirent sans aucun doute à faire connaître leurs vues par la voie des journaux ou par d'autres moyens ; mais, faisant suite du reste à l'avertissement donné par le premier ministre, les rédacteurs du nouveau bill ne tinrent aucun compte de ces expressions d'opinion.

La déclaration du 16 juillet eut un dernier effet, capital celui-là. Elle obligeait en quelque sorte l'Assemblée des évêques à se manifester sur la place publique - et cela dans les limites de temps fixées. Jusque-là, outre Mgr Roy, qui au nom de l'Assemblée des évêques, avait écrit au premier ministre avant le dépôt du bill, plusieurs évêques étaient intervenus privément ou publiquement dans le débat. Partisans et adversaires du bill attribuaient aux évêques individuels de même qu'à l'Assemblée des évêques les positions les plus diverses. Pareille situation aurait sans doute conduit l'épiscopat à faire publiquement le point. La déclaration du premier ministre, n'exemptant personne de la règle de conduite définie par lui, rendait nécessaire une intervention publique de la part de l'épiscopat. En outre, elle lui imposait de suivre la voie régulière. En gardant le silence, l'Assemblée des évêques s'exposait à se voir attribuer les vues les plus diverses. Par ailleurs, elle ne pouvait dorénavant recourir à des négociations secrètes avec le gouvernement sans commettre envers la démocratie un accroc qui, dans les circonstances, aurait été dommageable à son prestige.

La déclaration du 16 juillet, en canalisant les interventions vers le premier ministre, assura donc la dignité du débat tout en lui donnant un sens précis. Cette déclaration, si elle n'a pas permis la survie du projet de loi sous sa forme initiale, a du moins abrégé considérablement la période de discussion, prévenu peut-être que le conflit ne dégénérait en crise et assuré la qualité des amendements au texte de loi original. Bref, la déclaration du 16 juillet apparaît comme un geste d'une grande portée stratégique.

Mais il semble que le gouvernement avait préparé une ultime ligne de retranchement au cas où cette seconde manœuvre stratégique échouerait. Tout, en effet, durant les premiers mois de la campagne, s'est passé comme si le gouvernement avait envisagé, en cas de difficulté grave, la possibilité de se désolidariser du ministre de la Jeunesse, Paul Gérin-Lajoie, principal parrain du bill. Le ministre avait en effet publiquement annoncé qu'en se portant à la défense des as-

pects essentiels du bill 60, il mettait sa carrière politique en jeu. Or, il semble qu'au sein du Cabinet le ministre ait reçu peu d'appuis fermes, même de la part de ses collègues les plus progressistes. Nous savons par nos tableaux des interventions, qu'à l'exception du premier ministre qui posa surtout des actes officiels, aucun des députés ni même des ministres libéraux ne s'est sérieusement porté à la défense du bill 60. Nous avons dit ailleurs ³⁰ notre appréciation des admirables efforts accomplis alors par Paul Gérin-Lajoie pour informer le peuple et le convaincre de la qualité du projet de loi.

Au cours de sa tournée d'information populaire, le ministre eut de nombreuses conversations privées avec les notables locaux : maires, députés, supérieurs de collèges, évêques. Par ailleurs, plusieurs personnes, dont des évêques, prirent aussi l'initiative de le rencontrer. Qu'il suffise ici de rappeler la conclusion à laquelle nous sommes parvenu dans *Le bill 60 et le public* : le ministre de la Jeunesse fut virtuellement abandonné à lui-même durant la période critique de la campagne. Si vraiment cette situation a été le fait d'une stratégie plus ou moins concertée du gouvernement, nous en déduisons que l'enjeu du débat créait, pour le gouvernement, une situation d'une gravité exceptionnelle. Le gouvernement aurait prévu la possibilité d'une opposition obstinée d'une partie prépondérante du public, et se serait même préparé à faire marche arrière, en risquant même que le ministre de la Jeunesse remette sa démission. Si tel a vraiment été le cas, l'importance du rôle rempli alors par ce dernier en ressort avec plus d'éclat encore.

La priorité de l'action gouvernementale apparaît enfin dans la rédaction du texte révisé du bill 60, déposé le 14 janvier 1964. Bien que le nouveau texte incluait plusieurs suggestions émanant de sources diverses, notamment celles proposées par l'Assemblée des évêques dans la déclaration du 29 août, il est évident que le gouvernement

³⁰ Dans : « La tournée de Gérin-Lajoie a manifesté la foi profonde du ministre dans la démocratie », *Le Magazine MacLean*, octobre 1963.

avait fait le tri parmi les amendements soumis et qu'il avait gardé l'initiative d'action et la maîtrise des opérations jusqu'au dernier moment. En déposant le document, le premier ministre déclara avec raison que le nouveau bill reproduisait l'essentiel du projet initial. Le communiqué général remis à la presse disait à cet égard :

« En somme, ce qui caractérise la nouvelle version du bill 60, c'est qu'il s'inspire des mêmes intentions et des mêmes principes sur lesquels s'appuyait la version du mois de juin 1963 et qu'il tient compte des suggestions adressées au premier ministre depuis la fin de la dernière session et destinées à préciser les modes d'application de ces principes ».

Ayant réussi à conserver l'initiative dans les moments critiques de la campagne, le gouvernement assurait en même temps la primauté de son action. Bien qu'il ait dû consentir à prêter l'oreille aux individus et aux porte-parole d'associations et qu'il ait incorporé plusieurs de leurs suggestions dans la rédaction finale du bill, le gouvernement, sans conteste, a conservé tous les attributs requis de l'agent responsable de l'émission des normes politiques impératives pour l'ensemble de la société. Le second bill 60, tout comme le premier, au-delà des ajustements consentis, manifestait la primauté de l'influence gouvernementale dans l'étape finale du processus tout comme d'ailleurs dans les étapes antérieures.

Le bill 60 et la société québécoise
Troisième partie : l'influence

Chapitre 2

Inefficacité des associations libres

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont des porte-parole d'associations qui ont déclenché et constamment nourri la campagne du bill 60. Sans leurs interventions soutenues et celles d'un certain nombre d'individus agressifs, eux-mêmes d'ailleurs souvent liés à des associations, les sentiments à l'endroit du bill ne se seraient probablement pas exprimés sur la place publique. Dans cette éventualité, seuls des agents sociaux antagonistes particulièrement puissants auraient pu forcer l'attention du gouvernement. Et les divergences des vues entre eux auraient fait l'objet de négociations de coulisse.

Or, ces mêmes associations, pourtant responsables de la campagne, n'ont manifestement eu qu'une influence directe minime dans le déroulement et le dénouement du processus de décision. L'Assemblée des évêques mise à part, le degré de pression sur le gouvernement résultant de l'action des associations a été très faible. Aucune d'entre

elles n'a pu prendre la direction des opérations, mettre au point des stratégies communes, ni inspirer les prises de décision.

Signalons une conclusion importante qui se dégage de nos tableaux : les associations, pourtant bruyantes à d'autres moments du processus, ont négligé d'intervenir à chaque occasion où elles auraient pu influencer une décision.

C'est ainsi que, de toute évidence, ce n'est pas la force de pression des associations qui a entraîné le retrait du bill 60. Le nombre des interventions à ce moment critique est relativement restreint (treize interventions). Et les prises de positions favorables à l'adoption du bill font équilibre à celles qui réclament le retrait.

En outre, les associations ont virtuellement négligé de prendre position à l'endroit de la déclaration de l'Assemblée des évêques du 29 août. Nos tableaux n'indiquent que neuf interventions (cinq favorables et quatre non favorables à la déclaration). Ce silence relatif peut s'expliquer de plusieurs manières. Ainsi peut-on l'imputer à l'existence de sentiments puissants de crainte ou encore de respect à l'égard des évêques individuels et plus encore de l'Assemblée des évêques. Nous ne sommes pas en mesure de corroborer ou d'infirmer cette interprétation ou toute autre interprétation. On doit cependant conclure que les associations qui, depuis le 15 juillet, avaient en grand nombre fait connaître leurs vues sur le bill 60, ont laissé s'échapper l'occasion de tenter d'influencer les vues du gouvernement sur la déclaration.

D'ailleurs les dirigeants d'associations paraissent avoir été pleinement conscients de l'incapacité des associations à influencer le déroulement du débat. À la suite du dépôt du nouveau bill 60, le 14 janvier 1964, et de l'adoption de la loi, le 5 février, nous n'avons retracé que six interventions. Pour sa part, Jean Marchand déclare que « la C.S.N. est satisfaite du bill 60 ». Mais les cinq autres associations, bien qu'elles aient entretenu des vues divergentes à l'endroit du bill originel, s'entendent toutes, pour des motifs opposés, à dénoncer le

bill sous sa forme révisée. Bien que le petit nombre des interventions nous empêche de nous prononcer de façon catégorique sur ce point, il semble que le nouveau bill n'ait pas correspondu entièrement aux attentes de plusieurs.

Le grand nombre de mises au point que le nouveau ministre de l'éducation se croira obligé de faire dans les semaines qui suivirent la sanction de la loi ³¹ peut être considéré comme l'indice d'un mécontentement assez profond et général pour s'imposer à son attention. Or, le mécontentement qui s'exprime à la suite d'une prise de décision traduit souvent le sentiment des impuissants.

Une fois enregistré le faible effet de pression émanant de l'action des associations, il nous faut l'expliquer. Dans l'étude des processus de décision, il est tout aussi important de rendre compte des phénomènes de non-influence que des phénomènes d'influence. Les premiers éclairent tout autant les processus de décision que les seconds.

Le problème, pour nous, se pose ainsi : étant donné la grande importance accordée à l'enjeu par plusieurs associations, comment alors expliquer que l'effet de leurs interventions ait été si minime ? Par un manque constitutionnel des attributs de l'influence dans le présent cas ? Ou encore par certains traits majeurs de la campagne elle-même ?

Et tout d'abord, peut-on expliquer l'inefficacité de la pression des associations par un manque constitutionnel des attributs de l'influence ?

Sous cet aspect formel, une observation générale s'impose : parler globalement des « associations », c'est présenter la réalité sous un faux jour. En effet, il serait vain de chercher à mesurer l'influence des asso-

³¹ Entre le 19 mars et le 22 mai 1964, nous avons relevé dans *Le Devoir* douze interventions du nouveau ministre sur la nature et la portée de la nouvelle loi.

ciations comme si elles avaient constitué un ensemble homogène. Tel ne fut évidemment pas le cas. Nous avons distingué sept catégories différentes d'associations : idéologiques, d'enseignants, d'étudiants, d'administrateurs, de parents et parents-mâtres, syndicales et d'affaires, et, finalement, religieuses. Il serait fastidieux d'évaluer l'influence qu'aurait théoriquement pu avoir chacune de ces catégories d'associations selon les trois mesures ou attributs de l'influence que nous avons définis : l'autorité, le prestige et le pouvoir. Dans les processus de décision, ce n'est qu'en fonction de gestes concrets qu'on peut déterminer l'autorité, le prestige et le pouvoir réels des participants. Disons aux quatre premières catégories d'associations-éducateurs, toutefois que la société reconnaît une autorité formelle administrateurs, étudiants, parents. Nous avons vu qu'elle accorde même aux parents un droit naturel égal à celui qu'elle octroie à l'État et à l'Église. Cependant, comme le soulignait Paul Gérin-Lajoie, cette haute appréciation de l'autorité formelle des parents n'avait pas jusque-là reçu d'expression concrète, les parents, en tant que tels, n'ayant jamais été représentés au sein du Département de l'instruction publique. Dans la campagne du bill 60, c'est surtout par le truchement des associations de parents-mâtres que les parents sont intervenus. Le moins qu'on puisse dire au sujet de ces associations, c'est qu'elles n'ont pas témoigné d'une conscience bien claire de leur autorité formelle. Leur comportement fut erratique, contradictoire et peu impressionnant.

Comme il fallait s'y attendre de la part de groupements représentant des idéologies et des intérêts divergents, les associations, vis-à-vis le bill 60, tinrent des positions fort différentes. Pour l'ensemble, sur un total de soixante-dix associations, vingt-huit eurent une orientation positive par rapport au bill tandis que les quarante-deux autres eurent une orientation négative. Quand on considère de plus près la gamme des orientations, la dispersion des vues se révèle encore bien plus grande. Certes, à l'intérieur d'une même catégorie d'associations, les vues pointèrent parfois dans la même direction, comme chez les étudiants et les syndicalistes qui furent en prépondérance d'orientation positive et chez les administrateurs et les associations religieuses qui

furent surtout d'orientation négative. Mais l'effet de concordance à l'intérieur d'une même catégorie fut contrarié, sinon annulé, par l'existence de profondes divergences entre catégories. Par ailleurs, les autres catégories d'associations - idéologiques, d'enseignants et de parents-maîtres - se neutralisèrent elles-mêmes en adoptant des positions contraires à l'égard du bill.

L'absence d'unanimité - phénomène somme toute normal dans les circonstances - parmi les associations aurait eu des conséquences moins graves si, par ailleurs, les associations particulièrement actives avaient fait front commun. Tel ne fut pas le cas. Dans *Le bill 60 et le public* nous avons à cet égard établi trois catégories d'associations : peu actives, assez actives et très actives ³². Les associations très actives ont alimenté pour une large part le débat. À ce seul titre elles revêtent pour nous une importance spéciale. Furent-elles cependant spécialement influentes ? Il ne semble pas. Elles aussi subirent le clivage des orientations positives et négatives.

Un indice de l'importance relative des associations très actives aux yeux du gouvernement nous est fourni par la liste des associations

³² Les associations considérées peu actives sont celles qui ou bien se sont contentées d'opter en faveur du maintien du Département de l'instruction publique dans un mémoire à la Commission d'enquête ou bien encore n'ont pris position qu'une fois dans le débat. Les associations réputées assez actives sont celles qui, outre une possible intervention dans un mémoire, se sont manifestées à deux moments différents du débat. Finalement les associations jugées très actives sont celles qui se sont manifestées au moins à trois moments différents, outre un possible mémoire à la Commission d'enquête. Elles sont au nombre de treize. Huit furent d'orientation positive : le Mouvement laïque de langue française, le Parti socialiste du Québec, l'Association des professeurs de l'Université de Montréal, l'Association des professeurs de l'enseignement spécialisé, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, la Presse étudiante nationale, la Confédération des syndicats nationaux et la Fédération des travailleurs du Québec. Cinq furent d'orientation négative : la Fédération des sociétés Saint-Jean Baptiste de Québec, la Corporation des instituteurs et des institutrices catholiques de la province de Québec, la Fédération des collèges classiques et la *Federation of English catholic parent-teacher associations of Quebec*.

proposées par le ministre de la Jeunesse à consulter en vue de la formation du Conseil supérieur de l'éducation. La liste comprend quatre de nos cinq associations d'orientation négative très actives ; elle ignore la *Federation of English catholic parent-teacher association of Quebec*. Cette dernière devait cependant être incluse dans la liste supplémentaire dressée par l'Institut canadien d'éducation des adultes et l'Association d'éducation du Québec. Par contre, la liste ignorait cinq de nos huit associations d'orientation positive très actives : le Mouvement laïque de langue française, le Parti socialiste du Québec, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, la Presse étudiante nationale et l'Association des professeurs de l'Université de Montréal. Si le ministre n'a pas jugé opportun de désigner ces cinq associations c'est vraisemblablement parce qu'il les considérait comme marginales ou peu représentatives. Et pourtant, le Mouvement laïque de langue française excepté, elles avaient été parmi les plus ferventes à appuyer le bill 60. La liste supplémentaire proposée par la suite par l'Institut canadien d'éducation des adultes et l'Association d'éducation du Québec devait considérablement corriger la situation : les Associations (le professeurs d'universités et des organismes étudiants furent invités à participer au choix des membres du Conseil supérieur ³³.

On considère que les interventions qui groupent plus d'une association constituent un bon indice de recherche d'influence. Comme le montre le tableau V reproduit dans l'appendice B, les associations très actives ont fréquemment pris part aux interventions conjointes. C'est ainsi que l'analyse des huit interventions conjointes révèle des tendances qui pourraient devenir d'importants indices si nous poursuivions plus avant notre étude. En effet, nous constatons les faits suivants : l'Association des professeurs de l'Université de Montréal, l'Association professionnelle des professeurs de l'enseignement spécialisé, la Confédération des syndicats nationaux et la Fédération des travailleurs du Québec se trouvent au nombre des sept associations qui, le 30 août 1963, ont adressé un télégramme au premier ministre, pressant le gou-

³³ L'appendice C reproduit ces listes. Voir page 194.

vernement d'adopter le bill 60 sans délai ; l'Association des étudiants de l'Université de Montréal fait partie d'un groupe de onze organismes étudiants qui, dans un document adressé au premier ministre, le 27 août, accordent leur entier appui au bill 60. L'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal et la Presse étudiante nationale se trouvent parmi les quatre associations d'étudiants qui, le 12 septembre, se sont, dans une déclaration commune, vivement opposées à la déclaration de l'Assemblée des évêques. Plus symptomatique encore est le fait que trois des quatre associations d'orientation négative très actives, soit la Fédération des collèges classiques, la Corporation des instituteurs et des institutrices catholiques de la province de Québec et la Fédération des commissions scolaires, joignent à deux reprises leurs efforts, les 19 et 24 août, afin d'accroître la pression en faveur de la confessionnalité dans l'éducation. De leur côté, la Confédération des syndicats nationaux et la Fédération des travailleurs du Québec s'unissent deux fois, le 26 juin et le 6 juillet, dans le but d'appuyer le bill 60. Enfin, nous avons relevé un fait en lui-même singulier mais que nous ne pouvons expliquer convenablement : treize associations dans des interventions apparemment indépendantes ont proposé un même amendement au gouvernement. Parmi elles on retrouve quatre de nos cinq associations d'orientation négative très actives ³⁴. Les convergences que révèlent les interventions conjointes ou

³⁴ L'amendement proposé se lisait comme suit : « Le Conseil supérieur peut faire effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à la poursuite de son activité par un centre de recherches permanent qui sera institué à cette fin, et par toute autre personne ou tout organisme qu'il désigne ou par tout Comité qu'il constitue à cette fin. » Les treize associations qui ont suggéré cet amendement de façon indépendante sont : l'Association de l'éducation de Québec, l'Association des instituts de religieuses enseignantes du Québec, la Commission universitaire de la compagnie de Jésus, la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques, la Fédération des frères éducateurs du Canada, la Fédération des collèges classiques, la Fédération des commissions scolaires, la Fédération des unions de famille, l'Institut canadien d'éducation des adultes, la Ligue catholique féminine, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste, la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et l'Union catholique des cultivateurs. Notons que de son côté, Yves Prévost a aussi soumis le même amendement. La seule association d'orientation négative très active

encore identiques, tout en étant distinctes, nous paraissent assez importantes pour nous permettre d'émettre l'hypothèse que les associations très actives ont pu entretenir des rapports assez étroits, et plus ou moins fréquents, durant la campagne du bill 60. La seule explication de ce comportement réside dans la recherche de leur part d'un accroissement d'influence. Mais, nous venons de l'indiquer, tout porte à croire que leur attente fut déçue.

En d'autres circonstances, l'absence d'unanimité parmi les associations n'aurait pas nécessairement provoqué pareille éclipse de leur autorité, de leur prestige et de leur pouvoir formels. Des procédés tels que la fréquence des interventions et le recours aux coalitions auraient corrigé l'effet de cette condition et procuré à certaines associations tout au moins un certain degré d'influence. Certaines d'entre elles, comme c'est souvent le cas, auraient émergé du débat en avant du gros du peloton et auraient rempli un rôle de leadership. Mais, dans le cas présent, des associations ne disposant pas au départ d'avantages stratégiques et au surplus n'offrant pas un front commun se trouvèrent confrontées avec deux coalitions de forces d'un poids exceptionnel : le gouvernement et l'Assemblée des évêques.

Une conclusion s'impose dès lors : abstraction faite des modalités concrètes du déroulement de la campagne, les associations libres n'étaient pas dans une position leur permettant d'influencer de façon notable le déroulement du processus et elles furent incapables de tirer profit des chances qui ont pu s'offrir à elles.

Certaines caractéristiques décisives de la campagne ont renforcé et amplifié la position déjà défavorable des associations libres. Ces caractéristiques décisives dérivent de trois sources principales : de l'origine gouvernementale du projet faisant l'objet de la campagne, de la nature de l'enjeu et de l'absence des partis politiques dans le débat.

qui n'a pas présenté cet amendement est la *Federation of English catholic parent-teacher associations of Quebec* - une association anglophone.

Aucune étude n'a été menée au Canada ni en Europe sur l'importance du centre d'origine de la pression sur le comportement des participants à une campagne. Nous devons donc nous en remettre sur ce point comme sur tant d'autres aux travaux américains. Le fonctionnement des deux systèmes politiques étant fort différent, nous poserons ici à titre d'hypothèses seulement les conclusions auxquelles les auteurs américains ont abouti.

Les études américaines sur les groupes de pression montrent que l'accès qui s'offre aux agents sociaux auprès des centres de décision est plus ou moins facile selon l'origine de la pression. Celle-ci, comme on l'a vu, détermine à la fois le centre de décision le plus autorisé et le centre de décision le plus vulnérable. Or, les études démontrent que les différentes catégories d'agents sociaux ont des accès fort différents aux divers centres de décision politiques : le gouvernement, les législateurs, les administrateurs et le judiciaire. Ainsi, toutes choses égales, les unions ouvrières et surtout les associations de fermiers ont plus de chances de succès auprès des administrateurs et des législateurs tandis que les associations d'affaires, particulièrement les corporations industrielles et financières, retiennent plus facilement l'attention du président. Dans notre cas, étant donné l'origine de la pression, le centre de décision le plus autorisé était le gouvernement, le premier ministre surtout, le ministre de la Jeunesse constituant par ailleurs l'agent politique le plus vulnérable. À la lumière de l'expérience américaine, il se pourrait donc que la campagne du bill 60 ait produit un biais systématique, puisque, comme le montrent nos tableaux, les agents sociaux qui auraient pu avoir le plus facilement accès auprès des centres décisifs, c'est-à-dire les associations d'affaires, furent à peu près absents du débat.

Les études américaines permettent d'énoncer une seconde hypothèse qui s'applique fort bien à notre sujet. Dans les cas où les centres décisifs se situent au niveau du gouvernement, et surtout du président, les influences les plus marquantes revêtent fréquemment un caractère

personnel prononcé. En d'autres termes, dans les campagnes de pression où il revient aux secrétaires, et surtout au président, de décider du sort de l'enjeu, on voit presque toujours se produire les « grands individus ». Et ce sont ceux-ci plutôt que les associations -sauf, dans certains cas, celles qui sont dirigées par de « grands individus » - qui auront le plus facilement audience et retiendront davantage l'attention. On explique ce phénomène par le fait que, lorsque le président canalise le débat, celui-ci prend forcément un caractère de relative intimité, favorisant les contacts inter-personnels.

Or, de fait, à la lumière de nos données, nous pouvons conclure que de « grands individus » ont paru influencer davantage le débat que les associations libres ³⁵. Certes, tout comme les associations, les individus furent divisés entre eux sur la question du bill 60. Mais le rapport des forces entre les individus d'orientation positive et ceux d'orientation négative fut tout à fait disproportionné. Ici, il faut faire abstraction des nombres eux-mêmes (dix-neuf furent d'orientation positive et vingt-quatre d'orientation négative) et tenir compte plutôt de l'autorité et du prestige des personnes impliquées, du moment et de l'importance de leur intervention. La présence de six ou plutôt de neuf évêques ³⁶, de sept collaborateurs réguliers aux revues *l'Action nationale* et *Relations*, dont quatre sont des religieux réputés, l'opposition acharnée de François-Albert Angers, paraissent avoir produit une force bien excessive, non seulement par comparaison aux individus pour l'ensemble moins prestigieux qui soutinrent le bill, mais aussi à l'égard des associations elles-mêmes.

³⁵ Nous avons ici à l'esprit seulement l'influence directement exercée par ces individus et non pas celle qui a pu résulter de l'appartenance de plusieurs de ces individus à des associations libres.

³⁶ Ces évêques sont : Mgrs Georges Cabana, Paul-Émile Léger, Marius Paré, Charles-Eugène Parent, Maurice Roy et Albert Sanschagrin. À ceux-ci il faut ajouter les noms de trois autres évêques, Mgrs Coderre, Douville et Frenette qui sont intervenus une fois conjointement avec Mgr Cabana. Par suite des critères que nous avons adoptés, les noms de ces trois évêques n'apparaissent pas dans nos tableaux.

Le ministre de la Jeunesse craignit-il que les interventions publiques ou de coulisse répétées des « grands individus » ne devinssent une menace sérieuse au projet ? Tout porte à le croire. Nous aurions là l'explication profonde de la « tournée » qu'il fit durant l'été et l'automne 1963 à travers la province. La neutralisation de la forte pression contre le bill résultant des assauts des « grands individus » ne pouvait se faire que par l'application du poids d'interventions énergiques de la part du ministre.

Mais comment ces « grands individus » parvinrent-ils à acquérir une telle importance ? Celle-ci, selon nous, ne peut s'expliquer que par un seul fait : la relative facilité d'accès que nombre d'entre eux eurent auprès du centre de décision visé, c'est-à-dire le gouvernement, et plus spécialement le premier ministre et le ministre de la Jeunesse. Toutes choses égales, il était certes plus facile, et cela pour de nombreuses raisons, aux évêques, aux grands ecclésiastiques, aux supérieurs de collège et aux intellectuels chevronnés, d'avoir accès auprès du premier ministre et du ministre de la Jeunesse qu'il ne l'était pour les dirigeants plus ou moins anonymes de la plupart des associations libres qui sont intervenus. Si, par contre, le centre de décision s'était situé plutôt au niveau de l'administration, les chances d'accès auraient pu être inversées ³⁷.

La nature même de la question faisant l'objet du débat a contribué à renforcer les conséquences pour les associations libres du fait que le centre de décision était le gouvernement. Rares en effet sont les questions qui touchent de façon suffisamment vitale une société pour inciter l'ensemble des agents sociaux à se manifester. En principe, l'éduca-

³⁷ L'hypothèse que dans les cas où le président ou le premier ministre centre le débat, celui-ci tendra à prendre un caractère hautement inter-personnel, ne vaut que pour les « grands individus ». La position des « simples individus » ou des citoyens en général pourrait bien être dans ces cas encore plus précaire que celle des associations libres. C'est du moins à cette supposition que nous conduit la campagne du bill 60, qui n'a vu se manifester qu'un seul individu sans affiliation.

tion constitue une de ces rares questions. Même alors, cependant, selon la façon dont l'enjeu se précisera, une fraction seulement des agents sociaux pourront être conduits à intervenir de façon active dans une campagne de pression. Le débat sur le bill 60 vérifie cette attente.

Rappelons que l'enjeu s'est précisé autour de deux thèmes : le rôle de l'état en éducation et l'éducation chrétienne. Classés en fonction de l'enjeu lui-même, nos soixante-dix associations et nos quarante-trois individus se départagent en quatre grands groupes : le premier groupe, ceux que le projet de loi touchait directement sur le plan professionnel : professeurs, étudiants, administrateurs, et, à un degré difficile à préciser, parents ; le second groupe, ceux que préoccupait d'emblée la question religieuse : associations religieuses, évêques, religieux, et partisans affirmés de la confessionnalité ou de la laïcité ; le troisième groupe, ceux qui se sentaient visés dans leurs droits minoritaires : Juifs et surtout anglophones catholiques et protestants ; le quatrième groupe, enfin, constitué d'associations idéologiques et d'unions ouvrières, dont les porte-parole se portaient à la défense des couches sociales défavorisées, plus particulièrement les ouvriers et les paysans.

Il n'y a pas lieu de se surprendre qu'étant donné l'enjeu, les catégories d'intérêts qui émergèrent comme les plus intéressées furent les intérêts liés directement à l'éducation, les intérêts religieux et minoritaires de même que ceux qui s'exprimèrent au nom des couches sociales défavorisées. L'absence presque totale des intérêts d'affaires dans le débat revêt pour nous une grande importance. Même la Fédération des jeunes chambres de commerce qui, pourtant, dans un mémoire à la Commission d'enquête, avait préconisé la création d'un Ministère de l'éducation et d'un Conseil supérieur, se contenta d'une intervention tardive et il en fut de même de la Chambre de commerce de Montréal. La Chambre de commerce de la province de Québec et l'Association professionnelle des industriels intervinrent une seule fois et encore conjointement avec cinq autres associations. Si l'enjeu s'était précisé davantage sur le thème du rôle de l'État ou surtout si l'aspect financier de la question de l'éducation avait été mis en évidence, il est probable

que les porte-parole d'intérêts d'affaires se seraient davantage manifestés, d'autant plus, comme nous l'avons indiqué, qu'ils se seraient en principe trouvés en excellente position stratégique par rapport au centre de décision politique visé. L'absence des intérêts d'affaires constitue la plus grande lacune du débat sur le bill 60, sous cet angle. Il en résulte qu'un segment important du système social échappe complètement à notre angle de vision. La campagne du bill 60 ne nous permet pas de voir à l'œuvre la puissance réputée énorme dans notre milieu des intérêts industriels et financiers. L'enjeu ne s'y prêtait pas. Notre conclusion sur le degré d'efficacité des associations libres doit tenir compte de cette carence de notre étude.

Une troisième et dernière caractéristique de la campagne consiste dans l'absence presque totale des partis politiques. La Commission politique de la Fédération libérale du Québec est toutefois intervenue à deux reprises en faveur du bill 60. Quant à l'Union nationale, elle ne prendra position comme telle qu'à l'occasion du débat à la Législature qui précéda l'adoption du bill 60 révisé. Tout en disant appuyer le principe d'un Ministère de l'éducation mais s'opposant au bill à l'étude, Albert Gervais, dans un long discours préparé avec grand soin, fit valoir surtout le risque pour la liberté académique et l'autonomie des institutions d'enseignement de confier au ministre de l'éducation, en plus des affaires administratives, les responsabilités d'ordre académique qui jusque-là avaient été du ressort du surintendant. Selon le député, le Conseil supérieur ne devant remplir qu'une fonction consultative auprès du ministre, il ne pourrait exercer le contrôle requis : il y avait donc risque flagrant d'abus. Le chef de l'Union nationale, Daniel Johnson, Jean-Jacques Bertrand et quelques autres parlèrent dans le même sens. Et les députés de l'Union nationale présents votèrent tous contre le bill. Ce n'est certes pas par cette seule manifestation tardive que l'Union nationale aurait pu canaliser le débat : celui-ci était d'ailleurs, pour toutes fins pratiques, clos depuis plusieurs mois. Le Ralliement des créditistes non plus ne s'est pas prononcé sur le bill. Mais son chef, Réal Caouette, s'opposait aux modalités suivies par le gouvernement pour la création d'un Ministère de l'éducation. Selon lui, la

question ne pouvait être tranchée que par référendum ³⁸. Parmi les factions partisans de moindre importance, seul le Parti socialiste du Québec est intervenu. Le Parti républicain du Québec et le Rassemblement pour l'indépendance nationale ne prirent aucune part au débat.

L'absence virtuelle des partis politiques de la campagne constitue un phénomène intrigant. Aux États-Unis, il est rare que les partis politiques demeurent complètement à l'écart des grandes campagnes de pression, et nombre d'associations canalisent leurs interventions auprès des centres de décision par l'intermédiaire des partis politiques. À quels facteurs attribuer le silence des partis politiques dans notre cas ? Au caractère « personnel » de la campagne ? À des ordres formels émanant des chefs de partis ? Au manque d'aptitude des partis politiques canadiens pour la politique de pression ? Ou, au contraire, à la culture politique des dirigeants québécois d'associations qui les inciterait à ignorer les partis comme instruments de revendications ? Le débat sur le bill 60 ne nous fournit pas suffisamment d'indications pour nous permettre de nous prononcer de façon catégorique à ce propos. Notons toutefois que la non-intervention des partis politiques dans les campagnes de pression défavorise les associations populaires dont les atouts principaux sont les votes que les dirigeants manipulent plus ou moins et le public en général, c'est-à-dire les citoyens qui ne sont pas membres d'associations puissantes ou qui encore, sur une question donnée, ont une opinion contraire à celle des dirigeants de leurs associations.

Les trois traits majeurs de la campagne du bill 60 que nous venons de présenter pointent tous dans la même direction : ils rendent manifeste la faiblesse de la position des associations libres au cours de cette campagne, et cela, quel que soit l'angle sous lequel nous examinons leur comportement. Nous allons maintenant tenter de vérifier

³⁸ Le chef de l'opposition, Daniel Johnson, avait fait la même suggestion dès 1961.

empiriquement cette assertion que jusqu'ici nous avons surtout fait reposer sur des raisons circonstanciées.

Cette vérification de l'inefficacité des associations dans le débat, nous allons la faire en recourant à un double procédé : d'une part, nous allons distribuer nos associations sur une échelle indiquant le degré d'acceptation d'une réforme du système d'éducation ; d'autre part, nous allons chercher quelles furent les associations qui ont paru retenir l'attention du premier ministre et du ministre de la Jeunesse de façon à voir dans quelle mesure ceux-ci identifiaient leurs alliés et leurs adversaires. Nous allons finalement appliquer un procédé supplémentaire de vérification en nous demandant jusqu'à quel point les associations ont pu inspirer la révision du bill.

Les positions des associations à l'endroit du bill, on l'a vu, se polarisèrent de façon précise : certaines furent d'orientation positive et d'autres d'orientation négative.

Toutefois, cette polarité obligée des orientations ne révèle pas toute la gamme des positions à l'endroit du bill 60. Afin de capter les nuances des vues de façon plus précise, nous avons distribué nos associations selon une échelle conservatiste-progressiste comportant quatre degrés : conservatistes extrêmes, conservatistes modérés, progressistes modérés et progressistes extrêmes ³⁹.

³⁹ Il serait fastidieux de reproduire ici le classement de toutes nos associations (de même que celui de nos individus). Quelques mentions, à titre d'exemples, suffiront. Parmi les conservatistes extrêmes, se rangent les Chevaliers de Champlain, la Fédération des ligues du Sacré-Cœur et la Fédération des collèges classiques ; parmi les conservatistes modérés, la Corporation des instituteurs et des institutrices de la province de Québec et la Fédération des commissions scolaires catholiques ; parmi les progressistes modérés, les associations de professeurs d'université et les unions ouvrières ; et, enfin, parmi les progressistes extrêmes, le Parti socialiste du Québec et le Mouvement laïque de langue française. Pour autant qu'on puisse le déceler par leurs interventions, les conservatistes extrêmes s'opposèrent au bill 60 jusqu'à la fin ; les conservatistes modérés cessèrent de s'opposer directement au projet à la suite de la déclaration de l'Assemblée des évêques du 29 août ; les progressistes

Or, les seules associations qui ont paru avoir retenu l'attention du premier ministre et du ministre de la Jeunesse se rangent surtout parmi les conservatistes extrêmes et de façon moindre parmi les conservatistes modérés, qui pourtant, contre le projet gouvernemental, défendaient le statu quo. Les seules associations libres dont Gérin-Lajoie fasse mention dans son livre sont les Commissions scolaires, la Corporation des instituteurs catholiques et la Fédération des collèges classiques, c'est-à-dire des associations conservatistes modérées ou extrêmes. De même, comme nous l'avons souligné plus haut, la liste qu'il dressera des associations invitées à participer à la désignation des premiers membres du Conseil supérieur de l'éducation favorisera ces deux catégories d'associations au détriment des associations progressistes modérées ou extrêmes.

Toutefois, l'absence de cohésion intellectuelle et d'unité de plan d'action parmi les associations conservatistes, modérées et extrêmes, les a empêchées d'exercer l'influence que leur accord idéologique aurait pu leur procurer. La Fédération des collèges classiques prit la tête des opposants à trois reprises : à la suite de la parution du Rapport d'enquête, du dépôt et du retrait du bill. Mais elle se tait brusquement à la suite de la déclaration de l'Assemblée des évêques et elle ne se manifeste plus par après. La vulnérabilité même de la position de ces associations vis-à-vis le projet gouvernemental paraît les avoir paralysées dans leur action et les avoir empêchées d'agir de concert ⁴⁰. Ces associations se présentent trop comme les gardiennes des traditions pour exercer une influence profonde sur un ministre qui est convaincu

modérés, pour l'essentiel, appuyèrent le bill initial aussi bien que le bill révisé ; les progressistes extrêmes, pour leur part, tout en étant de fervents partisans d'un Ministère de l'éducation, estimaient que le bill initial n'était pas suffisamment radical et ils s'opposèrent farouchement à la déclaration de l'Assemblée des évêques et à la nouvelle version du bill 60.

⁴⁰ Bien qu'on trouve un certain nombre d'interventions conjointes groupant des associations conservatistes, nous avons indiqué dans *Le bill 60 et le public* le caractère improvisé et peu convaincant de telles interventions.

de la nécessité de changements profonds dans le système d'éducation et qui croit pouvoir, en procédant avec tact, se gagner l'appui d'un large public. Bref, ces associations, constituées d'enseignants de niveau élémentaire et secondaire, d'administrateurs scolaires de tous les niveaux, à l'exception du niveau universitaire et d'associations religieuses ou para-religieuses, se tiennent trop sur la défensive pour être en mesure de prendre l'initiative du débat. Elles seront à la recherche d'un leader qui leur indiquera la voie à suivre. Ce leader, pour plusieurs, sera l'Assemblée des évêques.

Nous avons noté la position marginale dans le débat des deux seules associations qui ont catégoriquement réclamé la séparation des compétences de l'Église et de l'État en éducation et la création d'un ministère de l'éducation parfaitement intégré : le Parti socialiste du Québec et le Mouvement laïque de langue française. Au cours de la campagne, les vues de ces deux groupements se sont mêmes durcies de sorte qu'à la fin ils se sont retrouvés farouchement opposés au bill 60 sous sa forme amendée. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'être surpris de constater que le ministre de la Jeunesse ait complètement ignoré ces deux groupements.

Ce qui toutefois étonne, c'est le peu d'importance que le ministre a paru reconnaître aux associations progressistes modérées, dont les idées pourtant concordaient pour l'ensemble avec le projet de loi. De toute évidence, les associations d'étudiants, et de professeurs d'universités, les Unions ouvrières et autres institutions progressistes modérées n'ont pas retenu l'attention des agents politiques responsables. Que Paul Gérin-Lajoie, même dans des moments critiques, alors qu'il était abandonné de tous, n'ait pas cherché à s'appuyer sur ces associations, cela confirme à nos yeux le peu d'importance qu'il leur concédait. Ou bien le ministre jugeait que ces associations préconisaient des changements trop radicaux ou bien encore, ce qui est plus probable, il estimait que leur statut social n'était pas assez « respectable » pour qu'elles pussent servir utilement la cause du bill 60. Au cours du débat, ces associations s'indigneront du peu de cas que le gouvernement

faisait de leurs suggestions et certaines d'entre elles deviendront progressistes extrêmes. Ainsi les associations étudiantes s'inscriront en faux contre la déclaration de l'Assemblée des évêques à laquelle le gouvernement, de son côté, allait accorder une si grande importance. Et la Presse étudiante nationale, après avoir pris connaissance du nouveau bill, dira que le Ministère de l'éducation sera un « pseudo-Ministère ».

En lisant les commentaires de Paul Gérin-Lajoie sur les interventions des associations dans la campagne du bill 60, ce qui frappe surtout c'est la conception purement négative qu'il s'est faite des raisons d'être de ces interventions. Il ne semble pas que parmi les débattants il se soit cherché des alliés. Il a vu la campagne comme un phénomène social essentiellement négatif, c'est-à-dire comme servant à retarder indûment l'adoption du projet de loi. D'où, le fait que parmi les tendances qui se sont manifestées dans le débat il ait identifié surtout les positions extrêmes. D'où aussi, sa conviction que ces tendances, par suite de leurs contradictions mêmes, tendaient à annuler leurs effets respectifs. Ainsi il écrit :

« Cette période de réflexion a permis à l'opposition de s'exprimer, bien qu'elle se soit combattue et neutralisée elle-même. Autour du compromis original, les positions radicales de ceux qui auraient préféré un Ministère monolithique et des autres qui auraient aimé s'en tenir au *statu quo* se sont affrontées une dernière fois, se neutralisant les unes les autres et faisant ressortir l'équilibre du bill 60 » (*Pourquoi le bill 60*, 108).

À l'appui de ce jugement, le ministre fait état du désaveu, par les simples membres de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, de la position adverse au bill adoptée précédemment par leur exécutif. Il affirme en outre que des directeurs et supérieurs de plusieurs collèges classiques lui ont déclaré que leur point de vue ne cadrerait pas avec celui des porte-parole de la Fédération.

Non seulement le ministre de la Jeunesse ne semble pas avoir tenu pour importantes les interventions des associations, à quelque degré du continuum conservatiste-progressiste qu'elles soient situées, mais encore l'analyse des amendements incorporés dans la seconde rédaction du bill manifeste le peu de cas que le gouvernement, à peu d'exceptions près, a fait de leurs suggestions ⁴¹. On comprend que fort peu de recommandations émanant d'associations conservatistes ou progressistes extrêmes aient été retenues. Mais on est surpris du caractère marginal des suggestions venant d'associations conservatistes ou progressistes modérées qui ont été incorporées dans le bill révisé. Parmi les recommandations substantielles émanant de celles-ci, pour l'ensemble, seules celles cadrant avec la déclaration de l'Assemblée des évêques ont paru dignes d'être retenues.

Bien que les associations libres aient manifesté un intérêt soutenu envers les questions faisant l'objet du débat et que nombre d'entre elles aient tenté d'appliquer un maximum de pression, on doit conclure que le bilan final de leur effort indique qu'elles ont eu, de quelque manière qu'on considère leur action, fort peu d'influence dans le déroulement du processus. Plusieurs interventions émanant d'individus parurent d'un poids bien plus considérable : celles des évêques individuels incontestablement mais aussi celles, peut-être, entre autres de François-Albert Angers et d'Yves Prévost.

La faible capacité de pression des associations libres, telle qu'elle ressort de la campagne du bill 60, doit-elle être considérée comme la résultante des traits spécifiques de cette campagne qui, comme nous l'avons indiqué, aurait favorisé plutôt les associations d'affaires si elles s'étaient manifestées, et a indubitablement favorisé les interventions de caractère « personnel », ou bien, en outre, faut-il faire intervenir des explications de nature plus générale ? L'armature de la société

⁴¹ Le service de l'information du Ministère de la Jeunesse a publié un Cahier explicitant les différences entre les deux versions et nommant les auteurs qui avaient inspiré les révisions.

québécoise a-t-elle suffisamment de solidité pour soutenir des associations libres assez fortes pour défier avec quelque chance d'être prises au sérieux les agents politiques, surtout s'ils se situent au niveau du gouvernement ? C'est là une question à laquelle, dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne pouvons pas répondre. Il existe toutefois une autre explication possible de la faible capacité de pression qu'ont déployée les associations libres dans la campagne du bill 60. Celle-ci, en effet, a provoqué l'intervention digne mais ferme d'un groupe dont l'autorité, le prestige et le pouvoir se sont révélés prépondérants ; il s'agit de l'Assemblée des évêques. Il se peut que l'intérêt actif manifesté par les évêques individuels et par l'Assemblée ait inhibé les autres agents sociaux et peut-être même, jusqu'à un certain point, subjugué les agents politiques.

Le bill 60 et la société québécoise
Troisième partie : l'influence

Chapitre 3

Prépondérance de l'Assemblée des évêques

[Retour à la table des matières](#)

Trois documents émanèrent de l'Assemblée des évêques sur l'enjeu de la campagne : le premier, en date du 17 juin, soit neuf jours avant le dépôt du bill ; le deuxième, le 29 août, c'est-à-dire à la fin de la période des suggestions fixée par le premier ministre ; le troisième, le 12 décembre, plus d'un mois avant le dépôt du nouveau bill. Le premier et le dernier de ces documents furent signés au nom de l'Assemblée par Mgr Maurice Roy, alors Archevêque de Québec et Primat de l'Église au Canada. Le second document constitue une déclaration de l'Assemblée elle-même.

Les trois documents furent adressés directement au premier ministre ; seul le second avait un caractère public, les deux autres se présentant comme des lettres privées et personnelles. De fait, jusqu'à ce jour, la lettre du 17 juin est peu connue du public, et c'est le premier ministre lui-même qui a révélé le contenu de la lettre du 12 décembre, au

cours d'une séance régulière de l'Assemblée législative, le 23 janvier 1964.

L'Assemblée des évêques a constitué un des groupes de pression les plus actifs de la campagne du bill 60. Mais affirmer qu'elle a agi de façon démocratique constitue un mythe que des commentateurs trop serviles ont propagé. La réalité est plus complexe.

La position stratégique que l'Assemblée des évêques a occupée au cours du débat, c'est le gouvernement au départ qui la lui a délibérément concédée. Bien avant de les présenter à l'Assemblée législative, le premier ministre avait soumis à Mgr Roy les textes du bill originel et du bill amendé. C'était là, au moins de façon implicite, reconnaître à l'Assemblée des évêques une prérogative quasi législative ou, mieux peut-être, quasi judiciaire. C'était en même temps lui procurer un accès d'un caractère tout à fait exceptionnel auprès du gouvernement. Celui-ci donnait l'impression de se placer dans une position de subordination, de requérir une « permission », un « droit de procéder » à une autorité jugée supérieure ou tout au moins concurrente.

Sans nul doute l'Assemblée des évêques a su tirer un profit maximum de cette position stratégique que le premier ministre lui concéda d'emblée. Chacune des trois interventions officielles dont nous avons fait mention semble avoir été l'objet d'une synchronisation rigoureuse quant à la date de publication, au style employé et à la substance du document. Dans ses deux lettres, adressées privément au premier ministre, Mgr Roy néglige de mentionner le statut privilégié qui lui est accordé mais il exploite ce privilège avec une dignité qui témoigne chez lui d'une claire conscience du prestige de sa charge épiscopale. Par contre, le document du 29 août revêt un caractère public et, à première vue, il se présente simplement comme l'un des quelque trente mémoires adressés au premier ministre durant la période fixée pour les suggestions. Mais, au-delà des apparences, on se rend vite compte du caractère tout à fait spécial de la déclaration de l'Assemblée des évêques par rapport aux autres interventions. D'une part, en

effet, le 29 août, avant-dernier jour où des suggestions pouvaient être régulièrement adressées au premier ministre, peut avoir été l'objet d'un choix délibéré : l'agent social qui se jugeait le plus autorisé à se prononcer sur l'enjeu avait intérêt à ne pas faire une déclaration hâtive, qui entraverait l'action des autres agents, et il avait aussi intérêt à bien marquer ses distances par rapport à ceux-ci. D'autre part, la déclaration était empreinte d'une solennité et d'une maîtrise qui tranchait avec le laisser-aller et l'amateurisme de la majorité des autres documents : le style et la substance du texte sont d'une précision et d'une rigueur qui, même en faisant abstraction de la qualité des signataires, l'imposaient d'emblée à l'attention du gouvernement. Pour bien signifier qu'elle poursuit un objectif précis et qu'elle entend voir le gouvernement donner suite à ses suggestions, l'Assemblée des évêques écrit dans la note préliminaire :

« ... Sans prétendre à une formulation définitive, ces amendements [suggérés par l'Assemblée des évêques] empruntent le style juridique pour faciliter leur intégration dans le texte même du bill ».

Dans toutes ses déclarations officielles, l'Assemblée des évêques reconnaît à l'État le droit naturel d'émettre, dans sa sphère propre de compétence, des normes impératives et d'adopter des lois dans le domaine de l'éducation. Ainsi, dans la lettre au premier ministre qui préfaçait la déclaration du 29 août, l'Assemblée écrit :

« Certes, il est légitime que, dans un projet de loi qui tend à coordonner les divers éléments d'un système d'éducation, l'État prévoie des structures qui lui permettront d'assumer pleinement ses responsabilités. »

Et la lettre continue :

« Loin de vouloir imposer aux autres leurs propres conceptions de la culture et de l'éducation, nos catholiques estiment nécessaire que, par des structures pluralistes et souples, le gouvernement assure à chacun une juste liberté. D'autre part, obéissant à leur conscience, ils demandent pour eux-mêmes des écoles confessionnelles ... »

Toutefois l'Assemblée réaffirme le devoir de l'Église, dans sa sphère propre de compétence, d'exercer un droit de regard de dernière instance dans le même domaine. En d'autres termes, l'Assemblée des évêques, tout en se soumettant apparemment aux règles du jeu définies par le gouvernement, affirme son droit d'imposer aussi les siennes propres.

Dans sa lettre du 17 juin, Mgr Roy réitère avec force les prérogatives de l'Église dans le domaine de l'éducation. Bien qu'elle ne fasse pas explicitement mention de l'ancienne distinction entre les deux « pouvoirs », ecclésiastique et civil, la lettre s'en inspire indubitablement. En termes voilés, elle veut signifier que le « pouvoir » ecclésiastique préfère être l'allié du « pouvoir » civil mais qu'il sera son adversaire si nécessaire.

Envisagée sous cette optique, la campagne du bill 60 se présente comme un affrontement entre l'Église et de l'État. Les entrevues privées fort nombreuses du ministre de la Jeunesse avec des évêques, les interventions répétées d'évêques, agissant à titre individuel ou en groupe, auprès du ministre de la Jeunesse ou du premier ministre - tout cela dramatise et amplifie ce phénomène central ; et c'est ce phénomène qui procure au débat son caractère unique. Une occasion exceptionnelle nous est ainsi fournie de voir ouvertement à l'œuvre l'Église au Québec.

Par contraste avec les associations libres dont le comportement fut erratique et contradictoire, l'Assemblée des évêques a indubitablement préparé avec soin bien à l'avance chacune de ses interventions. Il est incontestable qu'elle a mis en œuvre toutes ses ressources afin d'influencer le déroulement du processus.

Avant toutefois de mesurer l'influence obtenue, il importe d'écarter une objection concernant la signification « réelle » de cette influence. On dit parfois que les évêques ne sont que les détenteurs en titre d'une autorité que d'autres exercent effectivement en leur nom. Ils ne se-

raient donc que des « hommes de paille » qui n'agissent que sur l'avis de conseillers, sorte d'éminences grises, qui constitueraient « le pouvoir derrière le trône ». Cette objection, qui vise tous les détenteurs officiels ou formels d'autorité et non pas les seuls évêques, ne mérite pas d'être retenue. Il est vrai que les chefs en titre s'entourent généralement de conseillers qui leur prodiguent des avis et souvent rédigent les documents portant leur signature. Il n'en reste pas moins que seule cette signature procure à ces documents leur valeur d'impérativité. Le moins qu'on puisse dire à cet égard, c'est que, dans les circonstances normales, cette signature n'est pas apposée à la légère. Si le contenu de tels documents ne fait pas l'objet d'une dénonciation ultérieure, on doit convenir qu'il correspond aux convictions des signataires. Sauf dans des cas spéciaux, la recherche des « véritables » auteurs nous paraît une entreprise futile. Pour tout dire, dans le cas qui nous occupe, nous ne voyons aucun intérêt à nous interroger sur les personnes qui ont pu conseiller Mgr Roy et l'Assemblée des évêques. Leur signature fait foi de leur approbation intelligente des documents. Et c'est là un aspect vraiment central à notre propos sans leur signature, l'influence de ces documents aurait certes été bien moindre et peut-être même, en dépit de leurs qualités intrinsèques, négligeable.

Cette objection écartée, nous pouvons maintenant poser la question bien pertinente de l'influence de l'Assemblée des évêques dans la campagne du bill 60. Et pour y répondre le plus adéquatement possible, nous allons considérer successivement les trois mesures de l'influence que nous avons définies plus haut : l'autorité, le prestige et le pouvoir.

Par rapport à l'éducation chrétienne qui fut l'enjeu principal de la campagne du bill 60, l'autorité - ou droit formel - de l'Assemblée des évêques était éminente et incontestable. L'Assemblée pouvait se réclamer d'une tradition ecclésiastique fort ancienne que sanctionnent des textes officiels nombreux et rédigés à des époques différentes. En outre, fait de notre point de vue bien plus significatif encore, cette autorité se trouvait explicitement reconnue au Québec, tant dans la loi

civile que dans la pratique administrative, les évêques étant, par exemple, membres d'office du très important Comité catholique du Département de l'instruction publique.

Or, dans ses trois déclarations, l'Assemblée des évêques de toute évidence prend soin de s'en tenir aux seules questions qui relèvent directement de la compétence ecclésiastique, c'est-à-dire la confessionnalité des écoles et l'enseignement chrétien. Dans sa lettre au premier ministre du 12 décembre, Mgr Roy souligne expressément cette préoccupation :

« Ils [les évêques] croient toutefois devoir rappeler que, se limitant strictement à ce qui relève de leurs charges pastorales, ils se sont contentés d'indiquer ce qui leur paraît indispensable pour qu'un ensemble d'écoles catholiques existe au sein des nouvelles structures d'enseignement ».

Dans sa première lettre du 17 juin, Mgr Roy concédait volontiers que, par le bill 60, le gouvernement voulait sincèrement reconnaître la confessionnalité des écoles. Mais, du point de vue des évêques, les garanties offertes pouvaient-elles être considérées comme adéquates ?

Rappelons qu'en abolissant le Comité catholique du Département de l'instruction publique où siégeaient les évêques, le bill 60 enlevait à ceux-ci une de leurs prérogatives traditionnelles : le droit direct de regard sur les aspects pédagogiques des programmes d'enseignement. Or, le bill 60 ne prévoyait aucune modalité de participation directe des évêques dans les rouages du nouveau système. N'allait-il pas en résulter une sérieuse diminution de leur autorité en éducation ? Le ministre de la Jeunesse, pour sa part, avait une réponse à cette interrogation :

« Les évêques, qui siégeaient au Comité catholique du CIP, continueront à jouer leur rôle dans l'enseignement religieux. Ils auront, en effet, une influence prédominante dans la nomination de tous les membres du Comité catholique. Ce pouvoir concilie le rôle pastoral que doivent jouer les évêques et le droit de représentation directe que doit avoir la population ; il permettra, d'autre part, aux prélats de se libérer de certaines tâches haras-

santes et parfois secondaires pour se consacrer plus complètement à des travaux de première importance »(*Pourquoi le bill 60*, 101).

Ce jugement, les évêques seraient-ils prêts à le corroborer sans nuances ? Le règlement de la question du rôle que les évêques seraient dorénavant appelés à remplir en éducation, tel que le gouvernement le proposait, était-il de nature à recevoir leur approbation ? Dans sa lettre du 17 juin, Mgr Roy avait à l'avance fait connaître au gouvernement que l'épiscopat ne pourrait agréer le projet de loi sans que des garanties supplémentaires concernant l'éducation chrétienne n'y soient insérées.

Sans directement mettre en question la légitimité de l'initiative unilatérale du gouvernement, la lettre du 17 juin rappelle avec force l'autorité naturelle de l'Église en éducation. Et le prélat écrit :

« Nous sommes dans l'obligation de faire des réserves sérieuses au sujet du projet soumis, en raison de son inspiration, des structures qu'il impose et des implications qu'il entraîne ... Sur ce point [c'est-à-dire les garanties aux écoles catholiques] le texte actuel ne saurait être agréé par l'épiscopat ; quelques modifications nous paraissent absolument nécessaires ... Il faut rappeler ici ce qu'est une école catholique. Pour l'Église, la religion ne se sépare pas de la vie, et une école n'est pas catholique du seul fait qu'elle inscrit un cours de religion à son programme et qu'elle n'offense pas la morale chrétienne, mais bien par les fins et les objectifs chrétiens qu'elle poursuit, par le climat général qui la baigne et par l'inspiration qui anime les maîtres et que reflètent programmes, manuels, etc...

On ne peut donc se contenter d'organiser l'enseignement religieux dans des écoles qui, pour tout le reste, seraient pratiquement neutres. » ⁴²

⁴² Mieux encore que dans la lettre du 17 juin, la lettre-préface du 29 août formule cette conception : « Selon le concept que l'Église a de l'éducation une école qui peut satisfaire pleinement les catholiques n'est pas simplement une école où l'on donne, à côté des matières profanes, un enseignement proprement religieux ou encore où l'on consacre des moments à la prière ou au culte. C'est un des aspects de l'universalité propre du christianisme que celui-ci embrasse l'ensemble de la vie humaine et donne une inspiration et un éclairage particuliers à toute l'activité de l'homme... Un esprit chrétien doit donc se retrouver dans toute la vie de l'école, dans son ordonnance, dans la philosophie de l'éducation qui l'anime, dans ses conceptions pédagogiques...

L'Assemblée souligne ainsi que dans la mesure où les gouvernements adhèrent au catholicisme ils doivent reconnaître la légitimité des revendications des évêques. Mgr Roy signale aux gouvernants qu'ils doivent reconnaître la légitimité des revendications des évêques puisque ceux-ci se bornent à « rappeler » la doctrine de l'Église concernant l'éducation chrétienne.

Dans ce contexte, on comprend mal que le gouvernement ait quand même déposé le bill 60 neuf jours après la première lettre de Mgr Roy. Estimait-il que le jugement de celui-ci était trop sévère et espérait-il une réaction favorable compensatrice de la part du public ? Ou bien, comme nous l'avons suggéré plus haut, le dépôt du bill initial fut-il le résultat d'une manœuvre stratégique, inspirée par la conviction que tout bill créant un Ministère de l'éducation serait l'objet d'attaques furieuses qui ne seraient contrées que par son retrait et son remplacement par un bill « amendé » laissant intacts les objectifs fondamentaux ? Ou bien plutôt le gouvernement n'a-t-il pas laissé passivement les procédures engagées suivre leur cours, quitte pour lui à aviser, si nécessaire, sur les dispositions à prendre en cours de route ? Ce sont là des questions relevant de la pure conjecture. Ce qu'il importe cependant de retenir, c'est que l'Assemblée des évêques avait à la première occasion affirmé sans détour son autorité et qu'il en ressortait clairement que, dans l'hypothèse d'une controverse avec le gouvernement, cette autorité était d'une nature propre à lui procurer une influence redoutable.

Non seulement l'autorité de l'Assemblée des évêques dans la campagne du bill 60 fut-elle incontestable, mais encore son prestige - deuxième mesure de l'influence -, bien qu'aucun sondage ne l'ait établi, fut de toute évidence énorme. Les évêques s'engageaient dans le

Il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur cette notion catholique de la confessionnalité qui vous est bien connue. Si nous nous sommes permis de la rappeler... c'est afin qu'elle soit parfaitement respectée dans les nouvelles structures d'éducation élaborées par le bill 60. »

débat avec l'assurance que procure la conscience de jouir, en toute circonstance, dans le Québec, d'un respect universel qui confine parfois à la servilité. En matière d'éducation, en général, beaucoup les considèrent comme des experts ; et tous s'inclinent devant leur compétence dans le domaine de l'éducation religieuse. Enfin la dignité et l'utilité de la charge épiscopale peuvent difficilement être mises en doute dans une société où la presque totalité des individus adhèrent activement à la confession catholique.

Une foule d'indices permettent de vérifier le prestige de l'Assemblée des évêques dans la campagne du bill 60. Les signes de déférence à son endroit et à l'endroit des évêques individuels de la part d'agents tant politiques que sociaux furent fort nombreux. Ainsi, c'est avec un soulagement évident que le ministre de la Jeunesse, après avoir dénoncé ceux qui essayaient « de défendre, sans qu'on le leur demande, les droits de l'épiscopat », cite le passage de la déclaration du 29 août où les évêques déclarent « avoir apprécié le fait que le gouvernement dans son projet de loi, ait voulu assurer le maintien des écoles qui répondent aux aspirations de la population catholique » (*Pourquoi le bill 60*, 110). La lecture par le premier ministre, au cours d'une séance régulière de l'Assemblée législative, de la lettre de Mgr Roy du 12 décembre, dans laquelle celui-ci exprimait la satisfaction de l'Assemblée des évêques à la suite des modifications apportées au texte du projet de loi, constitue une confirmation non équivoque de ce prestige. Il en est de même de la reproduction de la longue déclaration du 29 août dans les journaux. De nombreux témoignages montrent que partisans et adversaires du bill attendaient avec impatience cette déclaration. Et même s'il ne semble pas qu'elle ait sensiblement modifié les vues de ceux qui s'étaient déjà exprimés, l'absence quasi générale de critiques négatives indique la crainte ou le respect que l'on porte à l'endroit de l'Assemblée des évêques. Aucun individu, en effet, n'a formulé la moindre critique sur un point quelconque du texte et seulement cinq associations marginales exprimèrent leur désapprobation. Ainsi donc le prestige dont jouit l'Assemblée des évêques s'est pleinement manifesté dans la campagne du bill 60. On doit conclure qu'il a constitué

l'une des principales sources de l'influence de l'épiscopat dans le déroulement du processus.

L'Assemblée des évêques représente un organisme quasi politique, disposant de prérogatives et de ressources considérables qui lui procurent un immense pouvoir, dans le sens défini plus haut. Ce n'est pas le lieu d'énumérer les composantes de ce pouvoir dérivé du magistère suprême de l'Église, qui, dans les questions de doctrine et de morale, s'impose à tous les fidèles sous peine de graves sanctions. Il suffit de mentionner que, durant le débat sur le bill 60, l'Assemblée des évêques a fait un usage optimum de ses ressources en vue d'amener le gouvernement à conformer son projet de loi aux objectifs et aux intérêts de l'Église en éducation. Parmi les composantes majeures du pouvoir, citons la facilité d'accès auprès des centres de décision, le degré de perception de l'enjeu, l'intérêt porté à l'enjeu, et le nombre et la qualité des alliés virtuels.

Sous chacune de ces composantes, le pouvoir de l'Assemblée des évêques fut considérable. Nous avons établi dans *Le bill 60 et le public* la grande facilité d'accès des évêques auprès du premier ministre et du ministre de la Jeunesse au cours du débat. Rappelons quelques faits : Mgr Roy a vu les deux versions du bill 60 avant qu'elles ne fussent déposées à la Chambre ; le premier ministre a reconnu avoir communiqué par téléphone avec le Cardinal Léger avant le retrait du bill ; le ministre de la Jeunesse a conféré à plusieurs reprises avec des évêques. Par ailleurs, il ne fait nul doute que l'Assemblée des évêques était en position de percevoir l'enjeu avec une clarté exceptionnelle, les aspects religieux de l'éducation relevant immédiatement de sa sphère propre de compétence et l'ensemble de la question éducationnelle elle-même ayant traditionnellement été dans le Québec en grande partie sous la tutelle du clergé : de nombreux agents, tant sociaux que politiques, ont reconnu la compétence spéciale des évêques dans les questions faisant l'enjeu du débat. Quant à l'intérêt que l'Assemblée des évêques et les évêques individuels ont porté à l'enjeu, il se manifesta de plusieurs manières, notamment par le nombre, la va-

riété et la qualité exceptionnelle de leurs interventions. Enfin, les alliés que l'Assemblée des évêques, dans une société comme le Québec, aurait pu mobiliser dans le débat sur le bill 60 sont innombrables : la communauté des fidèles entière par l'intermédiaire des curés, toute la gamme des associations religieuses, les religieux et religieuses, les supérieurs de collèges et que d'autres agents encore ! Une réserve ici cependant s'impose : les alliés virtuels de l'Assemblée des évêques, loin de tenir une position uniforme à l'endroit du bill 60, étaient fortement divisés entre eux. Les uns favorisaient le bill tandis que les autres s'y opposaient. Parmi les évêques individuels eux-mêmes, certains se rangèrent parmi les conservatistes extrêmes tandis que d'autres exprimèrent des vues modérées. Toutefois, l'orientation prise par l'Assemblée des évêques peut être considérée comme exprimant une position d'équilibre ou de juste milieu, susceptible de rallier au besoin toutes les forces catholiques, à l'exception peut-être des progressistes et des conservatistes extrêmes.

D'après chacune des trois mesures - autorité, prestige, pouvoir - selon lesquelles on peut déterminer l'influence de l'Assemblée des évêques, on est donc conduit à conclure que cette influence fut prépondérante. Pour en apprécier l'étendue, nous allons avoir recours à trois indices différents : le rôle dans la clarification de l'enjeu, l'effet sur la polarité des vues des participants et, enfin, l'influence sur les décisions majeures qui furent prises au cours du processus.

L'influence de l'Assemblée des évêques s'est certainement fait sentir dans la clarification de l'enjeu. La lettre du 17 juin et les documents subséquents sont précis à ce propos. Il ne s'agit pas pour l'Assemblée des évêques de mettre en cause le bien-fondé de la création d'un Ministère de l'éducation et d'un Conseil supérieur de l'éducation. Ce sont là des questions que les évêques laissent expressément à d'autres le soin de discuter. L'Assemblée des évêques entend restreindre ses préoccupations immédiates au domaine de l'éducation chrétienne et aux structures nécessaires à la garantie d'une éducation en conformité avec les principes chrétiens.

Or, nous l'avons établi plus haut, pour la majorité des agents sociaux, c'est cette façon de percevoir l'enjeu qui a dominé le débat. Après la déclaration du 29 août surtout, qui dans sa partie technique, endossait l'essentiel du projet gouvernemental, la question qui se posait n'était pas de savoir s'il y aurait un Ministère de l'éducation mais bien plutôt quel serait le statut précis du Ministère par rapport à la confessionnalité. La déclaration du 29 août a brisé les reins aux opposants d'un Ministère de l'éducation.

L'Assemblée des évêques a aussi influencé, bien qu'à un degré moindre et de façon indirecte, les vues sur le second enjeu de la campagne : le rôle de l'État en éducation. Tout en cherchant à protéger ses propres intérêts, elle s'est montrée consciente de la complexité des problèmes posés par l'éducation et elle a expressément concédé à l'État une part de responsabilité dans leur solution. À aucun moment elle n'a soulevé d'objections de principe à l'accroissement du rôle de l'État en éducation. Quant aux responsabilités du ministre, elle s'est bornée à statuer qu'elles « doivent être en relation avec les attributions reconnues au Conseil supérieur ». Les amendements au bill qu'elle propose - comme par exemple, l'addition d'une déclaration de principes et le changement dans les modalités de nomination des sous-ministres adjoints et des membres des comités - visent exclusivement la protection de l'éducation chrétienne. Aucun de ces amendements ne porte directement sur le droit d'intervention de l'État en éducation, ni même n'empêche celui-ci d'adapter le système d'éducation aux besoins et aux désirs de la population. Ainsi, dans la déclaration de principes, l'Assemblée parle « du droit des parents de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants ». La lettre qui accompagnait la déclaration précisait le sens de ce principe pour l'Assemblée :

« ... Tous les citoyens retrouveraient dans cette proclamation des droits des personnes et des groupes en matière d'éducation, l'expression d'un principe qu'ils considèrent comme sacré : la liberté de conscience ... Le droit à la

confessionnalité se place tout entier, lui aussi, dans la logique du droit à la liberté de conscience ; il permet à ceux qui professent une foi religieuse d'avoir des écoles conformes à leurs convictions intérieures et à leur idéal de vie. »

En même temps, l'Assemblée concède à l'État la compétence d'établir le régime qu'il juge propre à confirmer ces droits de même que la responsabilité de désigner les groupes dont les droits pourraient recevoir une confirmation pratique. Ce texte n'exclut pas, bien au contraire, que l'État puisse créer les rouages d'un enseignement public neutre. On ne saurait mieux reconnaître l'importance et l'ampleur du rôle de l'État en éducation. Sans doute, à la fin de sa lettre du 17 juin, Mgr Roy dit craindre « une centralisation excessive » et l'omnipotence du ministre. Mais ce sont là des remarques isolées, écrites sans doute sous le coup du premier choc. Dans sa lettre du 12 décembre, Mgr Roy, passant en révision la situation d'ensemble, tient à souligner une dernière fois que les évêques se sont limités « strictement à ce qui relève de leurs charges pastorales ». On peut être catégorique sur ce point : l'Assemblée des évêques s'est refusée à servir de point d'appui au grand nombre de ceux qui, très souvent pour des motifs, extérieurement tout au moins, liés à la religion, s'opposaient à la création d'un Ministère de l'éducation ou qui encore, par crainte de la « technocratie », souhaitaient une réduction substantielle des fonctions du ministre au profit du Conseil supérieur.

Tout en ne se prononçant pas sur les modalités concrètes de l'exercice par l'État de son rôle en éducation, l'Assemblée des évêques s'est montrée favorable aux objectifs politiques fondamentaux du bill 60. Par son comportement général elle se rangeait dans le camp des conservatistes modérés mais elle ne s'éloignait pas sensiblement de celui des progressistes modérés. Les adversaires avoués de l'Assemblée des évêques se recrutèrent parmi les progressistes extrêmes. Mais nous avons l'impression que certains conservatistes extrêmes ont pu être mécontents de la position, somme toute fort conciliante, adoptée par l'Assemblée. Le mutisme complet de la Fédération des collèges

classiques après la déclaration du 29 août peut s'expliquer de cette façon.

Il ressort de l'analyse précédente que l'Assemblée des évêques a exercé une influence prépondérante dans la détermination du double enjeu, surtout sous l'angle de l'éducation chrétienne mais aussi, bien qu'indirectement, sous celui du rôle de l'État.

Son influence a pu, en outre, se faire sentir sur les facteurs de polarisation des vues des participants. Il est toutefois difficile d'établir l'existence de cet effet. Nous avons constaté une nette polarité des orientations des participants : orientations favorables au bill, ou positives, et orientations opposées au bill, ou négatives. Les expressions de vues sur la déclaration du 29 août sont conformes à cette polarité : les associations d'orientation négative qui se prononcèrent approuvèrent la déclaration et les associations d'orientation positives s'y opposèrent. Mais, si nous considérons leur comportement d'après notre échelle conservatiste-progressiste, nous constatons que la plupart des associations conservatistes extrêmes sont demeurées silencieuses et que seules des associations progressistes extrêmes se sont ouvertement inscrites en faux contre la déclaration. Ainsi, il est possible que l'Assemblée des évêques ait, sinon réconcilié, du moins sensiblement rapproché les partisans et les adversaires modérés du bill autour de sa propre position. Après la déclaration du 29 août, les dés sont joués et les participants en ont pris conscience. À l'exception d'un petit nombre de cas extrêmes, par la suite, les appuis au bill ont été plus fermes et les oppositions plus hésitantes. C'est du moins l'impression que nous laisse la lecture des documents. Ainsi donc, bien que la déclaration n'ait pas abrogé la polarité des orientations vis-à-vis le bill 60, elle a sensiblement comblé le fossé séparant la majorité des participants.

L'influence de l'Assemblée des évêques peut enfin s'être manifestée dans les décisions majeures qui furent prises au cours du processus. Il est vrai que la décision de déposer le bill sous sa forme originale fut prise malgré les objections formulées par Mgr Roy dans sa

lettre du 12 juin. Par contre, nous l'avons établi dans *Le bill 60 et le public*, l'influence d'évêques, notamment de Mgr Roy et du Cardinal Léger, a certainement pesé sur la décision du 8 juillet de retirer le bill. Enfin, l'étude comparative exhaustive des deux textes du bill faite par le service du Ministère de la Jeunesse montre que la version révisée incorpore, le plus souvent de façon textuelle, les amendements proposés par les évêques dans leur déclaration du 29 août ⁴³. Comme nous l'avons noté à la fin du chapitre précédent, la grande majorité des suggestions importantes venant d'autres groupements qui furent retenues s'inséraient dans la plupart des cas dans le contexte des suggestions de l'Assemblée des évêques. Le communiqué général émanant du bureau du premier ministre, le 14 janvier 1964, reconnaissait explicitement que la déclaration de l'Assemblée des évêques avait influé sur la rédaction du nouveau bill 60. Le communiqué affirme en effet :

« ... Certaines de ces suggestions ont permis une formulation plus heureuse de quelques articles ; d'autres visent à préciser certains pouvoirs ou attributions qui étaient implicites dans l'ancien texte ; d'autres, enfin, tendent à donner satisfaction, notamment en ce qui touche la constitution et

⁴³ Toutes les suggestions portent sur les articles 58a et 58b du bill. Telles qu'incorporées dans le bill elles incluent : (1) le préambule de la loi reproduisant les quatre principes généraux établis dans la déclaration sous forme de « considérants » ; (2) l'amendement dans la nomination des sous-ministres associés (afin de ne pas rendre celle-ci conditionnelle à une profession de foi) ; (3) des précisions apportées aux attributions des sous-ministres associés ; (4) la modification souhaitée dans la nomination des membres du Comité catholique (ceux-ci devant être nommés avec l'agrément et non seulement après consultation de l'Assemblée des évêques ; (5) la recommandation que les sous-ministres soient d'office membres associés des Comités de leur confession ; (6) l'élection des présidents des Comités par les membres de ces Comités ; (7) la nomination de secrétaires à temps plein pour le Conseil et pour chacun des comités ; (8) des précisions sur les fonctions des Comités de façon à mieux garantir aux écoles confessionnelles leur caractère catholique ou protestant selon le cas ; (9) le droit aux Comités de faire enquête et de poursuivre des recherches ; (10) des changements mineurs à l'ancien article 25 (article 28 dans le nouveau texte) de façon à formuler en termes plus clairs et plus succincts les dispositions relatives aux tâches et aux prérogatives du ministre de l'éducation.

les pouvoirs des Comités confessionnels, aux désirs exprimés par les autorités religieuses catholiques et certains groupements protestants ».

Si on en juge par la lettre du 12 décembre de Mgr Roy au premier ministre, les évêques, de leur côté, étaient satisfaits des résultats obtenus : Mgr Roy s'exprime très clairement sur ce point :

« Ils (les évêques) vous sont très reconnaissants de la bienveillance avec laquelle vous avez étudié leurs observations. Ils estiment que la nouvelle législation correspond en substance aux suggestions qu'ils vous ont soumises ».

L'examen que nous venons de compléter de trois indices majeurs d'influence - le rôle dans la clarification des vues, l'effet sur la polarité des orientations des participants et le poids sur les prises de décision - confirme l'autorité, le prestige et le pouvoir de l'Assemblée des évêques dans la campagne du bill 60 et nous conduit à conclure à la prépondérance de son influence sur les points essentiels et à presque tous les grands tournants du processus.

Le bill 60 et la société québécoise
Troisième partie : l'influence

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Doit-on conclure que le gouvernement a cédé aux « demandes » des évêques ? On a beaucoup spéculé à ce sujet. C'est ainsi que, faisant état de l'éclatante victoire électorale que le gouvernement avait remportée en novembre 1962, on a pu dire que celui-ci se trouvait en excellente position pour résister aux pressions des évêques. Une lutte ouverte entre l'Assemblée des évêques et le gouvernement, poursuivait-on parfois, aurait produit d'heureuses conséquences. Elle aurait permis de juger de l'emprise réelle des évêques sur la population. Elle aurait signifié tout au moins la fin de la supposée domination de l'Église sur l'État au Québec. Mais de telles spéculations portent à faux tant qu'on ne s'interroge pas sur les possibles raisons d'être d'une lutte ouverte entre l'Assemblée des évêques et le gouvernement. En d'autres termes, dans la campagne du bill 60, l'Assemblée des évêques fut-elle vraiment l'adversaire du gouvernement ou au contraire ne devint-elle pas en un sens plus profond son alliée ?

Quels ont pu être les motifs qui ont conduit l'Assemblée et les évêques individuels à intervenir dans le débat comme ils l'ont fait ? Et

quelles ont été les raisons qui ont incité le premier ministre et le ministre de la Jeunesse à leur prêter une oreille si attentive ?

Pour trancher ces questions, il faut rappeler les objectifs des deux protagonistes et nous demander dans quelle mesure ils n'auraient pas, au cours du processus, réconcilié leurs divergences et ne se seraient pas finalement rejoints à mi-chemin de leurs positions originelles respectives, sans avoir pour autant nécessairement renoncé à leurs objectifs fondamentaux.

Le but que le gouvernement poursuivait ressort du texte même du bill 60. Il consistait dans l'édification d'un système d'éducation répondant aux besoins de notre temps par la création d'un Ministère doté des prérogatives et des instruments d'action jugés nécessaires. Bien que des évêques se soient insurgés contre le projet gouvernemental, l'Assemblée des évêques comme telle a pris soin de ne pas mettre directement en cause l'objectif fondamental du gouvernement.

Par contre, le ré-aménagement radical du vétuste système d'éducation qu'impliquait la mise en œuvre du projet gouvernemental heurtait de front les intérêts de l'Église. C'est ainsi que l'Assemblée des évêques se trouvait délogée de sa traditionnelle position stratégique au sein du Comité catholique. De son point de vue, la situation ainsi créée était grave. Or, c'était de sa propre initiative et de façon unilatérale que le gouvernement délogeait ainsi l'Assemblée des évêques. Celle-ci se trouvait spoliée, sans pré-avis, de droits acquis.

On peut supposer qu'avant le bill 60 il existait une sorte de concordat au Québec entre l'Église et l'État au sujet de l'éducation. En déposant le bill 60 à l'Assemblée législative, le premier ministre en quelque sorte avait rompu un engagement contractuel. Le fait même que le premier ministre ait adressé une copie du bill au Primat de l'Église au Canada avant de le déposer à l'Assemblée législative constitue un indice de cette conscience, de négocier une nouvelle entente avec l'État. En d'autres termes, Mgr Roy signifiait au gouvernement que celui-ci

était en train de violer une sorte d'engagement solennel. Et en acceptant de poursuivre des négociations avec l'épiscopat et de la ferme volonté de ce dernier de négocier de la part du gouvernement, de l'existence d'un tel engagement contractuel. De son côté, dans sa lettre du 17 juin, Mgr Roy faisait part au premier ministre de l'insatisfaction de l'Assemblée des évêques, le gouvernement, de son côté, reconnaissait implicitement avoir été pris en faute.

Vues sous cet angle, les revendications de l'Assemblée des évêques paraissent avoir été bien modérées. Elles n'impliquaient aucunement le rétablissement de la situation antérieure mais simplement l'insertion dans le texte du bill de clauses visant, selon l'avis de l'Assemblée, une meilleure protection des écoles chrétiennes. Le bill 60 demeurerait substantiellement intact. À la lumière de ce comportement, il est légitime de conclure que les motifs qui ont conduit l'Assemblée des évêques à intervenir dans le débat se rattachaient moins à des craintes entretenues sur la substance même du bill - encore que celles-ci aient existé - qu'au sentiment d'un bris de contrat de la part du gouvernement et à la volonté d'amener celui-ci à conclure une nouvelle entente ⁴⁴.

⁴⁴ Le « pouvoir » clérical, outre l'Assemblée des évêques, comprend les évêques individuels, les curés de paroisses, les supérieurs de collège, les religieux et les religieuses et finalement, la communauté des fidèles elle-même. Dans la mesure où ces agents cléricaux se sont manifestés durant la campagne du bill 60, ils ont eu très souvent à l'endroit du bill une attitude bien plus négative que l'Assemblée des évêques. Il est probable que, n'eût été de la présence au sein de celle-ci de quelques évêques plus progressistes, notamment le Cardinal Léger et Mgr Roy, le style et le contenu de la déclaration du 29 août auraient été bien plus intransigeants et que le conflit entre l'Église et l'État que certains souhaitaient aurait éclaté. Que l'Assemblée des évêques ait été consciente d'un risque de conflit et qu'elle ait voulu l'écarter ressort d'une déclaration de Mgr Marius Paré, évêque de Chicoutimi. Après avoir dit que les amendements proposés par l'Assemblée des évêques constituaient un « minimum », il ajoutait : « l'épiscopat ne veut pas entrer dans une lutte ouverte avec le gouvernement. » Nos données nous conduisent à conclure à l'influence prédominante du Cardinal Léger et de Mgr Roy au sein de l'Assemblée des évêques. Plus particulièrement, nous estimons que Mgr Roy, en tant que Primat de l'Église au Canada et président de l'Assemblée des évêques, a joué un rôle-clé tout en demeurant dans l'ombre.

Face à l'Assemblée des évêques, le gouvernement se trouvait placé dans une position inconfortable, mais non pas désespérée. Quelle qu'ait pu avoir été sa propre perception du prestige et du pouvoir de l'Assemblée des évêques, le gouvernement ne pouvait pas ne pas reconnaître la légitimité de son autorité. Ayant de son propre chef rompu un quasi-concordat, il se trouvait dans l'obligation d'en négocier un nouveau. Or, dans ces circonstances, les termes tels que suggérés par l'Assemblée des évêques ne pouvaient que lui sembler tout à fait justifiées et raisonnables. Les accepter n'était donc, du point de vue du gouvernement, ni une humiliation, ni une défaite. Tout au plus c'était la reconnaissance d'une faute, d'une indélicatesse commise à l'endroit de l'épiscopat.

Ainsi donc, les objectifs de l'Assemblée des évêques et ceux du gouvernement, divergents au départ, ont finalement convergé au mieux de leurs intérêts mutuels. De leurs points de vue respectifs, les deux protagonistes sortaient de la campagne du bill 60 avec les honneurs de la guerre. Ce sentiment résultait de ce que l'un et l'autre avaient envisagé l'enjeu sous des angles différents. En effet, ce qui importait le plus du point de vue du gouvernement, c'est-à-dire la création d'un Ministère de l'éducation doté de prérogatives adéquates, restait acquis. Inversement, l'Assemblée des évêques croyait avoir permis l'insertion de clauses offrant les garanties de l'éducation chrétienne, objectif qui avait été son unique préoccupation. Par ailleurs, les concessions que l'un et l'autre avaient dû consentir au cours des négociations paraissaient minimes en comparaison des gains obtenus par les deux parties et notamment l'assurance que l'harmonie était, du moins provisoirement, rétablie entre l'Église et l'État.

Il nous paraît avoir été tout à la fois un instigateur, un modérateur et un agent de compromis dans le règlement du différend entre l'Église et l'État. Et sans un tel règlement, la dispute autour du bill 60 entre les « partisans de l'école athée » et les « intégristes cléricaux » aurait pu être sans issue.

Bien que la présence des deux « pouvoirs » dominants que constituent l'Église et l'État ait dominé la campagne du bill 60, nous aurions tort de conclure que cette campagne fut non signifiante.

Bien au contraire ! Cette campagne nous a montré une facette majeure du visage du Québec contemporain : elle a révélé les dimensions réelles et le fonctionnement d'une institution sociale - l'Église - à laquelle on a toujours prêté une influence énorme sans que cette influence ait jamais jusqu'ici été mesurée à l'occasion d'un cas concret.

La campagne du bill 60 nous a permis de constater que, dans le Québec, l'union de l'Église et de l'État, était encore intime. Elle a permis d'examiner comment, dans un cas précis, l'influence de l'Église s'est exercée. Elle nous a fait mieux saisir comment cette influence agit au sein de la société québécoise et comment elle inhibe la pensée et l'action des agents sociaux.

Une dernière question se pose. Si donc la confrontation de l'Assemblée des évêques et du gouvernement a dominé la campagne du bill 60, quelles en furent les conséquences pour les associations libres ? Nous estimons que l'autorité, le prestige et le pouvoir incommensurables de l'Assemblée des évêques fournissent l'explication de la piètre performance des agents sociaux durant la campagne. Ceux-ci, qu'ils fussent par ailleurs partisans ou adversaires du bill 60, n'ont paru exercer aucun effet sensible dans le déroulement du débat. C'est à peine si les agents politiques ont perçu le poids de leurs interventions. Les agents sociaux se sont livré entre eux une guerre surtout verbale mais la lutte véritable se disputait sur un champ de bataille d'où ils se trouvaient exclus. Bref, dans la campagne du bill 60, le rôle du gouvernement fut prioritaire, l'influence de l'Assemblée des évêques, prépondérante, et la force de pression des agents sociaux, insignifiante.

La campagne du bill 60 a donc été, à la périphérie de la société, une querelle sur la place publique entre associations libres et simples citoyens engagés dans la vie des associations, des revues et des mou-

vements sociaux ; mais, au cœur du système social, il a été la confrontation des deux « pouvoirs » dominants, le « pouvoir » ecclésiastique et le « pouvoir » civil. Les associations libres et les simples citoyens ont été des participants plus ou moins conscients des négociations entre ces deux géants. Et ceux-ci ont réussi à concilier leurs divergences sans avoir requis, même s'ils ont pu verbalement le réclamer, l'appui des associations libres et des simples citoyens.

Mais, en même temps, le climat des négociations entre l'Assemblée des évêques et le gouvernement manifesta que le conservatisme cléricalo-politique, si longtemps dominant au Québec, avait perdu de son emprise. La démocratisation encore récente de la société a déjà transformé les modalités des rapports entre l'Église et l'État. Dans la campagne du bill 60, l'Assemblée des évêques dut se produire sur la place publique. Et le conflit des idéologies entre participants, toute question d'efficacité mise à part, témoigne de la présence de la liberté politique récemment conquise.

Le bill 60 et la société québécoise

CONCLUSION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Il y a finalement deux façons différentes de considérer un débat public sur un enjeu : selon l'optique des agents politiques ou selon celle des agents sociaux. L'une et l'autre font paraître la société sous des angles fort différents. Nous allons examiner cette question en prenant comme cas la campagne du bill 60.

C'est le dépôt du bill 60 par le gouvernement qui a « provoqué » le débat et contribué à faire émerger le double enjeu - le rôle de l'État et l'éducation chrétienne - en fonction duquel les agents sociaux ont pris position. Mais il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement visait un objectif précis : faire adopter une loi. Ce n'est donc que de façon indirecte et dérivée que le gouvernement, par le bill 60, a incité les agents sociaux à s'engager dans un vif débat qui a manifesté au grand jour des tendances idéologiques profondément enracinées. Du point de vue du gouvernement, de telles interventions ne pouvaient que faire entrave à la mise en œuvre d'un projet jugé fondamental. Le moins qu'on puisse dire c'est que, dans l'interprétation des vues des participants, le gouvernement ne pouvait guère être enclin à adopter des critères complexes propres à reproduire la gamme entière des idéologies exprimées. Au contraire, pour lui, une fois le débat engagé,

les interventionnistes ne pouvaient que se départager, bon gré mal gré, en deux camps distincts : ceux qui étaient pour le projet et ceux qui étaient contre. Les autres, ceux qui ne pouvaient pas se ranger dans l'un ou l'autre camp, n'avaient, sur le moment du moins, aucune importance à ses yeux.

Cette façon bien particulière du gouvernement de percevoir l'action des agents sociaux, à son tour, décida du comportement de ces derniers. Sous peine de se mettre hors circuit et de se voir privés de toute influence dans le déroulement du débat, ils se devaient de durcir, sans les renier, leurs convictions idéologiques. Ils devaient voir tout en blanc ou tout en noir une question au sujet de laquelle, en d'autres temps, ils auraient exprimé des vues nuancées. De curieuses alliances se nouèrent de la sorte ⁴⁵. Mais c'était là le prix de la recherche d'une influence dans le processus de décision.

Ainsi donc, selon deux logiques différentes, le comportement du gouvernement et celui des agents sociaux convergèrent pour produire un phénomène que nous avons appelé la polarité des idéologies ⁴⁶.

Nous avons enregistré et présenté dans des tableaux cette polarité obligée des orientations par rapport au bill 60. D'une part, les participants dits d'orientation positive : porte-parole d'associations « séculières » et individus sans affiliation officielle, de mentalité laïque et à la marge du régime d'éducation publique et privée établi, ou encore dans une position jugée défavorable à l'intérieur de ce régime ; d'autre part, les participants dits d'orientation négative : associations « confes-

⁴⁵ C'est ainsi que le Mouvement laïque de langue française et la Fédération des ligues du Sacré-Cœur se retrouvèrent finalement l'un et l'autre dans le camp des adversaires du bill 60, bien que ces deux associations fussent aux antipodes l'une de l'autre, la première étant progressiste extrême et la seconde, conservatiste extrême.

⁴⁶ Voir : « La polarité des idéologies : conservatisme et progressisme », *Recherches Sociographiques*, vol. VII, nos 1 et 2, janvier-août, 1966. [Texte disponible [dans Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

sionnelles » et individus ayant un statut officiel élevé, notamment dans la hiérarchie ecclésiastique, de mentalité cléricale et à la tête des organismes administratifs du régime d'éducation publique ou privée existant ou encore dans une situation privilégiée à l'intérieur de ce régime. Les premiers, certes, avaient tout intérêt à faire la lutte pour une réforme plus ou moins radicale du régime ; et les seconds, au contraire, se devaient tout normalement de favoriser le *statu quo* ou tout au moins de viser à réduire la portée des changements.

Mais au-delà des considérations intéressées, qui refuserait de convenir que de profondes divergences idéologiques ont favorisé la polarisation des orientations des participants ? D'un côté, ceux qui souhaitaient l'accroissement de l'intervention de l'État en éducation, bien que la plupart du temps catholiques convaincus et même parfois clercs, se faisaient une conception souple et ouverte de la religion et de son insertion dans la société, mais, d'un autre côté, ceux qui prônaient le maintien plus ou moins intégral du *statu quo* politique, eux aussi catholiques convaincus et souvent clercs, concevaient la religion et son rôle social de façon beaucoup plus étroite et rigide. Deux conceptions de la politique et de la religion opposées, fruits de la coexistence au sein de la société québécoise de deux époques et de deux mentalités différentes, s'affrontaient.

Plus fondamentalement, les participants au débat se sont partagés en conservatistes et en progressistes. Les premiers se réclamaient de convictions anti-étatistes, corporatistes et « intégristes » ; les seconds se faisaient les champions de la planification, de la responsabilité démocratique et de la sécularisation.

Que le débat ait polarisé les orientations des participants en progressistes et en conservatistes, cela paraît incontestable. Mais en même temps, une fois cette dichotomie reconnue, nous restons insatisfaits. Nous avons l'impression que l'opération a été trop rapide, un peu artificielle même. Cette impression ne résulte-t-elle pas du fait qu'on présente alors le débat surtout sous l'optique des agents politiques plu-

tôt que sous celle des agents sociaux ? Dans notre analyse, en effet, nous avons vu que la gamme entière des idéologies exprimées par les agents sociaux débordait le diptyque conservatisme-progressisme. Nous avons dû convenir qu'il s'agissait là en réalité d'une échelle de mesure et que les idéologies auxquelles adhéraient les agents sociaux se distribuaient selon un continuum comportant au moins quatre degrés : conservatisme extrême, conservatisme modéré, progressisme modéré et progressisme extrême. Nous avons aussi constaté que la polarité des orientations par suite de l'action simplificatrice des agents politiques a eu pour effet la compression des idéologies complexes et l'exclusion pour toutes fins pratiques des idéologies extrêmes.

Considéré sous l'optique des agents sociaux, le débat sur le bill 60 a montré en effet que le clivage idéologique parmi les associations et les individus était très prononcé. Sous cet angle, le débat a mis en lumière le profond fossé entre les générations. Il a provoqué l'inévitable affrontement des privilégiés et des mal pourvus. Il a fait surgir les craintes de la minorité anglophone. Il a manifesté, enfin, l'ampleur des divergences régionales ⁴⁷.

Le débat a montré une image de la société québécoise bien différente de celle que font miroiter les slogans émanant du gouvernement. Au lieu de la vision devenue stéréotypée d'un Québec résolument progressiste, il nous a fait voir une société déchirée par des sollicitations contradictoires et bien hésitante quant à la voie à suivre.

Le débat sur le bill 60, en effet, représente beaucoup plus que la somme des interventions d'associations et d'individus sur une question controversée. Ce qui en établit surtout l'importance, c'est qu'il manifeste d'excellente façon les lignes de force et de faiblesse de la société

⁴⁷ Les associations anglophones furent pour la plupart d'orientation négative. Quant aux divergences régionales, elles se manifestent surtout dans l'opposition entre Montréal et le reste de la province, les associations montréalaises étant presque toutes d'orientation positive et les autres surtout d'orientation négative. Pour un exposé, voir *Le bill 60 et le public*.

québécoise. Les prises de position sur le bill 60 font paraître les représentations que cette société s'est données d'elle-même à l'occasion d'un enjeu jugé fondamental. Et partant, au cours de ce débat, la société a révélé de façon signifiante les idéologies qu'elle secrète. En départageant leurs vues sur un objet précis, associations et individus ont fait bien davantage que participer avec plus ou moins de succès à un processus de décision : ils ont en même temps fait connaître les complexes d'attitudes qui déterminent leurs perceptions de la société par rapport à son passé, dans son état présent et en regard de son avenir.

L'affrontement des idéologies au cours du débat sur le bill 60 contient aussi, selon nous, un enseignement de première valeur au profit de ceux à qui incombe la tâche d'aménager de nouvelles structures sociales. Il montre, en effet, l'absence de réalisme de ceux qui espèrent des associations libres qu'en toute harmonie et de façon unanime elles exercent un effet de contrôle, et au besoin de freinage ou d'accélération, sur le gouvernement. Les associations libres ne peuvent être organisées en « corps intermédiaires » que par la volonté tenace des gouvernements. Laissées à leur mouvement naturel, en se politisant, elles se transforment en groupes de pression. Et les conditions de la lutte politique les conduisent alors, non pas à œuvrer de concert, mais plutôt à s'opposer les unes aux autres dans la poursuite d'aspirations et d'intérêts divergents. Selon nous, le développement de la démocratie dite de participation dépend tout autant de l'apprentissage, parmi les membres des associations libres, des techniques de pression politique que de la transformation des associations par les agents politiques, avec l'appui des intellectuels et des leaders sociaux, en instruments de relais et de propagande des objectifs gouvernementaux. La doctrine des « corps intermédiaires », telle qu'on la professe souvent, porte en elle-même un germe destructif de la spontanéité idéologique des associations et des groupes. Loin d'accroître l'influence des agents sociaux sur les actes du gouvernement, l'application intégrale de la doctrine des « corps intermédiaires » signifierait leur mise en tutelle par les agents politiques. Dans l'élaboration d'organismes de liaison entre agents politiques et agents sociaux - organismes rendus néces-

saires par suite d'urgents besoins de coordination des objectifs et de communication des informations - il faudra veiller à sauvegarder une saine autonomie du social par rapport au politique. Il faudra voir au renforcement des structures sociales pour elles-mêmes et non pas seulement en tant qu'elles constituent des instruments de l'action du gouvernement. Une des interrogations que soulève notre étude de la campagne du bill 60 porte sur l'aptitude des associations libres et des leaders sociaux à collaborer, de façon positive et active, avec les agents politiques en vue de concevoir et d'aménager un système social adapté aux besoins de notre temps. L'étude des problèmes résultant des efforts récents d'élaboration d'un système moderne d'éducation au Québec nous procurerait une foule d'informations précieuses qui, dans l'état actuel de nos connaissances, nous font scandaleusement défaut.

Le bill 60 et la société québécoise

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

Le bill 60 et la société québécoise

Appendice A

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

- 28 février 1961. Adoption de la loi instituant une Commission royale d'enquête sur l'enseignement (9-10 Elizabeth II, Ch. 25).
- 24 mars 1961. Sanction de la loi.
- 21 avril 1961. Arrêté en Conseil déterminant la constitution de la Commission d'enquête sur l'enseignement et nommant ses membres. Les commissaires désignés sont les suivants : Mgr Alphonse-Marie Parent, P.A., M. Gérard Filion, M. Paul Larocque, M. David Munroe, Sœur Marie Laurent de Rome, Mlle Jeanne Lapointe, M. John McIlhone, M. Guy Rocher. M. Arthur Tremblay est nommé membre-adjoint. Mgr Alphonse-Marie Parent est nommé président de la Commission et M. Gérard Filion, vice-président (M. Gérard Filion a abandonné la vice-présidence en juillet 1964 et M. Munroe fut nommé à ce poste. M. Filion continue toutefois de faire partie de la Commission). M. Arthur Tremblay, devenu sous-ministre de l'Éducation le 13 mai 1964, a donné sa démission comme membre-adjoint à la commission.

1961-1962.	<i>Soumission des Mémoires à la Commission d'enquête.</i>
23 avril 1963.	<i>La première tranche du Rapport de la Commission d'enquête est rendue publique.</i>
26 juin 1963.	<i>Dépôt du bill 60 à l'Assemblée législative.</i>
8 juillet	<i>Retrait du bill 60.</i>
16 juillet	<i>Le premier ministre avise les associations et les individus intéressés qu'ils ont jusqu'au premier septembre pour lui transmettre leurs suggestions.</i>
29 août	<i>Déclaration de l'Assemblée des évêques.</i>
14 janvier 1964.	Dépôt du nouveau bill 60 à l'Assemblée législative (deuxième lecture).
5 février	<i>Adoption de la loi créant le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation.</i>
19 mars	Sanction de la loi créant le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation.

Le bill 60 et la société québécoise

Appendice B

TABLEAUX ET COMMENTAIRES

Note explicative

[Retour à la table des matières](#)

Les grands « moments » qu'a « vécus » le bill 60 nous ont tout naturellement fourni les jalons en fonction desquels nous avons construit les tableaux qui suivent. Dans la chronologie des principaux événements que nous reproduisons dans l'Appendice A, les italiques indiquent ces moments. Ils sont au nombre de sept : 1. Soumission des Mémoires à la Commission d'enquête (1961-1962) ; 2. Publication de la première tranche du Rapport de la Commission d'enquête (23 avril 1963) ; 3. Dépôt du bill 60 à l'Assemblée législative (26 juin) ; 4. Retrait du bill 60 (8 juillet) ; 5. Avis donné par le premier ministre aux associations et individus intéressés qu'ils ont jusqu'au premier septembre pour lui transmettre leurs suggestions (16 juillet) ; 6. Déclaration de l'Assemblée des évêques et archevêques catholiques de la province de Québec (29 août) ; 7. Réaction au nouveau bill et adoption de la loi créant le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation (5 février 1964).

Par ailleurs, une liste d'associations et d'individus, dressée à partir des Mémoires soumis à la Commission d'enquête et d'interventions reproduites dans les journaux, a servi de point de départ au choix des associations ⁴⁸ et des individus. Pour être retenu, une association ou un individu devait, à l'un ou l'autre des « moments », avoir pris position au moins une fois, témoignant en outre un désir d'influence, positive ou négative, manifeste ou par implication, sur le sort du bill 60 ⁴⁹. En pratique, dans le cas d'une intervention unique, surtout s'il s'agissait d'un Mémoire à la Commission d'enquête, il était souvent impossible d'identifier l'intention d'une orientation ferme. C'est ainsi qu'à la lumière des événements ultérieurs le simple fait pour une association ou un individu d'avoir recommandé dans un Mémoire à la Commission d'enquête la création d'un Ministère de l'éducation ou d'un Conseil supérieur de l'éducation ne constituait pas une intervention significative à laquelle on pouvait attribuer une orientation, positive ou négative, précise : au moins une seconde intervention à l'un ou l'autre des moments subséquents s'imposait. Par contre, nous avons jugé que la recommandation du maintien du Département de l'instruction publique indiquait une orientation suffisante - et négative - puisqu'elle signifiait par anticipation le refus des principales conclusions du Rapport de la Commission d'enquête et, par conséquent, des clauses fondamentales du bill 60 ⁵⁰. En outre, pour être retenues, les interventions

⁴⁸ Par association, nous entendons tout groupe ou corporation possédant une organisation formelle.

⁴⁹ Les signes (+) ou (-) dans la partie supérieure à la droite des tableaux résument l'orientation d'ensemble, favorable ou défavorable, des associations ou des individus par rapport au bill 60. L'attribution de l'un ou l'autre de ces signes à une association ou à un individu résulte d'une pondération globale des orientations positives ou négatives à chacun des « moments » (voir le code page 160). Les commentaires qui suivent la présentation des tableaux justifient l'orientation de chacune des associations et des individus. Pour plus de précisions nous avons noté la date et la source des interventions.

⁵⁰ Les associations qui ont préconisé dans un Mémoire le maintien du Département de l'instruction publique et qui ont pris position par la suite se sont toutes opposées au bill 60. Par contre, parmi les associations favorisant dans leur Mémoire un Ministère ou un Conseil et qui sont intervenues subséquemment,

autres que les Mémoires à la Commission d'enquête, devaient avoir fait l'objet d'une « nouvelle » reproduite dans les journaux ou encore d'un document adressé directement au premier ministre. Nous avons tenu compte des lettres aux journaux mais non pas des éditoriaux des journalistes ⁵¹. Dans le cas d'interventions conjointes, pour obtenir une mention distincte, il fallait qu'une association ou un individu se soit manifesté indépendamment au moins une fois.

Soixante-dix associations et quarante-quatre individus répondaient à ces critères ⁵². Nous avons rangé nos soixante-dix associations sous sept rubriques distinctes conformément à leurs caractères dominants : I - idéologiques (14 associations) ; II - enseignants (11 associations) ; III - étudiants (4 associations) ; IV - administrateurs (16 associations) ; V - parents, parents-maîtres et connexes (13 associations) ; VI - syndicales et d'affaires (9 associations) ; VII - religieuses (3 associations).

Quant aux quarante-quatre individus nous les avons répartis en six catégories : I- collaborateurs réguliers à des revues (8 individus) ; II - évêques (6 individus) ; III - hommes politiques (10 individus) ; IV -

certaines ont appuyé le bill 60 et d'autres s'y sont opposées. Ces divergences de comportement constituent une démonstration *ex post facto* de la légitimité de notre décision de principe.

⁵¹ Cette exclusion, rendue nécessaire pour éviter des difficultés d'ordre quantitatif et qualificatif, nous a malheureusement conduit à des omission importantes. Nous songeons notamment à André Laurendeau, qui, en plus de signer des articles ayant pu influencer le déroulement du processus, a croisé plus d'une fois le fer avec F.A. Angers sur le sujet. Par ailleurs, si un article de journal ou de revue a fait l'objet d'une « nouvelle », il va sans dire que le nom de son auteur se trouve dans notre liste d'individus.

⁵² Ces chiffres excluent évidemment les associations et les individus qui ne se sont manifestés que dans des interventions conjointes. Les noms de ceux-ci apparaissent toutefois dans le tableau des associations conjointes (tableau V, page 177). Ils ont en outre, comme nous venons de l'indiquer, pu faire l'objet de mentions dans les tableaux, s'ils sont pas ailleurs intervenus de façon indépendante.

membres d'associations (II individus) ; V - religieux (8 individus) ; VI - sans affiliation connue (1 individu). ⁵³

⁵³ La sixième catégorie n'incluant qu'un individu et n'ayant par conséquent aucune signification statistique n'a pas été retenue dans nos tableaux. Ceux-ci ne comportent donc que cinq catégories groupant quarante-trois individus.

Le bill 60 et la société québécoise

TABLEAUX ⁵⁴

[Retour à la table des matières](#)

Tableaux	I : I - I : VII	Catégories d'association.
	II : I. - II : V	Catégories d'individus.
	III. : II	Interventions d'associations (présentation synthétique).
	IV.	Interventions d'individus (présentation synthétique).
	V.	Interventions conjointes d'associations.
	VI.	Polarité des orientations.

CODE DES TABLEAUX

A - Signification des symboles.

- + = orientation positive.
- = orientation négative.
- * = commentaires sur le retrait du bill faits après le 16 juillet, date de l'avis du premier ministre aux associations et individus.

() = intervention conjointe ⁵⁵.

⁵⁴ Ces tableaux sont précédés d'un code et sont complétés par des commentaires qu'on trouvera à l'Appendice B, pages 158 et ss.

- x = intervention par un Mémoire à la Commission d'enquête.
X = orientation d'ensemble, positive ou négative.
N = (1) nombre d'associations ou d'individus qui sont intervenus ;
(2) somme totale des interventions.
S = suggestions faites au premier ministre comprises dans le « Texte des principaux Mémoires soumis au premier ministre » ou mentionnées comme telles dans les journaux.
- A = Journal « L'Action »
D = Journal « Le Devoir »
E = Journal « L'Événement »
G = Journal « The Gazette »
MT = Journal « The Montreal Star »
P = Journal « La Presse »
SO = Journal « Le Soleil »
T = Journal « La Tribune » (Sherbrooke)

⁵⁵ Le tableau V (page 177) contient la présentation détaillée des interventions conjointes.

B- Moments des interventions.

1. Mémoires : (1961-1962)

	Orientation des prises de position		
1.1 Pour un Ministère de l'Éducation	+	ou	-
1.2 Pour un Conseil supérieur de l'éducation	+	ou	-
1.3 Pour le Département de l'instruction publique			-
1.4 Sans prise de position	aucune orientation		
1.5 Pas de Mémoire	aucune orientation		

2. Réaction au Rapport (du 23 avril 1963 : publication du Rapport, au 26 juin : dépôt du bill 60).

	Orientation des prises de position		
2.1 Favorables au Rapport	+		
2.2 Non favorables au Rapport	-		

3. Réactions au bill 60 (du 26 juin : dépôt du bill, au 8 juillet : retrait du bill).

	Orientation des prises de position		
3.1 Contre un délai	+		
3.2 Pour un délai	-		

4. Réactions au retrait du bill (du 8 juillet : retrait du bill au 16 juillet : avis du premier ministre aux associations et individus).

	Orientation des prises de position		
4.1 Non favorables au retrait	+		
4.2 Favorables au retrait	-		
* du 16 juillet : avis du premier ministre aux associations et individus, au 29 août : déclaration de l'Assemblée des évêques.			
4.1 * Non favorables au retrait	+		
4.2 * Favorables au retrait	-		

5. Commentaires (du 16 juillet : avis du premier ministre aux associations et aux individus, au 10 février 1964 : cinq jours après l'adoption de la Loi).

	Orientation des prises de position		
5.1 Jusqu'au 29 août : déclaration de l'Assemblée des évêques	+	ou	-
5.2 Favorables aux amendements préconisés par l'Assemblée des évêques		-	
5.3 Non favorables aux amendements préconisés par l'Assemblée des évêques		+	
5.4 • Après le 29 août et sans référence à la déclaration de l'Assemblée des évêques ;			
•• du 14/1/64 au 10/2/64 : Réactions au bill 60 amendé	+	ou	-

Tableau. I :I - Associations idéologiques

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Chevaliers de Champlain												29/8 D					X
2. Chevaliers de Colomb		x															X
3. Comité Ukrainien Canadien		x															X
4. Commission politique de la Fédération Libérale du Québec					x	22/5 A										X	
5. Congrès Canadien Juif (Section de l'Est					x											X	
6. Fédération des Étudiants Libéraux du Québec					x			9/7 D								X	
7. La Fierté Française			x														X
8. Institut Canadien d'Éducation des Adultes		x														X	
9. Mouvement Laïque de Langue Française	x	x				1/5 D										X	
10. Parti Socialiste du Québec					x					20/7 D*						X	
11. S.S.J.B. (Fédération)	x						10/6 D		8/7 D								X
12. S.S.J.B. (Montréal)	x																X
13. S.S.J.B. (Québec)					x												X
14. Voix des Femmes					x					15/7 D						X	
N : (1) (2)	3	2	3		6	2	1	1	1	2		5 (6)	1	2	5 (6)	7	7

Tableau. I :II - Associations d’enseignants

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Association des Instituts de religieuses enseignantes du Québec.			x								(16/7) E	29/8 S					X
2. Association des professeurs de l’Université Laval	x	x								16/7 E						X	
3. Association des professeurs de l’Université de Montréal	x	x				22/6 D		9/7 D				29/8 S			(30/8) D 29/1/6 4 D	X	
4. Association des professeurs laïcs des Écoles Normales de Mon- tréal			x														X
5. Association professionnelle des professeurs laïcs de l’enseignement classique de la Province de Québec				x											14/10 F		X
6. Association professionnelle des professeurs de l’enseignement spécialisé					x	13/5 D				12/7 D						X	
7. Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec	x	x							2/7 5/7 D			(19/8) S 29/8 P	9/9 D		(30/8) D		X
8. Fédération des Frères éducateurs du Canada				x							(16/7) E	5/8 S					X
9. Fédération des instituteurs catholiques de l’Archidiocèse de Sherbrooke					x							20/8 D					X

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
10. The Provincial Association of Catholic Teachers	x											(26/8) S					X
11. The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec			x									29/8 S			6/9 D		X
N : (1) (2)	4	3	32	2	2			1	1 (2)	2	2	7 (8)	1		5 (6)	3	8

Tableau. I : III - Associations d'étudiants

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Association générale des étudiants de l'Université de Montréal	x	x				D		4/7 D		24/8 D*		(27/ 8) S		(12/ 9) S		X	
2. Association générale des étudiants de l'Université de Sherbrooke					x							(27/ 8) S			9/10 D	X	
3. Presse étudiante nationale					x	D		8/7 D		11/7 D		(27/ 8) S		(12/ 9) S	23/1/ 64 D	X	
4. Section étudiante du Mouvement laïque de langue française					x									19/9 D		X	
N : (1) (2)	1	1			3	2		2		2		3		3	2	4	0

Tableau. I : IV - Associations d’administrateurs

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Association d’Éducation du Québec			x			20/5 D						3/10/7 S 4/7 S					X
2. Association des Commissions scolaires du diocèse de Sher- brooke					x							28/8 D					X
3. Bureau Métropolitain des Écoles protestantes de Montréal			x														X
4. Comité catholique du Conseil de l’Instruction publique			x									29/8 D					X
5. Comité protestant du Conseil de l’Instruction publique			x									26/8 S					X
6. Commission des Écoles catholiques de Val d’Or			x														X
7. Commission des Écoles catholiques de Montréal				x								29/8 S				X	
8. Commission des Écoles catholiques de Québec			x									16/8 E					X
9. Commission scolaire régionale des Mîles Isles				x											29/8 D	X	
10. Commission universitaire de la Compagnie de Jésus		x													5/9 S		X
11. Conseil de l’Instruction publique			x														X
12. Fédération des Collèges classiques			x			1/5 E	21/6 D		26/6 D 4/7 D		10/7 D	19/8 S					X
13. Fédération des Commissions scolaires catholiques			x						9/9 D			9/7 S 19/8 S	12/9 D		12/10 D		X
14. Protestant School Commissioners of Pointe-Claire and Bea- consfield			x														X
15. Quebec Association of of Protestant schools Administrators				x					5/7 D			26/8 S 27/8 S					X
16. Séminaire de Rimouski			x														X
N : (1) (2)		1	11	2	2	2	1		3 (4)		1	9 (12)	1		3	2	14

Tableau. I : V - Associations de parents, parents-maîtres

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Association des diplômés de l'Université de Montréal				x		25/4 D										X	
2. Association des groupements de foyers de l'Archidiocèse de Québec			x														X
3. Association des parents-maîtres de Rimouski			x														X
4. Association des parents-maîtres de Sherbrooke					x		1/4 T										X
5. Cercle des Fermières de la Province de Québec			x														X
6. Fédération des Associations parents-maîtres du Québec					x					28/8 D*						X	
7. Federation of English Catholic Parent-Teachers Associations of Quebec				x								(26/8) S			30/8 S 23/1/64 D		X
8. Foyers Notre-Dame canadiens			x														X
9. Fédération des Unions de famille				x											(30/8) D	X	
10. Quebec Federation of Home and School Associations	x	x				13/5 T									11/10 D	X	
11. Retional Council of the South Shore (Parent-Teacher)			x														X
12. Tradition et Progrès (revue)			x														X
13. Union des ligues de propriétaires de la Province de Québec			x														X
N : (1) (2)	1	1	7	3	2	2	1			1		1			3 (4)	4	9

Tableau. I : VI - Associations syndicales et d'affaires

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Association professionnelle des industriels				x											(30/8) D	X	
2. Cercle des femmes journalistes					x										4/9 D	X	
3. Chambre de Commerce de Montréal					x										6/9 D	X	
4. Chambre de Commerce de la Province de Québec	x	x													(30/8)	X	
5. Confédération des syndicats nationaux	x	x				29/4 A 26/6 D		6/7D		11/7 D 17/7 E*		28/8 D			D30/8D 11/10D 16/10D 25/1/64	X	
6. Corporation des techniciens professionnels de la Province de Québec					x					27/8 D*						X	
7. Fédération des jeunes Chambres de commerce de la Province de Québec	x	x													30/8 D	X	
8. Fédération des Travailleurs du Québec	x	x				29/4 D 26/6 D		6/7D		12/7 D					30/8 D	X	
9. Union catholique des cultivateurs				x									6/9 D		30/8 S		X
N : (1) (2)	4	4		2	3	2 (4)		2		3 (4)		1	1		8 (11)	8	1

Tableau. I : VII - Associations religieuses

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Action catholique canadienne			x														X
2. Fédération nationale des Ligues du Sacré-Coeur			x												30/8 D		X
3. Assemblée des évêques					x							29/8 S					X
N : (1) (2)			2		1							1			1	0	3

Tableau. II : I – Collaborateurs réguliers à des revues

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orienta- tions géné- rales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Angers, François-Albert (Action Nationale)							6/5 F		6/7 D			26/8 D			31/8 24/9 12/10 12/11 D 16/9 ^E		X
2. Arès, R. P. Richard, s.j., (Relations)															12/10 D		X
3. Bradet, R.P. Henri, o.p. (Maintenant)															19/9 D 21/10 P	X	X
4. Cousineau, R.P. Jacques, s.j. (Relations)															12/10 D		X
5. Genest, R.P. Jean, s.j., (Relations)															24/9 D		X
6. Gingras, Paul-Émile (Action Nationale)															14/10 P		X
7. Grandpré, R.P. Marcel de, c.s.v., (Action Nationale)															24/9 D		X
8. Lévesque, Albert (Action Nationale)															12/9 D 13/9 D		X
N : (1) (2)							1	1	1			1			8 (14)	1	7

Tableau. II : II – Évêques

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Cabana, Mgr Georges (Sherbrooke)									(6/7)			21/8 D			24/9 D		X
2. Léger, Cardinal Paul-Émile (Montréal)									17/7 E 18/7 E								X
3. Paré, Mgr Marius (Chicoutimi)													24/9 D				X
4. Parent, Mgr Charles-Eugène (Rimouski)												21/8 D					X
5. Roy, Mgr Maurice (Québec)									17/6/S 13/7 E						12/12		X
6. Sanchagrin, Mgr Albert (Amos)												16/8 E					X
N : (1) (2)									3 (5)			3	1			20	6

Tableau. II : III – Hommes politiques

[Retour aux tableaux](#)

	1	2		3		4		5				Orientations gé- nérales	
	1.1 – 1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Bertrand, Lionel (Ministre)											9/9 D	X	
2. Caouette, Réal (Ralliement créditiste)											9/9 D		X
3. Gabias, Yves (Union Nationale)								16/8 D					X
4. Gérin-Lajoie, Paul (Ministre de la Jeunesse)				8/7 D 9/7 D		13/8 14/8 D 16/8 17/8 20/8 D			23/9 28/9 D 30/9 11/11 D		5/9 D 4/10 D 17/10 D 9/10 D 17/10 31/12D	X	
5. Gervais, Albert (Union Nationale)							29/7 D				24/10 E 28/10 D		X
6. Johnson, Daniel (Chef de l’Opposition)					29/6 D						12/10 D 18/11 21/11 D 26/11 D		X
7. Lesage, Jean (Premier Ministre)				27/6 D			9/7 D 20/7				30/80D 15/10 D 19/10 D	X	
8. Lévesque, René (Ministre)									20/90D			X	
9. Marcoux, Docteur Guy (Crédit social)											28/1/64 D		X
10. Prévost, Yves (Ancien Secrétaire de la province, Union Nationale)		27/5 D		4/7 D							29/9 D 27/9 25/10 D		X
N : (1) (2)			1	2 (3)	2	1 (5)	2 (3)	1	2 (5)		8 (21)	4	6

Tableau. II : IV – Membres d’associations

[Retour aux tableaux](#)

	1	2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1 – 1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Barbeau, Raymond (Ancien président de l’Alliance lauren- tienne)		8/5 D										X	
2. Bhérer, Wilbroad (président de la Commission scolaire de Québec)		24/4 P						16/8 E				X	
3. Bleau, Jean-Claude (porte-parole de la Véritas-Via-Vita)							22/7 D*						X
4. Bonneau, Louis-Philippe (vice-recteur de l’Université Laval)	24/4 P											X	
5. Japp, Robert (directeur de l’enseignement à la Commission des Écoles protestantes de Montréal)	25/4 MT											X	
6. Joly, Jean-Marie (directeur du Département de pédagogie de Laval)	2/5 SO										27/11 E	X	
7. Lefebvre, Jean-Paul (directeur des relations publiques à la C.S.N.)	16/5 D											X	
8. Marquis, Juge Eugène (Député d’État des Chevaliers de Colomb)											24/9 D		X
9. Munroe, David (commissaire de la Commission Parent)											30/8 D	X	
10. Parenteau, Roland (président de l’Institut canadien d’Éducation des adultes)											11/10 P	X	
11. Sauvé, Lévis (vice-président de la Fédération des Commis- sions scolaires)											29/9 D	X	
N : (1) (2)	6						1	1			5	9	2

Tableau. II : V – Religieux

[Retour aux tableaux](#)

	1	2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1 – 1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
1. Caron, Révérend Frère Alphonse, c.c. (président de l’Académie de Québec)								27/8 D			21/9 D	X	
2. Dion, Abbé Gérard (professeur à l’Université Laval)											19/9 D	X	
3. Grenier, Mgr Henri (ancien professeur à l’Université Laval)											25/10 D		X
4. Hamelin, Abbé Jean-Marie (professeur à l’Université Laval)											22/11 E	X	
5. Larouche, Abbé Antoine											10/1/64 D		X
6. Lavallée, Abbé Germain (aumônier du Club des Francs de Québec)			27/5 T										X
7. Lussier, Mgr Irénée (recteur de l’Université de Montréal)								20/8 D				X	
8. O’Neill, Abbé Louis (professeur à l’Académie de Québec)		8/5 D									30/8 D 19/9 D 27/9D 12/10 D	X	
N : (1) (2)	1	1						2			6/9	5	3

Tableau. III – Interventions d’associations (présentation synthétiques)

[Retour aux tableaux](#)

		1					2		3		4		5				Orientations générales		
		1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-	total
Tableau I : I	Associations idéologiques	3	2	3		6	2	1	1	1	2		5 (6)	1	2	5 (6)	7	7	14
Tableau I : II	Associations d’enseignants	4	3	3	2	2	2		1	1 (2)	2	2	7 (8)	1		5 (6)	3	8	11
Tableau I : III	Associations d’étudiants	1	1			3	2		2		2		3		3	2	4	0	4
Tableau I : IV	Associations d’administrateurs		1	11	2	2	2	1		3 (4)		1	9 (12)	1		3 (4)	2	14	16
Tableau I : V	Associations de parents, parents- maîtres et connexes	1	1	7	3	2	2	1			1		1			3	4	9	13
Tableau I : VI	Associations syndicales et d’affaires	4	4		2	3	2 (4)		2		3 (4)		1	1		8 (11)	8	1	9
Tableau I : VII	Associations religieuses			2		1							1			1	0	3	3
N : (1) (2)		13	12	26	9	19	12 (14)	3	6	5 (7)	10 (11)	3	27 (32)	4	5	27 (33)	28	42	70

Tableau. IV – Interventions d’individus (présentation synthétiques)

[Retour aux tableaux](#)

	1	2		3		4		5				Orientations générales		
	1.1 – 1.5	2.1	2.2	3.1	3.2	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4		+	-
Tableau II : I Collaborateurs réguliers à des revues			1	1	1			1			8 (14)	1	7	8
Tableau II : II Évêques					3 (5)			3	1		2	0	6	6
Tableau II : III Hommes politiques			1	2 (3)	2			1	2 (5)		8 (21)	4	6	10
Tableau II : IV Membres d’associations		6					1	1			5	9	2	11
Tableau II : V Religieux		1	1					2			6 (9)	5	3	8
N : (1) (2)		7	3	3 (4)	6 (8)	1 (5)	3 (4)	8	3 (6)		29 (51)	19	24	43

Tableau. V – Interventions conjointes d’associations

[Retour aux tableaux](#)

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
Catégories I et IV : (2) Institut canadien d’éducation des adultes et Association d’éducation du Québec												3/10/7 S				X	
Catégorie II : (2) Fédération des frères éducateurs du Canada et Association des Instituts de religieuses enseignantes du Québec.											16/7 E						X
Catégories I et VI : (2) Association des professeurs de l’Université de Montréal. Association professionnelle des professeurs de l’enseignement spécialisé. Confédération des syndicats nationaux. Fédération des travailleurs du Québec. Association professionnelle des Industriels. Chambre de commerce de la province de Québec. Fédération des Unions de famille.															30/80D	X	
Catégorie III : (11) Associations générales des étudiants des universités Laval, Montréal et Sherbrooke. Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques. Fédération des étudiants normaliens du Québec. Fédération nationale des étudiants universitaires du Canada (régionale). Loyola Student Council. Marianapolis Student Council. McGill Student Union. Presse étudiante nationale. Sir George William’s Student Council.												27/8 S				X	
Catégorie III : (4) Associations générales des étudiants des universités Laval, Montréal et Sherbrooke. Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques. Presse étudiante nationale.													12/9 S			X	
Catégorie IV : (3) Corporation des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec. Fédération des Collèges classiques et Fé-												19/8 S 27/8 S					X

	1					2		3		4		5				Orientations générales	
	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	2.1	2.2	3.1	3.3	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	5.4	+	-
dération des commissions scolaires catholiquesX.																	
Catégorie VI : (2) Confédération des syndicats nationaux et Fédération des tra- vailleurs du Québec.						26/6 D		6/7 D								X	
Catégorie VII : (24) Associations anglo-catholiques supportant la Federation of En- glish Catholic Parent-Teache Associations of Quebec												26/8 S					X
N : (1) (2)						1		1			1	4 (5)	1		1	5	3

* Ancient Order of Hibernians - Montreal Division ; Archidiocesan Union of the Holy Name Society of Montreal ; Association of Catholic Principals of Montreal ; Association of English-Speaking Catholic School Administrators of the Province of Quebec ; Catholic Inquiry Center of Ile Jésus Catholic Wo- men's League of Canada-Quebec Provincial Council Christian Family Movement ; Federation of English Speaking Catholic Teachers (association consul- tée) ; Genesians Ind ; Knights of Colombus, Montreal Council 284 ; Lady's Guild St Monica's Parish ; Legion of Mary-Montreal Comitium ; Mr. M. McMa- nus, member Public Instructions of Quebec ; Provincial Association of Catholic Teachers ; Provincial Association of Religious Teachers ; St. Monie's Men's Club ; St. Patrick's Men Club ; St. Patrick Society of Montreal ; St. Patrick's Women Club ; The Challenge Publinshing Corp ; United Irish Societies of Montreal ; Young Christian Students ; Young Christian Workers.

Tableau VI
Polarité des orientations

[Retour aux tableaux](#)

Moments	Orientation positive (+)	Orientation négative (-)
1. Mémoire à la Commission d'enquête : maintien du Département de l'instruction publique.	non favorable	favorable
2. Réactions au Rapport de la Commission d'enquête.	favorable	non favorable
3. Réactions au bill 60 à la suite de son dépôt à l'Assemblée législative.	contre un délai	pour un délai
4. Réaction au retrait du bill.	non favorable	favorable
5. Orientations des commentaires sur le bill après le 16 juillet (avis du premier ministre).	Pour un bill créant un Ministère « fort » et un ministre aux compétences étendues.	Pour un bill garantissant la confessionnalité de l'éducation et créant un Conseil supérieur « fort ».
6. Réactions à la déclaration de l'Assemblée des évêques.	non favorable	favorable
7. Réactions au bill 60 révisé.	favorable ? *	non favorable
* Le caractère indécis des prises de position à ce moment explique la forme interrogative de cette rubrique. Nous aurons plus haut relevé cette orientation indécise (voir page 161.)		

Le bill 60 et la société québécoise

COMMENTAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Pour faciliter les renvois aux divers tableaux, nous avons fait précéder les commentaires par l'indication de la source de nos informations et de la date de leur publication.

TABLEAU I : I Associations Idéologiques

1. Chevaliers de Champlain
(D. 29/8) : Prise de position en faveur du Département de l'instruction publique ; affirmation selon laquelle le bill 60 met en danger la vitalité de la culture canadienne -française.
2. Chevaliers de Colomb
(Mémoire) : Prise de position en faveur du maintien du Département de l'instruction publique ; opposition au Mouvement laïque de langue française et à l'école neutre.
3. Comité Ukrainien Canadien (Mémoire)
4. Commission politique de la Fédération libérale du Québec

(P. 18/5) : Entier appui à la création d'un Ministère et d'un Conseil. Regrette que dans les structures proposées aucune place ne soit faite pour les Juifs et les neutres. Regrette l'adoption d'un critère confessionnel pour les hauts fonctionnaires.

(S. 3/9) : Émet le vœu que le bill soit adopté le plus tôt possible.

5. Congrès Canadien Juif (Section de l'Est)

(S. 26/8) : Appui à la teneur générale du bill mais souhaite qu'un représentant juif soit nommé au Conseil supérieur de l'éducation.

6. Fédération des étudiants Libéraux du Québec

(D. 9/7) : « L'adoption rapide du Bill 60 constituera une grande avance en matière d'éducation dans notre province... Remettre à l'automne l'adoption du bill 60, c'est garder le statu quo pour une autre année scolaire, chose qui serait très pénible au Québec. Pour ces raisons, nous désirons voir le bill 60 devenir loi dans le plus bref délai ».

7. Fierté Française
(Mémoire)

8. Institut Canadien d'Éducation des Adultes

(S. 29/8) : Suggestions tendant à l'accroissement des prérogatives du Conseil supérieur de l'éducation ; vœu qu'un Ministère soit institué le plus tôt possible.

9. Mouvement Laïque de Langue Française

(P. 115) : Félicite la Commission pour la création d'un Ministère et d'un Conseil ; endosse plusieurs recommandations du Rapport Parent, mais il reproche à celui-ci de négliger la question des neutres et des Juifs et d'exiger des hauts fonctionnaires une profession de foi religieuse ; (S. 17/8) : Au nom de la liberté de conscience le Mouvement « déplore que le « bill 60 » consacre la confession des pouvoirs religieux et civils... Rien ne saurait justifier en effet, dans un système démocratique, l'exigence d'une profession de foi quelconque comme condition d'éligibilité à une

fonction publique » ; (D. 27/9) : Dénonciation violente de la déclaration de l'Assemblée des évêques ; (D. 25/1/64) : « Un Ministère d'État va gouverner des écoles d'Église ».

10 Parti Socialiste du Québec

(D. 4/9 : Félicite M. Paul Gérin-Lajoie de sa campagne de publicité (D. 23/9) : Déclare que « la position des Évêques rejoint celle des forces conservatrices », (D. 1/2/64) « Il n'y aura donc pas de véritable Ministère de l'éducation au Québec ».

11 S.S.J.B. (Fédération)

(D. 10/6) : Se prononce contre l'« ensemble du Rapport »
(S. 30/8) : Suggestions visant à assurer la confessionnalité et à accroître les prérogatives du Conseil aux dépens de celles du ministre ; (D. 3/10) : Appui aux amendements proposés par l'Assemblée des évêques.

12 S.S.J.B. (Montréal)

(S. 4/9) : Amendements mineurs : suggestion que dix-huit membres du Conseil supérieur doivent être de foi catholique ; diminution de l'autorité du ministre au profit du Conseil supérieur.

13 S.S.J.B. (Québec)

(S. p. 13) : Insistance sur la confessionnalité des sous-ministres.

14 Voix des femmes

(D. 15/7) : « A appris avec stupéfaction et regret l'annonce du retrait du bill 60 ».

TABLEAU I :
II Associations d'Enseignants

1. Association des Instituts de Religieuses Enseignantes du Québec
(E. 16/7) : Satisfaction exprimée au gouvernement pour le délai accordé ; (S. 29/8) : Demande des garanties supplémentaires de

l'éducation chrétienne et des amendements visant à accroître les prérogatives du Conseil supérieur au dépens de celles du ministre.

2. Association des Professeurs de l'Université Laval
(E. 16/7) : Déploie vivement la décision du gouvernement de retarder la création du Ministère de l'éducation : « La mise en plan des nouvelles structures exigera du temps et du personnel nouveau. Si l'on veut que les bons effets de ces réformes se fassent sentir avant trop longtemps, il paraît temps d'adopter immédiatement le bill 60 ».
3. Association des professeurs de l'Université de Montréal
(S. 29/8) : Suggestions tendant à renforcer l'autorité du ministre et à abolir la profession de foi exigée des sous-ministres associés ; (D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence ; (D. 29/1/64) : « Les modifications apportées par la deuxième version nous ont étonnés. Nous regrettons que ce texte s'éloigne des recommandations du Rapport Parent ».
4. Association des Professeurs Laïcs des Écoles Normales Catholiques
(Mémoire)
5. Association Professionnelle des Professeurs Laïcs de l'Enseignement Classique de la Province de Québec
(P. 14/10) : Les attributions du ministre telles que définies rendraient celui-ci trop puissant.
6. Association Professionnelle des Professeurs de l'Enseignement Spécialisé
(D. 13/5) : Endosse la recommandation de fusionner le Ministère de la Jeunesse et le Département de l'Instruction Publique pour former un Ministère de l'éducation ; (D. 12/7) : « Le Cabinet a

cédé à des « pressions occultes » ; (D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence.

- 7 Corporation des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la province de Québec
(D. 2/7) et (D. 5/7) : Dans chacune de ces interventions, l'Exécutif de la Corporation s'est prononcé contre le Bill 60 originel ; (D. 30/8) : Cependant, s'insurgeant contre leur Exécutif, les instituteurs, en assemblée générale, ont rejeté les amendements proposés par ce dernier ; (D. 9/9) : Ils se rallient en bloc aux amendements proposés par l'Assemblée des évêques.
8. Fédération des Frères Éducateurs du Canada
(E. 16/7) : Satisfaction exprimée au gouvernement pour le délai accordé ; (S. 518) : Demande de meilleures garanties au caractère confessionnel de l'éducation.
9. Fédération des Instituteurs Catholiques de l'Archidiocèse de Sherbrooke.
(D. 20/8) : Risque d'un monopole d'état dans le domaine de l'éducation ; « le rôle du Conseil sera plus apparent que réel ».
10. La Provincial Association of Catholic Teachers
(S. 26/8) : « Qu'on maintienne aux catholiques anglophones les garanties légales actuelles ».
11. La Provincial Association of Protestant Teachers of Québec (S. 29/8) : Appui général du bill 60 ; (D. 6/9) : Réclame toutefois une représentation accrue au Conseil supérieur de l'éducation.

TABLEAU I :
III Associations d'Étudiants

1. Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal (D. 4/7) : Déclare avoir antérieurement donné son appui au Rapport Parent ; l'organisme souligne qu'il avait déjà réclamé la création d'un Ministère de l'éducation et, sous une forme différente, celle d'un Conseil supérieur de l'éducation ; l'Association est, toutefois, profondément surprise du fait que le gouvernement ait introduit si rapidement cette législation qui fait suite aux recommandations des commissaires... « Le gouvernement actuel aurait dû attendre la parution de la deuxième tranche pour apporter une législation qui aurait pu solutionner l'ensemble des problèmes » ; « nous nous devons de blâmer et les commissaires et le gouvernement » ajoute-t-elle, « de n'avoir prévu aucune représentation étudiante au Conseil supérieur de l'éducation et à la Commission de l'enseignement supérieur » ; (D. 24/8) : Nous souffrons depuis trop longtemps d'une absence de coordination et de planification pour qu'on se permette de battre en brèche un projet aussi vital pour nous... ; nous refusons de croire que les déclarations de quelques évêques représentent l'opinion de l'épiscopat du Québec » ; (S. 12/9) : « Les amendements des évêques prônent tout bonnement le retour à l'arbitraire dans l'application de la loi, tendent à soumettre tout le système d'enseignement au contrôle déguisé de la hiérarchie en doublant les directives ecclésiastiques qui doivent être admises comme telles par ailleurs - d'une législation étatique propre à brimer la liberté de conscience et à assurer à des non-élus une main-mise légale sur le système d'éducation ».
2. Association Générale des Étudiants de l'Université de Sherbrooke.
(D. 9/10) : Entier appui au bill 60 ; opposition aux vues de Mgr Cabana.

3. Presse Étudiante Nationale

(D. 8/7) : « Il n'est pas dans l'intérêt de la nation en général et de la classe étudiante en particulier que le gouvernement retarde l'application des conclusions du Rapport Parent » ; elle « encourage vigoureusement le gouvernement à se saisir, dès la présente session de l'Assemblée législative, du projet de loi créant un Ministère de l'éducation » ; (D. 11/7) : Le gouvernement a cédé à des pressions plus ou moins justifiées ; (S. 12/9) : Déclaration conjointe avec l'Association générale des étudiants de l'université de Montréal, (voir commentaire 1 du tableau I : III, page 97) ; (D. 23/1/64) : Le Ministère de l'éducation sera un pseudo-ministère ».

4. Section étudiante du Mouvement Laïque de Langue Française

(D. 19/9 : Rejette les amendements de l'épiscopat en reprenant le texte de la déclaration de l'Association générale des étudiants de l'université de Montréal et de la Presse étudiante nationale.

TABLEAU I :

IV Associations d'Administrateurs

1. Association d'Éducation du Québec

(D. 20/5) : « Se déclare favorable aux structures d'ensemble recommandées par le rapport, c'est-à-dire à la création d'un Ministère et d'un Conseil consultatif » ; (S. 6/7 : Le bill n'assure pas adéquatement les principes de l'éducation chrétienne qui devraient être garantis dans un préambule.

2. Association des Commissions Scolaires de l'Archidiocèse de Sherbrooke

(D. 28/8) : Sans amendement, le bill est inacceptable.

3. Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal (Mémoire)

4. Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique (D. 29/8) : Les membres n'ont pu s'entendre sur les amendements proposés par un sous-comité nommé à cette fin.
5. Comité Protestant du Conseil de l'Instruction Publique (S. 26/8) : Nécessité de garanties plus fermes du caractère confessionnel de l'éducation ; révision de la composition et des prérogatives du Conseil supérieur de façon à mieux protéger les droits de la minorité protestante.
- 6- Commissaires des Écoles Catholiques de Val d'Or (Mémoire)
7. Commission des Écoles Catholiques de Montréal (S. 29/8) : « La constitution d'un Ministère de l'éducation s'impose et ce Ministère doit avoir l'autorité requise pour répondre à ces exigences ».
8. Commission des Écoles Catholiques de Québec (E. 16/8) : La Commission garde sa liberté d'opinion mais avait déjà exprimé sa crainte de l'ingérence politique dans le domaine de l'éducation.
9. Commission Scolaire Régionale des Mille-Isles (D. 30/8) : Appui au bill 60, conforme au Rapport Parent.
10. Commission Universitaire de la Compagnie de Jésus (S. 5/9) : Amendements tendant à offrir des garanties supplémentaires d'une éducation chrétienne.
11. Conseil de l'Instruction Publique (Mémoire)
12. Fédération des Collèges Classiques (E. 115) : Considère que la Commission Parent a trouvé une formule heureuse pour introduire le Ministère de l'éducation. Les membres de la Fédération croient en outre que la confessionnalité

saura être sauvegardée dans un tel système, car l'autorité du ministre sera limitée par le rôle que l'on accorde au Conseil supérieur de l'éducation ; (D. 21/6) : « Si le gouvernement devait donner suite, sans plus d'examen aux recommandations de la Commission d'enquête sur la super-structure de notre éducation, il semble bien que la province de Québec se trouverait à brève échéance dans une impasse et dans un marasme pire que celui qu'elle connaît actuellement ». (D. 29/6) : « Québec ne devrait pas précipiter la loi du Ministère de l'éducation » (D. 10/7) : Félicite le gouvernement du délai accordé (S. 19/8) : Amendement tendant à restreindre le rôle du ministre au profit du Conseil supérieur ; le caractère confessionnel doit être sauvegardé.

13. Fédération des Commissions Scolaires Catholiques
(D. 9/7) : Demande la création d'un comité parlementaire pour entendre les doléances suscitées par le Bill 60 ; (S. 19/ 8) : Amendements tendant à restreindre le rôle du ministre au profit du Conseil supérieur ; (D. 12/9) : L'Exécutif se rallie à la déclaration de l'épiscopat sur le bill 60.
14. Protestant School Commissioners of Pointe-Claire Beaconsfield (Mémoire)
15. Quebec Association of Protestant School Administrators
(D. 5/7) Redoute un monopole d'État en éducation. (S. 27/8) Tous les règlements concernant les programmes des écoles protestantes devaient être sous la responsabilité du sous-ministre associé de foi protestante. La représentation des protestants au Conseil devait être assurée.
16. Séminaire de Rimouski (Mémoire)

TABLEAU I :
V Associations de Parents, Parents-Maîtres

- 1 Association des Diplômés de l'Université de Montréal
(D. 25/4) : Heureuse recommandation que celle de créer un Conseil supérieur de l'éducation.
- 2 Association des Groupements de Foyers de l'Archidiocèse de Québec (Mémoire)
3. Association des Parents-Maîtres de Rimouski (Mémoire)
4. Association des Parents-Maîtres de Sherbrooke
(T. 1/4) : Inquiète et déçue du Rapport : il réduit à un minimum insignifiant le rôle des parents ; il adopte une position de neutralité et subordonne les valeurs spirituelles aux exigences en matière économique. « Quand on affirme qu'en démocratie on ne peut adopter une mesure législative que repousse la majorité nous nous demandons qu'elle est la foi qui permet de croire qu'un régime comme celui de Monsieur Duplessis est devenu impossible ».
5. Cercle des Fermières de la Province de Québec (Mémoire)
6. Fédération des Associations de Parents-Maîtres du Québec (D. 28/8) : en faveur du bill 60 sans amendement.
7. Federation of English Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec
(S. 26/) : Que le système qui régit actuellement les institutions d'enseignement catholiques de langue anglaise reçoive une garantie légale ; (D. 23/1/64) : Les catholiques de langue anglaise se trouvent dans une situation critique parce que le projet de loi fait abstraction complète de leurs système scolaire.

8. Foyers Notre-Dame Canadiens (Mémoire)
9. Fédération des Unions de Famille
(D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence.
10. Quebec Federation of Home and School Associations
(G. 13/5) : Appui total aux recommandations du Rapport ; la Fédération exhorte le gouvernement à créer le Ministère de l'éducation le plus tôt possible ; (D. 11/10) : Appui sans réserve au bill 60.
11. Regional Council of the South Shore (Parent-Teacher) (Mémoire)
12. Tradition et Progrès (Revue) (Mémoire)
13. Union des Ligues de Propriétaires de la Province de Québec (Mémoire)

TABLEAU I :
VI Associations Syndicales et d'Affaires

1. Association Professionnelle des Industriels
(D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence.
2. Cercle des Femmes Journalistes du Québec
(D. 4/9) : « Conscient de l'urgente nécessité de créer un système d'enseignement qui corresponde aux aspirations d'un Québec parvenu à la maturité, tient à exprimer son plein accord avec le principe de la création d'un Ministère de l'éducation ».
3. Chambre de Commerce de Montréal

(D. 6/9) : Appui aux suggestions de l'Institut canadien d'éducation des adultes sur les prérogatives du Conseil et l'établissement d'un Ministère le plus tôt possible.

4. Chambre de Commerce de la Province de Québec

(D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence.

5. Confédération des Syndicats Nationaux

(A. 29/5) : Appui à 80% des recommandations du Rapport. Trop de discrétion étant accordée au gouvernement dans la désignation des membres du Conseil supérieur, elle craint que le rôle du Conseil ne soit réduit à celui d'informateur de l'opinion publique ; (D. 6/7) : Critique les arguments de la Fédération des collèges classiques ; adopter le bill 60 le plus tôt possible ; (D. 11/7) : Un délai qui risque de compromettre les projets de réformes en cours ; (D. 28/8) : Dénonce la Fédération des collèges classiques, la Fédération des commissions scolaires catholiques et la Corporation des instituteurs et des institutrices catholiques de la Province de Québec ; (D. 11/10) : Contre le statu quo en éducation ; (D. 16/10). Deux confessions ne suffiront peut-être pas dans l'avenir ; (D. 25/1/64) : Se déclare satisfaite du bill 60 ; « La première rédaction du bill 60 rencontrait un de nos vœux les plus chers : l'intégration et la planification des divers secteurs de l'éducation. La deuxième version ne change rien à cela » ; « Le caractère confessionnel de l'enseignement du Québec était déjà consacré dans le premier bill 60 - (...) en acceptant ces amendements le gouvernement ne fait que rendre plus ferme cette reconnaissance... À partir du moment où vous acceptez que les écoles publiques soient confessionnelles, vous devez accepter aussi que l'on accorde des prérogatives à ceux qui ont la charge de cette confessionnalité. C'est fatal ».

6. Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec

(D. 27/8) : Dans un mémoire au premier ministre : adopter le bill 60 le plus tôt possible.

7. Fédération des Jeunes Chambres de Commerce de la Province de Québec.

(D. 30/8) : Entier appui au projet d'un Ministère de l'éducation.

8. Fédération des Travailleurs du Québec

(D. 29/4) : Favorable à l'application intégrale de la première tranche du Rapport qu'elle considère comme une étape majeure dans la voie de la démocratisation et de la modernisation de notre système d'enseignement ; (D. 12/7) : « Appuiera l'honorable Gérin-Lajoie s'il entreprend « à la René Lévesque » une campagne en faveur de l'adoption du bill 60 » ; (D. 30/8) : L'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence.

9. Union Catholique des Cultivateurs

(S. 30/8) : Nécessité d'un préambule garantissant la confessionnalité de l'éducation ; (D. 6/9) : Appui aux amendements proposés par l'épiscopat.

TABLEAU I : *VII Associations religieuses*

1. Action Catholique Canadienne (Mémoire)

2. Fédération Nationale des Ligues du Sacré-Cœur

(D. 30/8) : Le Bulletin mensuel reproduit un article de M. François-Albert Angers : « Les sectaires sont pressés ».

3. Assemblée des Évêques et Archevêque Catholiques de la Province de Québec

(S. 29/8) : Demande que la confessionnalité de l'éducation soit respectée et propose notamment l'addition à l'article 1 ou à l'article 3 de considérants qui, incorporés à la loi, garantiraient, entre

autres, « un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa (i.e. de l'enfant) personnalité » Ces suggestions ont été incluses en entier dans le projet de loi révisé. On les retrouve sous la forme d'un préambule qui se lit comme suit :

« Attendu que tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité ;

Attendu que les parents ont le droit de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants ;

Attendu que les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins ;

Attendu qu'il importe d'instituer, suivant ces principes un Ministère de l'éducation dont les pouvoirs soient en relation avec les attributions reconnues à un Conseil supérieur de l'éducation, à ses Comités catholique et protestant ainsi qu'à ses commissions... »

TABLEAU II : *I Collaborateurs réguliers à des revues*

1. ANGERS, François-Albert (Action Nationale)
(P. 6/5) : Soutient que le Rapport Parent est un document d'esprit anglo-saxon, dépourvu de vues hautes et de principes directeurs (D. 6/7) Contre le « passage à la vapeur » du bill 60 (D. 31/8) Les droits des parents en éducation ; (D. 16/9) : « Le bill 60 viole nos droits et traditions » ; (D. 24/9) : « Ceux qui appuient le bill 60 veulent que le système scolaire soit complètement neutre » ; (D. 12/10) : Réponse à l'Honorable Gérin-Lajoie ; (D. 12/ 11) : « Plutôt qu'un Ministère, un Conseil assez fort ».

2. ARÈS, R. P. Richard, s.j. (Relations)
(D. 12/10) : « Le bill 60 (amendé par les évêques) reste un compromis ».
3. BRODET, R. P. Henri, o.p., (Maintenant)
(D. 6/7) « Maintenant » s'oppose à tout délai ; (D. 19/9) : Déplore que, dans la discussion qui entoure le bill 60, « tant de dissertations (soient) à peu près uniquement orientées sur les garanties légales ou les mesures juridiques que des catholiques veulent se donner, comme si elles étaient les seules et les meilleures sécurités » ; (P. 21/10) : « Les adversaires du bill 60 ne sont souvent que de simples hauts-parleurs ».
4. COUSINEAU, R.P. Jacques, s.j., (Relations)
(D. 12/10) : Le bill 60 est anti-démocratique ; « c'est un recul de la démocratie organique ».
5. GENEST, R.P. Jean, s.j. (Relations)
(D. 24/9) : « L'enseignement religieux est livré à l'arbitraire ».
6. GINGRAS, Paul-Émile (Action Nationale)
(P. 14/10) : « Le bill 60 impose la réflexion sur le plan confessionnel ».
7. GRANDPRÉ, R.P. Marcel de, c.s.v. (Action Nationale)
(D. 24/9) : « Le bill 60 est en retard sur les idées actuelles au Canada ».
8. LÉVESQUE, Albert (Action Nationale)
(D. 12/9 : « L'étatisation est-elle l'unique formule de réforme ? »
(D. 13/9) : « L'étatisation est-elle l'unique formule de démocratisation ? »
A publié : « Les mensonges du Bill 60 ».

*TABLEAU II :
II Évêques*

1. CABANA, Mgr Georges (Sherbrooke)
(6/7) : Intervention conjointe avec Mgrs Coderre, Douville, Frenette auprès du ministre de la Jeunesse par l'intermédiaire du Cardinal Léger qui n'aurait ni approuvé ni désapprouvé le document. Il s'agit d'une présentation de "modifications nécessaires avant toute adoption du Bill 60". Ces modifications portent sur les articles 2, 5, 6 et 7 du Chapitre 58A et les articles 5, 6, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 20 et 25 du Chapitre 58B du Bill ; (D. 21/8) : "Ni l'individu, ni la famille ne doit être absorbé par l'État », suggère de retarder encore l'adoption du bill ; (D. 24/9) Le Québec fait face à l'athéisme ».
2. LÉGER, Cardinal Paul-Émile (Montréal)

(E. 17/7) : Les raisons du retrait temporaire du Bill 60 le Cardinal Paul-Émile Léger a téléphoné au Premier Ministre ; (E. 18/7) Le Cardinal Léger a déclaré hier « qu'il n'a jamais exprimé la moindre réticence sur la création d'un Ministère de l'éducation ». « Comme il s'agit d'un projet de loi, que le gouvernement assume ses responsabilités après avoir étudié les amendements qui pourraient lui être présentés ».
3. PARÉ, Mgr Marius (Chicoutimi)
(D. 24/9) : « Amendements des évêques : un minimum, l'épiscopat ne veut pas entrer dans une lutte ouverte avec le gouvernement ».
4. PARENT, Mgr Charles-Eugène (Rimouski)

(D. 21/8) : « Bien qu'on vise, paraît-il à respecter le caractère confessionnel de nos écoles, c'est tout l'enseignement qui doit être donné sous l'éclairage de la foi ».

5. ROY, Mgr Maurice (Québec)

(S. 17/6) : Lettre au premier ministre suggérant un délai au nom de l'Assemblée des évêques). Après avoir reproché au gouvernement la hâte avec laquelle il a donné suite aux recommandations du Rapport Parent, Mgr Roy continue : « Nous sommes donc dans l'obligation de faire des réserves sérieuses au sujet du projet soumis, en raison de son inspiration, des structures qu'il impose et des implications qu'il entraîne. Nous sommes assurés que nos chefs politiques actuels veulent sincèrement garder au Québec ses écoles catholiques. Mais la loi doit être faite de telle façon que, même avec des hommes moins bien disposés, elle garantisse cette permanence et ce caractère catholique de nos écoles. Sur ce point, le texte actuel ne saurait être agréé par l'épiscopat ; quelques modifications nous paraissent absolument nécessaires ». Après avoir rappelé ce qu'est une école catholique, Mgr Roy étudie en détail le texte de loi (E. 17/7) : Rencontre avec le Cardinal Léger à Montréal le 4 juillet : (12/12) : Lettre en date du 12 décembre 1963 au premier ministre, lettre lue par celui-ci à l'Assemblée législative le 23 janvier 1964, dans laquelle Mgr Roy exprime la satisfaction générale de l'Assemblée des évêques à l'endroit du nouveau bill 60. Cette lettre se lit comme suit :

Québec, le 12 décembre 1963.

Monsieur le Premier Ministre,

Les membres de l'Assemblée épiscopale de la province civile de Québec ont pris connaissance des modifications que vous vous proposez de faire au bill 60, à la suite de la lettre que je vous ai adressée en leur nom, le 29 août 1963. Ils vous sont très reconnaissants de la bienveillance avec laquelle vous avez étudié leurs observations.

Ils estiment que la nouvelle rédaction des articles qu'ils vous avaient signalés correspond en substance aux suggestions qu'ils vous ont soumises. Ils croient toutefois devoir rappeler que se limitant strictement à ce qui relève de leurs charges pastorales, ils se sont contentés d'indiquer ce qui leur paraît indispensable pour qu'un ensemble d'écoles catholiques existe au sein des nouvelles structures de l'enseignement. Ils n'ont pas l'intention d'intervenir dans la discussion des autres problèmes qui peuvent être soulevés par le projet de loi et il est parfaitement normal que d'autres groupements complètent leurs observations par celles que la prudence pourra leur suggérer.

Veuillez agréer, M. le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

Maurice Roy, Archevêque de Québec.

6. SANSCHAGRIN, Mgr Albert (Amos)
(E. 16/8) : « En ce qui regarde la confessionnalité, le bill doit être retouché ».

*TABLEAU II :
III Hommes politiques*

1. BERTRAND, Lionel (Ministre)
(D. 9/9) : « La solidarité ministérielle protégera l'éducation contre la « dictature » que pourrait envisager son futur ministre ».
2. CAOUETTE, Réal, (Ralliement des Créditistes)
(D. 9/9) : Demande un référendum sur le bill 60 parce que le peuple n'a pas été consulté.
3. GABIAS, Yves (Union Nationale)

(D. 16/8) : « Fera des « réserves » sérieuses concernant le bill 60 ».

4. GÉRIN-LAJOIE, Paul (ministre de la Jeunesse)

(D. 13/8) : « Je me refuserai à diriger un ministère fantoche ou un ministère en tutelle » ; (D. 5/9) : « Éducation et politique peuvent aller de pair » ; (D. 23/9) : « La distance qui sépare le bill 60 des suggestions des évêques est minime et ne tient qu'à la formulation juridique » ; (D. 28/9) : L'Honorable Gérin-Lajoie poursuit ses entretiens avec l'épiscopat ; (D. 30/9) : « Québec donnera satisfaction aux évêques sans renoncer à l'essentiel du bill 60 » ; (D. 7/10) : Accuse Me Yves Prévost de vouloir maintenir, au nom des parents, un système qui les a précisément écartés de l'éducation ; (D. 9/10) : « Québec n'a pas de système scolaire, mais une multiplicité d'autorités » ; (D. 11/ 11) : « Nous tiendrons compte des amendements des évêques » d'une manière ou d'une autre ; (D. 31/12) : « Le bill 60 est une affaire classée ».

Le ministre a publié, au début d'octobre 1963, un ouvrage « Pourquoi le Bill 60 ? ».

5. GERVAIS, Albert (Union Nationale)

(D. 29/7) : « L'éthique démocratique commande aux corps intermédiaires de suggérer des amendements » ; (E. 24/10) : Se demande si le bill respecte suffisamment le pluralisme culturel et religieux de la Province ; (D. 28/10) : Déploie le sort que le bill réserve aux protestants.

6. JOHNSON, Daniel (Chef de l'Opposition, Union Nationale) (D. 29/6) Le bill 60 : « un coup de force contre la démocratie » (D. 22/10) : Ne craint pas un Ministère de l'éducation qui reste dans son rôle ; (D. 18/11) : « Le bill 60 est un écran de fumée » ; (D. 21/11) : « Plus le ministre a de pouvoirs, plus ça va mal... » ; (D. 26/11) « Le Ministère de l'éducation, mesure bureaucratique, est dépassé avant son adoption ».

7. LESAGE, Jean (Premier Ministre)
(D. 27/6) : Dépose le bill 60 à l'Assemblée législative
(D. 9/7) : Retire le bill 60 ; (E. 20/) : « J'ai communiqué avec Mgr Léger... mais cela n'a pas influencé la décision du gouvernement de retarder le bill 60 » ; (D. 30/8) : Devant les instituteurs en congrès à Québec, réaffirme son intention de créer un véritable Ministère de l'éducation ; (D. 15110) : « Le bill ne souffrira aucun délai » ; (D. 19/ 10) : « Nous avons eu raison de reporter à plus tard l'étude du bill 60 ». (Au congrès de la Fédération libérale du Québec).
8. LÉVESQUE, René (Ministre)
(D. 20/9) : « Les évêques ont compris la démocratie », (parce qu'ils ont présenté publiquement des suggestions).
9. MARCOUX, Docteur Guy (Crédit Social)
(D. 28/1/64) : « De grâce, n'allons pas commettre la bêtise d'empirer la situation en le (le système scolaire) livrant à la cupidité de certains hommes politiques".
10. PRÉVOST, Yves (Ancien Secrétaire de la Province, Union Nationale)
(D. 27/5) : Craint l'étatisation excessive de l'enseignement : « Si les autres tranches du Rapport sont dans la même veine que la première, nous sommes bien près d'un dangereux monopole d'État », (D. 4/7) : « Le bill 60, dans sa forme actuelle, constitue une grande tragédie pour nos enfants » ; (D. 24/9) : « Sans amendements substantiels, le bill 60 est inacceptable » « le bill 60 donne à l'État un contrôle quasi absolu sur l'éducation » ; (D. 25/10) : « Le bill devra respecter la liberté académique ».

TABLEAU II :
IV Membres d'associations

1. BARBEAU, Raymond (ancien président de l'Alliance Laurentienne)
(D. 8/5) : Opposition à M. François-Albert Angers qui a déclaré que le Rapport Parent est « d'esprit anglo-saxon » ; se dit heureux du souci de planification exprimé dans le Rapport.
2. BHERER, Wilbrod (Président de la Commission Scolaire de Québec)
(P. 24/4) : Un Ministère de l'éducation s'impose ; (E. 16/ 8) : Se déclare personnellement en faveur d'un Ministère de l'éducation.
3. BLEAU, Jean-Claude (porte-parole de Veritas-Via-Vita)
(D. 22/7) : Lettre au Rév. Père Henri Bradet, o.p., directeur de la revue « Maintenant » : « La revue Maintenant, en appuyant le bill 60, s'est jointe au concert de verbosité bruyante des agnostiques les plus notoires, des laïcistes les mieux affirmés, des porteurs les plus évidents de l'idéal franc-maçonique, des chefs socialistes-marxistes, des étudiants qui se proclament pompeusement « étudiants libéraux » et autres groupes rationalistes ». (Copie de cette lettre adressée au Saint-Siège, au Saint-Office, aux évêques canadiens-français et à quelques autres hauts dignitaires).
4. BONNEAU, Louis-Philippe (Vice-recteur de l'Université Laval)
(P. 24/4) : Est d'avis qu'un Ministère de l'éducation est une formule qui fera assumer les responsabilités par ceux qui le doivent.
5. JAPP, Robert (directeur de l'enseignement à la Commission des Écoles Protestantes de Montréal)
(MT 25/4) : A décrit comme parfaitement acceptable la recommandation de créer un Ministère de l'éducation à la condition que

soient acceptées les autres recommandations qui protègent les droits des minorités.

6. JOLY, Jean-Marie (directeur du département de Pédagogie de l'Université Laval)
(SO 2/5) : La Commission Parent a fait royalement les choses devant l'extraordinaire complexité du problème ; (E. 27/11) : Un Ministère de l'éducation aurait pour but de corriger certaines anomalies actuelles.
7. LEFEBVRE, Jean-Paul (directeur des Relations Publiques à la Confédération des syndicats nationaux)
(D. 16/5) : Déclare qu'il ne faut pas reprocher au Rapport Parent de ne pas contenir une apologie de la culture française et d'une éducation chrétienne. L'objet de ce premier rapport était de suggérer des structures, et il faudrait être reconnaissant aux commissaires d'avoir appuyé leur recommandations sur des faits plutôt que sur une doctrine,
8. MARQUIS, Juge Eugène (Député d'État des Chevaliers de Colomb)
(D. 24/9) : Le Québec fait face à l'athéisme (Déclaration à Sherbrooke au Congrès des Chevaliers de Colomb de cette région). Se dit d'accord avec les arguments de Mgr Georges Cabana.
9. MUNROE, David (commissaire de la Commission Parent) (D. 30/8) : « Le Mémoire du Comité protestant n'est pas un Rapport minoritaire à la Commission ».
10. PARENTEAU, Roland (président de l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes)
(P. 11/10) : « On ne saurait maintenir le régime actuel d'éducation ».

11. SAUVÉ, Lévis (vice-président de la Fédération des Commission Scolaires Catholiques)
(D. 26/9) : « Les Commissions scolaires ne sont pas contre le bill 60 ».

*TABLEAU II :
V Religieux*

1. CARON, Rév. Frère Alphonse (Président de l'Académie de Québec)
(D. 27/8) Dénonce la Fédération des collèges classiques (D. 21/9)
« Haro sur les faux confessionnalistes qui font campagne contre le bill 60 ».
2. Dion, Abbé Gérard (professeur à l'Université Laval)
(D. 19/9) : « En refusant un vrai Ministère on nie que l'éducation soit une exigence du bien commun ».
3. GRENIER, Mgr Henri (ancien professeur à l'Université Laval)
(D. 25/10) : « Confier à un organisme gouvernemental composé de représentants de parents, de représentants de l'épiscopat et de l'État, le pouvoir de statuer sur les programmes religieux et sur les qualifications des professeurs de religion serait attenter à la souveraineté de l'Église dans son domaine propre ».
4. HAMELIN, Abbé Jean-Marie (professeur à l'Université Laval.
(E. 22/11 « Un Ministère est préférable à la situation actuelle ».
5. LAROUCHE, Abbé Antoine
(D. 10/1/64) : « La direction de l'éducation risque d'être acéphale, d'en être une de bouts de papiers et de valets sans autorité qualifiée et efficace... et la véritable coordination de l'enseignement qui ne devrait pas se faire au niveau de la politique court la chance de n'être qu'un simulacre ».

6. LAVALLÉE, Abbé Germain (aumônier du Club des Francs du Québec)
(T. 27/5) : « Si le Rapport est adopté tel quel, ce sera le première fois dans l'histoire de l'Église qu'un peuple foncièrement catholique se bâtit une loi de l'éducation qui soit faite à la mesure des incroyants et en leur faveur, tous les risques étant du côté des croyants ».
7. LUSSIER, Mgr Irénée (recteur de l'Université de Montréal) (D. 20/8) : « Le Québec aura bientôt son Ministère de l'éducation ».
8. O'NEIL, Abbé Louis (professeur à l'Académie de Québec) (D. 815) : « La création d'un Conseil supérieur de l'éducation est un apport important dont la composition reflète la préoccupation de représenter les catégories importantes de la population » ; (D. 30/8) : « l'opération « blocage » menace de saboter une mesure sociale progressive » ; (D. 19/9) : « En matière de garanties confessionnelles, le bill 60 est généreux » ; (D. 12/10) : « Les fonctionnaires ne doivent pas saboter la mise en place des nouvelles structures du Ministère de l'éducation ».

TABLEAU VI :
Interventions conjointes d'associations

1. Catégories I et IV : (deux associations)
(S. 3-10/7) : Suggestions mineures visant la confessionnalité et la participation des associations dans la nomination des membres du Comité catholique ; les suggestions concernant le Conseil supérieur sont, par contre, primordiales ; l'orientation de ces prises de position demeure douteuse.
2. Catégorie II : (deux associations)
(E. 16/7) Expression de satisfaction au gouvernement pour le délai accordé.

3. Catégories II, V, VI : (sept associations)
(D. 30/8) : Télégramme adressé au premier ministre : « l'établissement d'un Ministère coordonnant tout ce qui a trait à l'enseignement s'impose de toute urgence ».
4. Catégorie III : (onze associations)
(S. 27/8) : Appui accordé au bill 60 ; réclamation d'une représentation étudiante au sein du Conseil supérieur. Suggestions faisant suite à la réunion du 22 août à l'invitation de la Presse étudiante nationale.
5. Catégorie III : (quatre associations)
(S. 12/9) : Vive opposition à l'épiscopat : les amendements des évêques assurent à des non-élus le contrôle du système scolaire. « Les amendements des évêques, en plus d'ouvrir la porte à l'arbitraire, tendent à soumettre tout le système d'enseignement au contrôle déguisé de la hiérarchie, en doublant les directives ecclésiastiques - qui doivent être admises comme telles par ailleurs - d'une législation étatique de nature à brimer la liberté de conscience et à assurer à des non-élus une main-mise légale sur le système d'éducation ».
6. Catégorie IV : (trois associations)
(S. 19/8 et S. 27/8) : Création de deux bureaux confessionnels ; les sous-ministres adjoints devraient être nommés respectivement par le Comité catholique et par le Comité protestant.
- 7- Catégorie IV : (deux associations)
(D. 26/6) : En faveur du Ministère de l'éducation ; (D. 6/7) : Critique des arguments de la Fédération des collèges classiques ; adopter le bill 60 le plus tôt possible.
8. Catégorie VII : (vingt-quatre associations)

(S. 26/8) : Que le bill reconnaisse aux catholiques anglophones le droit d'éduquer leurs enfants dans leur langue et dans leur foi en maintenant les garanties légales actuelles.

Le bill 60 et la société québécoise

Appendice C

[Retour à la table des matières](#)

A- Liste des associations invitées par le ministre de l'éducation à participer à la désignation des premiers membres du Conseil supérieur de l'éducation (28/6/64) et leur orientation.

I Associations idéologiques :

		Orientation	
		+	-
1) Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec			X
2) Institut Canadien d'Éducation des Adultes	X		
Total	1	1	0

II Associations d'enseignants :

		Orientation	
		+	-
1) Association des Instituts de Religieuses Enseignantes du Québec			X
2) Association des Professeurs Laïcs des Écoles Normales Catholiques de la Province de Québec			X
3) Association Professionnelle des Professeurs	X		

⁵⁶ 0 = présentation d'un Mémoire à la Commission mais n'indiquant pas de prise de position autre que possiblement celle d'être favorable à un Ministère et/ou à un Conseil supérieur.

de l'Enseignement Spéci				
4) Association Professionnelle des Professeurs Laïcs de l'Enseignement Classique de la Province de Québec			X	
5) Corporation des Instituteurs et Institutrices catholiques du Québec			X	
6) Fédération des Frères Éducateurs du Canada			X	
7) Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc			X	
8) Provincial Association of Protestant Teachers			X	
9) Quebec Protestant Guidance Officers Association		Aucune intervention		
Total	1	7	0	

III Associations d'étudiants :

		Orientation		
	+	-	0	
Aucune				

IV Associations d'administrateurs : (11) + - 0

		Orientation		
	+	-	0	
1) Association Canadienne des Jardinières d'enfants			X	
2) Association d'Éducation du Québec		X		
3) Association des Conseillers d'Orientation Professionnelle de la Province de Québec		aucune intervention		
4) Association des Directeurs Généraux des Écoles			X	
5) Association des Instituts Familiaux			X	
6) Association Professionnelle des Inspecteurs d'écoles Catholiques de la Province de Québec			X	
7) Fédération des Collèges Classiques		X		
8) Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec		X		
9) Fédération Provinciale des Principaux d'Écoles			X	
10) Quebec Association of Protestant School Administrators		X		
11) Quebec Association of Protestant School			X	

Boards

Total	0	4	6
-------	---	---	---

V Associations de parents, parents-maîtres et connexes : (3)

		Orientation	
	+	-	0
1) Fédérations des Associations de Parents-Maîtres			
2) Fédération des Unions de Famille			
3) Quebec Federation of Protestant Home and School Associations			
Total	3	0	0

VI Associations syndicales et d'affaires : (7)

		Orientation	
	+	-	0
1) Associations des Manufacturiers Canadiens			X
2) Association Professionnelle des Industriels	X		
3) Chambre de Commerce de la Province de Québec	X		
4) Confédération des Syndicats Nationaux	X		
5) Conseil de la Coopération du Québec		aucune intervention	
6) Fédération des Travailleurs du Québec	X		
7) Union Catholique des Cultivateurs du Canada		X	
Total	4	1	1

VII Associations religieuses

		Orientation	
	+	-	0
Aucune			
Grand total	9	13	7

B- Liste supplémentaire des associations invitées à participer à la désignation des membres du Conseil supérieur de l'éducation. ⁵⁷

I Associations idéologiques :

	Orientation		
	+	-	0
Aucune			

II Associations d'enseignants :

	Orientation		
	+	-	0
1) Les Associations de Professeurs des Universités de la Province de Québec			aucune intervention

III Associations d'étudiants :

	Orientation		
	+	-	0
1) Le comité des Présidents des Associations Générales des Étudiants des Universités de la Province de Québec	X		
2) La Fédération des Associations Générales des étudiants des Collèges Classiques du Québec	X		
3) Jeunesse Étudiante Catholique incorporée			aucune intervention

IV Associations d'administrateurs :

	Orientation		
	+	-	0
1) Les Universités de la Province de Québec			aucune intervention

⁵⁷ Cette liste supplémentaire a été ajoutée à la demande de l'Institut canadien d'éducation des adultes et de l'Association d'éducation du Québec.

V Associations de parents, parents-maîtres et connexes :

	Orientation		
	+	-	0
1) Federation of English Catholic Parent-Teacher Associations of Quebec		X	

VI Associations syndicales et d'affaires :

	Orientation		
	+	-	0
1) Jeunesse Ouvrière Catholique du Canada		aucune intervention	
2) Jeunesse Rurale Catholique incorporée		aucune intervention	
Total			

VII Associations religieuses et interventions d'Évêques :

	Orientation		
	+	-	0
Aucune			
TOTAL	2	1	0